





Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010014405

TA 480





*Donn. H. Hoffmann  
1937, Juni 2.*

LOUIS DELALOYE

# L'ÉVOLUTION DU VIEUX PAYS

LE VALAIS, SES MŒURS, SES COUTUMES, SON DÉVE-  
LOPPMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL A TRAVERS  
LES SIÈCLES

avec une préface de

**MAURICE TROILLET**

Conseiller d'État, Président du Conseil National



EDITIONS VICTOR ATTINGER







## L'ÉVOLUTION DU VIEUX PAYS

DU MÊME AUTEUR

---

*Manuel de comptabilité pratique et guide dans les relations d'affaires,*  
Un volume

*Cours de géographie économique, un volume.*

---



1789

*Hommage reconnaissant*  
*Delaloye*

LOUIS DELALOYE

Chef de service

au Département de l'Instruction Publique du Canton du Valais

# L'ÉVOLUTION DU VIEUX PAYS

LE VALAIS. SES MŒURS. SES COUTUMES. SON DÉVE-  
LOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL A TRAVERS  
LES SIÈCLES

avec une préface de

MAURICE TROILLET

Conseiller d'Etat

Président du Conseil National



ÉDITIONS VICTOR ATTINGER

7. Place Piaget  
NEUCHÂTEL

4. rue Le Goff  
PARIS Vme



TA 480

*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation strictement réservés, y compris l'U. R. S. S.*



## PRÉFACE

---

Nous nous faisons un devoir et un plaisir de présenter l'étude de M. Delaloye sur «l'Evolution du Vieux-Pays» tant à nos concitoyens qu'à nos amis du dehors qui s'intéressent aux gens et aux choses de chez nous.

Dans son Avertissement, l'auteur regrette d'avoir dû traiter une foule de questions sans pouvoir les approfondir comme il l'eût désiré. Chacun comprendra qu'un sujet aussi vaste eût nécessité plusieurs volumes. Son but consistant à suivre le pays dans son développement social et économique a été atteint : les renseignements fournis ont été puisés à bonne source.

Après avoir exprimé ses craintes et ses espoirs sur le Valais de demain, M. Delaloye a magnifié les beautés et les particularités de son pays, les charmes de la vie alpestre et exalté la foi et le patriotisme, vertus auxquelles le Valais entend demeurer fidèle.

Nous nous plaisons donc à signaler à l'attention du public ce travail, fruit de patientes recherches ; on y découvrira les résultats tangibles obtenus à force d'efforts et de patience, dans un pays sans cesse aux prises avec les éléments destructeurs de la nature mais dont rien n'arrêtera ni la volonté, ni le courage.

Sion, le 25 mars 1937.

M. TROILLET  
Conseiller d'Etat



## AVERTISSEMENT

---

*Le modeste travail pour lequel nous demandons l'indulgence de nos lecteurs ne renferme guère de trouvailles du point de vue historique, nous avons abordé les faits qui ont caractère militaire et politique pour autant qu'ils sont en rapport avec le développement économique et social du pays.*

*Alors que la première partie mentionne les obstacles qui ont entravé le développement du Valais, la deuxième traite de la rapide évolution du «Vieux Pays», au cours des dernières décades. Puis nous nous sommes hasardé à émettre quelques considérations sur le Valais économique de demain.*

*En appendice, quelques croquis brossés à grands traits, illustreront les données un peu sèches des chapitres précédents.*

*Il est superflu de dire que nous serons forcément incomplet nous citerons les points qui nous ont paru les plus caractéristiques. Nombre parmi eux auraient sans doute gagné à être traités par des spécialistes, notamment ceux qui se rapportent à la correction du Rhône, à l'assainissement de la plaine, comme aussi les questions qui concernent l'agriculture. Craignant de commettre de trop lourdes erreurs, nous avons recouru à la lumière des hommes du métier ; nous les remercions encore pour leurs judicieux conseils et leurs précieux encouragements.*

*Nous ferons aussi remarquer que nous avons tenu plus particulièrement à exposer ce qui a quelque rapport avec la plaine du Rhône, mais comme le Valais forme un tout historique et géographique, nous avons dû courir par monts et par vaux.*

*Nous avons consulté les ouvrages suivants :*

Bertrand. — *Le développement du Valais à travers les âges.*

Grenat. — *Histoire moderne du Valais.*

Boccard. — *Histoire du Valais.*

Bridel. — *Essais statistiques sur le Valais.*

Schiner. — *Histoire du Département du Simplon.*

Furrer. — *Histoire du Valais.*

Simler. — *Histoire du Pays.*

Dr L. Meyer. — *Travaux statistiques du Canton du Valais.*

*Nous avons aussi puisé de précieux renseignements dans les archives de quelques communes, dans les rapports du Conseil d'Etat, de l'Ecole cantonale d'Agriculture de Châteauneuf et de la Chambre valaisanne du Commerce.*

*Nous remercions tout particulièrement M. le Chanoine Tamini, historien, M. Julier, Professeur à l'Ecole Normale et M. Alfred Delavy, publiciste, à Sion, pour les utiles renseignements qu'ils ont eu l'amabilité de nous fournir.*

*Nous osons espérer que les pages suivantes donneront une idée des grands efforts déployés par les ancêtres et par le Gouvernement pour faire du Valais cette terre féconde admirée des Confédérés. Puisse leur lecture attiser dans le cœur des enfants du pays la flamme du patriotisme et la fidélité à Celui qui a étendu sa main protectrice sur cette petite patrie.*

L'AUTEUR.

## INTRODUCTION

---

L'homme recherche le bonheur ; or, comme le progrès, dans son acception la plus large, c'est-à-dire le progrès matériel, intellectuel, moral et social contribue à lui procurer le bonheur, il n'est pas étonnant qu'il soit naturellement enclin à progresser ou à poursuivre le maximum de bien désirable ici-bas.

L'histoire de l'humanité confirme cette vérité et nous montre le progrès suivant une marche continuellement ascendante. Sans doute, il y a eu chez certains peuples et pour des causes accidentelles, arrêt ou même régression, comme le cas s'est produit chez les Chaldéens, les Kabyles, etc. Mais le mouvement ascensionniste dans l'ensemble de l'humanité s'est toujours continué, ici plus lentement, là plus fortement.

Quelle distance parcourue depuis l'époque où l'homme s'est trouvé devant une nature ingrate, à la végétation désordonnée, infestée d'animaux féroces ; où il n'avait pour abri que des cavernes sombres et humides, pour vêtements que des feuilles, des écorces ou des lambeaux de peau de bête, pour outils que ses mains, jusqu'à nos jours, où des contrées entières sont devenues des jardins magnifiques aux fleurs, aux légumes, aux fruits les plus variés ; où nombre de nos habitations offrent toutes les commodités que peut réclamer le bien-être, où la variété de nos vêtements le dispute à leur élégance.

Que de progrès réalisés dans l'agriculture, dans les sciences, dans les arts ! Que de merveilles dues à l'électricité, à la vapeur ! Il ne se passe guère d'années où une découverte inattendue, une invention plus ou moins ingénieuse et riche en applications pratiques ne vienne augmenter le trésor déjà amassé.

Par le machinisme, la puissance de travail de l'homme s'est décuplée, centuplée et a acquis une rapidité étonnante ; plus rien ne semble lui résister. Aussi les travaux gigantesques exécutés depuis un demi ou trois quarts de siècle, laissent loin derrière eux les célèbres entreprises des vieux Romains et des Egyptiens.

Cette progression n'est pas seulement un facteur de bonheur ; elle est aussi une condition nécessaire à l'existence matérielle de l'homme.

Il y a en effet des régions qui, par leur beauté, la douceur de leur climat, la richesse de leur sol, attirent et retiennent davantage que celles de l'extrême nord ou de l'extrême sud, ou encore les contrées équatoriales, en général insalubres, meurtrières même.

Or, il arrive forcément un moment où l'augmentation de la population en rend les ressources insuffisantes. On est alors acculé à la nécessité ou d'émigrer, ce qui ne va pas sans de sérieux inconvénients, ou d'intensifier la production, soit par l'extension des surfaces cultivables, soit par l'amélioration des procédés de culture.

La Suisse, par exemple, comptait il y a un siècle, environ deux millions d'habitants qui pouvaient, en général, vivre des produits du sol. Aujourd'hui cette population a plus que doublé sans que la superficie territoriale soit devenue plus grande. Pour la nourrir, il a fallu songer à une augmentation très sensible des ressources. Sans doute, des industries florissantes ont été créées, qui ont amené de l'argent de l'étranger. Mais cela n'a pas suffi. On s'est occupé aussi d'étendre les cultures et, à cet effet, on a entrepris et mené à bien l'assèchement d'étendues considérables ; on a défriché des forêts ; et aujourd'hui il n'y a plus guère de surface tant soit peu importante dont on ne retire quelque profit.

On a fait davantage encore : on a considérablement amélioré les procédés de culture ; on a inventé les engrais chimiques ; on a sélectionné les plantes, les animaux pour obtenir le maximum de rendement.

Ce mouvement progressiste se fait sentir aussi en Valais depuis une trentaine d'années surtout.

Il y a moins d'un siècle, le Valais comptait environ 80,000 habitants. Aujourd'hui ce chiffre est bien dépassé, dans peu d'années, il sera presque doublé. Il a donc fallu songer aussi à une augmentation de ressources, et c'est du côté du sol qu'on s'est tourné, car en raison de la situation excentrique de notre canton, la grosse industrie n'y pouvait guère s'installer.

Mais, comme la montagne, les coteaux sont déjà exploités au point qu'on n'y rencontre pour ainsi dire plus une parcelle inutile ; on a entrepris l'amélioration de la plaine du Rhône, qui peut certainement produire bien davantage. On y rencontre, en effet, de grandes surfaces qu'avec le temps on pourra transformer en luxuriants vergers, jardins, champs ou prairies, comme la chose s'est déjà réalisée en plusieurs endroits qui, autrefois, n'étaient que des marais ou des gravières.

Il ne faut pas, en ce moment, songer à l'émigration. Certains pays étrangers, notamment l'Amérique qui, avant la guerre, recevaient chaque année un contingent assez important de Valaisans, à l'étroit dans leur petite patrie, ont pris des mesures sévères pour protéger la main-d'œuvre indigène et n'ouvrent les portes à l'immigration qu'à des conditions fort onéreuses.

Du reste, avant de songer à émigrer, il s'agit d'abord d'épuiser tous les moyens de se procurer des ressources chez soi. C'est ainsi qu'a procédé le régime actuel de l'Italie. Il a littéralement créé des localités nouvelles, en mettant en valeur des terrains demeurés avant lui tout à fait improductifs. C'est après seulement qu'il a tourné ses regards vers l'Afrique. Nous autres Suisses, nous n'avons pas de visées coloniales, efforçons-nous donc de nous tirer d'affaires chez nous. Mais il est néanmoins certain que la situation actuelle avec ses milliers de chômeurs, son marasme dans l'industrie et le commerce ne peut pas se prolonger indéfiniment et que notre sol, quelque soin qu'on

mette à le cultiver ne suffira pas à l'entretien de la population, surtout si celle-ci continue à augmenter.

Tôt ou tard, une partie de notre peuple devra chercher sa subsistance au-delà de nos frontières, dans les contrées à densité de population très faible ou à ressources considérables. Et de ces régions, il en existe un bon nombre. La terre, avons-nous lu quelque part, est capable de nourrir dix milliards d'hommes. Comme actuellement il y en a deux au plus, la place ne manque pas, et pour longtemps encore, et la fin du monde pourra arriver avant que les hommes ne soient trop à l'étroit sur notre globe.

Pour finir, nous pouvons affirmer que l'histoire de l'humanité est un vaste tableau des progrès accomplis dans tous les domaines : physique, intellectuel, moral et social.

Nous ne nous sommes occupé dans les lignes qui précèdent que des progrès matériels. Nous pourrions en dire autant des autres ; mais nous sortirions du cadre que nous nous sommes tracé.

Nous qui jouissons actuellement des progrès accomplis par nos ancêtres, qui menons malgré la dureté des temps, une vie infiniment plus aisée que celle d'autrefois, nous avons le devoir de solidarité de contribuer pour notre part à ce mouvement de progrès continu, indéfini.

Et c'est ce qu'ont compris les autorités et le peuple valaisan, lorsque, il y a près de septante ans, ils ont commencé le colossal travail de l'endiguement du Rhône, travail qui s'est continué et se continuera encore. C'est ce que les autorités et le peuple valaisan d'aujourd'hui ont également compris, quand ils ont entrepris l'amélioration de notre plaine rhodanienne, amélioration devant laquelle s'émerveille l'étranger, qui ne peut assez louer le courage, l'esprit de sacrifice et l'amour du progrès d'une population en lutte continue avec les forces aveugles et brutales de la nature.



Faire connaître ce qu'a été autrefois la Vallée du Rhône, ce qu'elle est devenue sous l'effort de l'homme et ce qu'elle pourra encore devenir dans la suite, tel est le but que nous nous proposons dans le modeste travail qui va suivre.



**PREMIERE PARTIE**

---

**Le Vieux Pays**



## I.

# Considérations générales

Jusqu'au milieu du siècle passé, époque de la création des chemins de fer en Valais, les habitants de la plaine du Rhône étaient condamnés à vivre isolés du reste du monde, derrière des barrières quasi-infranchissables de leurs montagnes.

Les colères de la nature, les inondations, les cataclysmes contre lesquels ils devaient perpétuellement lutter avaient entravé leur marche vers le progrès.

Nulle autre région de la Suisse ne semble être restée aussi stationnaire ; le Valais avait conservé des mœurs, des coutumes, des institutions ancestrales.

Le Valais du XX<sup>me</sup> siècle est encore rivé à la tradition. C'est à contre-cœur que ses populations se débarrassent de ce qu'a connu «le bon vieux temps». Les douces et suaves mélodies que «la Chanson Valaisanne» a tirées de la léthargie ont fait revivre sur la terre étrangère les parfums du terroir ; elles redisent tout le passé du Pays. Avec elle, les Associations des traditions populaires transmettent aux jeunes générations le fluide qui perpétue le Valais d'autrefois.

Pays de traditions, pays de préjugés.

Aucune région de la Suisse ne fut l'objet d'autant de préventions que le Valais, ce pays fermé, prisonnier de la nature. «Pays de crétins et de goîtreux», comme se plaisaient à le dénommer, il n'y a que quelques décades, des géographes qui méconnaissaient les valeurs cachées des populations rhodaniennes.

«*Pays de crétins* !» les résultats des statistiques officielles établies au moment des examens fédéraux du recrutement ont démenti cette légende ; ce canton avec un écolage très réduit et placé dans des conditions géographiques défavorables se classe pour l'instruction dans la première moitié des Etats suisses ; on n'y trouve presque pas d'illettrés.

«*Pays de goîtreux*» ; s'il fut un temps où, dans l'une ou l'autre région, une proportion assez forte d'individus étaient affectés de ce gênant appendice, aujourd'hui, grâce à l'amélioration des eaux potables et des mesures d'hygiène prises par les pouvoirs publics, le goître, on peut l'affirmer, a presque disparu en Valais. Le savant spécialiste, Dr Bayard, à St-Nicolas, membre de la Commission internationale du goître a établi une statistique qui démontre que c'est dans le canton du Valais que la proportion des goîtreux est la plus faible en Suisse.

On dit aussi que le Valaisan, l'habitant des vallées latérales surtout, est demeuré routinier ; s'il se méfie des innovations, des nouvelles méthodes, il ne s'obstine pas : sans avoir l'air d'y toucher, il observe, compare, déduit. Intelligent et pratique, il adoptera ce qui lui est proposé de réellement utile. Une fois convaincu, il sait persuader et propager à son tour.

Il est donc révolu le temps où, pour être dans le bon ton, il fallait toiser le Valaisan, le regarder de haut pour mieux le ridiculiser ou le reléguer à l'arrière-plan, sans examen, de pur parti-pris. L'observateur non prévenu n'aurait pourtant pas de peine à découvrir les réelles qualités que cache une timidité peut-être excessive. Pays pauvre, pays de rochers calcinés, pays d'âpres montagnes, de marécages insalubres, pays tourmenté, peuplé d'individus sans cesse aux prises avec les éléments déchaînés, les fils de cette rude terre, au teint hâlé par un soleil brûlant, étaient ravalés au rang des peuplades qu'un vernis de civilisation aurait à peine effleuré.

Cette légende est aujourd'hui détruite et l'étranger qui passe admire le travail de Titan accompli.

Il fallait rattraper le temps perdu, doter le pays de cet admirable réseau routier qui a tiré de l'isolement le hameau perdu dans le fond de la vallée, assigner des limites au fleuve indompté, assainir les marécages, acclimater de nouvelles cultures, organiser les producteurs et former la pléiade des fils de la terre qui ont fait le Valais prospère d'aujourd'hui.

Comme on peut bien le croire, cette marche ascendante, cette course au progrès a dû surmonter mille difficultés, difficultés d'ordre matériel augmentées encore par des rivalités politiques.

Dans ce pays, où chaque clocher est un monde, comprendra-t-on enfin qu'il est temps de s'unir pour demeurer fort et pour résister à la vague destructrice de la famille, de la religion et de la patrie ? On est en droit de l'espérer.

S'il s'y trouve plus qu'ailleurs peut-être des tempéraments emportés, il faut savoir qu'en Valais on s'enthousiasme vite pour une idée, que le sang est chaud comme le soleil et généreux comme le vin qui mûrit sur les cailloux. Ce sont des lutteurs prêts à se sacrifier pour la cause qu'ils ont épousée.

Au-dessus des luttes stériles de la guerre de clan, des jeunes ont vu l'image meurtrie de la petite patrie, ils aspirent à lui donner un souffle nouveau, à faire épanouir un esprit valaisan.

Leurs voisins de l'ouest, qu'ils viennent du Jura, des Ormonts ou des bords du Léman, sont Vaudois avant d'être du Jura ou des Alpes. Que ce peuple chante ou s'attriste, c'est son passé qui revit, c'est son âme qui vibre.

Le Valaisan, au contraire, est avant tout du Bas, du Centre ou du Haut. Chacune de ces parties du pays a son esprit propre, les gens de la Vallée de Saas ont une mentalité tout autre que celle des habitants du Lœtschental. — L'esprit d'indépendance et l'origina-

lité de ses habitants ne font-ils pas désigner cette partie du pays sous le nom de *canton de Lætschen* ? —

Le Bas-Valais n'a pas non plus son homogénéité.

Le Valais central est la région des contrastes par excellence. Sion diffère de Sierre. Anniviards, Nendards, Evolénards, sont autant de peuples, d'histoires et de caractères différents.

Ces particularités, cet esprit de clocher, ces castes ont été, et sont encore, un sérieux obstacle au développement du Canton. Ces oppositions doivent faire place à l'esprit valaisan, généreux et fort.

Mais en dépit des querelles intestines, des divisions, des guerres, des fléaux, les Valaisans sont restés fidèlement attachés à leur foi, à leur pays ; les épreuves semblent les avoir attachés au Maître de toutes choses.

Traditionnalistes, ils sont demeurés fédéralistes convaincus, ils tiennent à conserver à leur canton les franchises et les libertés acquises à la pointe de l'épée ; amis de l'ordre, ils sont les fermes soutiens du pouvoir central, bien que les dirigeants n'aient pas toujours tenu compte de leurs aspirations religieuses et politiques.



## II.

# La Vallée du Rhône

Les données que nous possédons sur la vallée du Rhône pour la période antérieure à l'ère chrétienne reposent presque exclusivement sur les souvenirs trouvés dans la terre. Peu de pays ont eu une histoire aussi mouvementée.

Les géologues affirment qu'il fut un temps où le glacier du Rhône occupait toute la vallée ; les premiers habitants doivent être venus par les cols des Alpes ; certains historiens prétendent qu'ils auraient plutôt remonté la vallée ; mais cette seconde hypothèse rencontre moins de partisans. Ces premières populations habitaient dans des cavernes ou des huttes, construites avec des branches d'arbres. Elles vivaient de chasse et de rapine.

Vers l'an 2000 avant notre ère, période qui correspond à l'âge de la pierre taillée, la plaine du Rhône était habitée par des peuplades qui ont laissé des traces dans nombre de localités, notamment à Martigny, Fully, Saillon, Conthey, Sion, Sierre, Rarogne et Brigue. Plus tard telle vallée latérale aurait été peuplée par les Sarrasins, telle autre par des descendants des Huns, des Alamans, voire des Bédouins.

Des documents permettent d'établir avec certitude que les habitants de cette époque, à côté de la chasse, s'occupaient de la culture de la vigne et des arbres fruitiers, ainsi que de l'élevage du bétail.

« Ces habitants à demi-sauvages, a écrit Boccard dans « l'Histoire du Valais », abandonnaient souvent leur pays natal en qualité de bergers, de guerriers ou de brigands pour piller ou s'établir dans un pays

plus fertile. Le fer et le feu à la main, ils s'emparaient de ce qui leur plaisait et chassaient les occupants.»

Au début de l'ère chrétienne, la population de la vallée pennine n'était plus nomade. Elle était libre et stable sur des terres qu'elle pouvait léguer à ses descendants. A en juger par les ornements trouvés dans les sépultures, elle jouissait d'un certain bien-être.

Les plus anciens écrits que nous possédions sur le Valais proviennent d'un historien romain du IV<sup>me</sup> siècle ; ses notes font allusion à l'ouvrage d'un écrivain vivant quelques siècles avant la venue du Christ, et dont les récits mentionnent le genre de vie, les mœurs des habitants de la vallée du Rhône.

Selon les «Commentaires de Jules César», la population de notre canton aurait été plus dense au début de l'ère chrétienne que de nos jours. Le célèbre général romain a écrit que ses armées avaient été attaquées à Octodure par 50,000 Vérages et Séduniens ; ainsi, le nombre des habitants devait être au moins trois fois supérieur à celui des guerriers qui ont participé aux combats. Il est vrai que César avait intérêt à grossir les chiffres.

Il est superflu de s'étendre sur les causes qui ont amené la régression du chiffre de la population. Pendant des siècles, les Barbares ont semé la dévastation dans tout le pays ; puis le régime féodal a été, on le sait, une sérieuse entrave au développement de la famille en particulier et de la société en général ; enfin la peste et d'autres épidémies ont anéanti des villages presque entiers.

Depuis le début du XIX<sup>me</sup> siècle, la population a plus que doublé ; le recensement de 1806 donne pour le Valais 60,050 habitants dont 5,750 étrangers, répartis dans 150 communes (actuellement 171).

La plus ancienne carte géographique du canton date de 1545 ; elle est due à la compétence de M. Munster, professeur à Bâle ; celle de M. Stampf, éditée quarante ans plus tard, a complété le travail de longue haleine de son devancier.

Ce qui frappe, dans la configuration du pays, c'est la vallée du Rhône avec son fond couvert d'un large et probablement profond remplissage d'alluvions. Dans la partie inférieure, ces alluvions sont en partie lacustres, c'est-à-dire formées par sédimentation des matériaux que charriait le Rhône à une époque où le Léman s'étendait jusqu'à St-Maurice ou même plus haut, peut-être jusqu'à Sion ou Sierre. Remarquables sont les nombreux cônes de déjection que les torrents glaciaires ont déposés à leur débouché dans la grande vallée. Ils ont obligé le Rhône à changer souvent de cours. Parfois l'importance des dépôts a même créé de véritables gradins sur le cours du Rhône, et forcé ce fleuve à remblayer son lit en amont. C'est ainsi que s'est produit le seuil du Bois-Noir, à la suite de la formation du cône de déjection du St-Barthélemy, ainsi que celui du Bois de Finges, près de la Souste de Loèche, formé par les débris de l'Illgraben.

Le climat de la vallée du Rhône diffère essentiellement de celui des autres vallées alpines de la Suisse. Cela provient de l'isolement de cette longue vallée longitudinale, enclose par les puissantes parois des Alpes.

Les conséquences de cette situation spéciale se font surtout sentir dans le régime des précipitations. On constate, en effet, combien la chute des pluies diminue rapidement au-delà du défilé de St-Maurice, si on vient du canton de Vaud. Toute la partie moyenne de la vallée du Rhône, de Martigny à Brigue, ne reçoit en moyenne que 60 cm. d'eau par année et même moins encore à Riddes et à Sierre par exemple ; elle atteint ainsi le chiffre le plus faible observé en Suisse.

D'après Rion, la configuration particulière du Valais a une influence remarquable sur le régime des

pluies et, par suite, sur la végétation. L'air de la plaine, échauffé par l'action directe des rayons solaires, par la radiation du sol et par la réverbération des parois des montagnes, s'élève en courant vertical, emportant dans son cours les produits de l'évaporation. Neuf fois sur dix les nuages chargés de pluie qui paraissent à l'horizon, suivent les deux grandes chaînes de montagne et laissent le centre à sec. De là, une pureté de ciel tout à fait exceptionnelle.

Rareté des pluies, pureté du ciel, insolation intense, végétation méridionale, étés chauds, et hivers froids, tels sont les principaux caractères du climat du Valais central.

\* \* \*

A la naissance du Rhône, en plein pays de neiges et de glaces, les sources d'eau chaude qui jaillissent du sol en quelques endroits ont déjà été signalées par de Saussure, il y a bientôt deux siècles. Ce fait a toujours frappé l'imagination des habitants. Le glacier d'où le Rhône sort est en recul depuis plus d'un siècle; en 1818, son point terminal se trouvait à 180 mètres de l'hôtel; en 1870, à 612 m.; actuellement à près d'un kilomètre et demi de Gletsch.

Le cours du fleuve valaisan a 170 km. de longueur; en été, son débit normal atteint 700 m<sup>3</sup> seconde, ce qui signifie que chaque minute, le fleuve déverse dans le Léman plus de 40 millions de litres d'eau. Au moment des hautes eaux, cette quantité est doublée. Sur un parcours de 40 km. il passe d'une altitude de 1800 m. à Gletsch à 670 m. à Brigue. A partir de cette localité, le Rhône a un cours plus régulier. A gauche et à droite, des affluents viennent grossir ses eaux.

Dans la région de Viège-Loèche, jusqu'au milieu du siècle passé, le Rhône se divisait en plusieurs branches qui, suivant la poussée des rivières et des torrents, étaient tantôt rejetées au pied de la chaîne nord, tantôt vers les contreforts des Alpes valaisannes. Dans

la région de Granges, il comprenait deux bras ; l'un coulait au milieu de la plaine, l'autre suivait la rive gauche actuelle. L'inondation qui a ravagé le pays en 1695, a rejeté les eaux au pied du mont de Lens. A St-Léonard, elles côtoyaient les rochers des Barmes pour se diriger ensuite vers la gare de cette localité.

Jusqu'au début du XIX<sup>me</sup> siècle, le bras le plus important du Rhône passait à Sion, au nord de l'emplacement actuel du champ de tir ; les méandres qui s'y voient encore marquaient l'extrême limite du fleuve vagabond.

La Morge, la Lizerne, avaient repoussé le lit vers le sud ; la Lizerne rejoignait le fleuve près de Riddes. La Farre, qui se précipite de la montagne au-dessus d'Isérables, avait obstrué le lit du fleuve et rejeté son cours du côté de Leytron. De cette localité, il côtoyait la montagne et la colline que couronnaient les murs et les tours de défense de Saillon ; l'une d'elles, placée sur la rive du Rhône, faisait du bourg fortifié un lieu imprenable du côté sud.

Au début XVI<sup>me</sup> siècle, pour n'avoir pas à pourvoir à l'entretien de plusieurs ponts, le bras longeant la côte fut réuni à celui qui passait au milieu de la plaine.

De Saxon à Martigny, le Rhône suivait la chaîne du sud en passant par le hameau du Guercet, puis baignait le pied du rocher que domine la tour de la Bâtiaz.

De Martigny, un bras du Rhône se dirigeait au nord du village d'Ottan, qui fut complètement détruit, en 1635, par les débordements de la Dranse.

Plus loin, une localité désignée sous le nom d'Auntanelle subit le même sort ; sur ses décombres s'est élevé plus tard Vernayaz. Avant d'atteindre Evionnaz, le Rhône passait au pied du mont ; les méandres que l'on constate encore non loin de la gare indiquent la limite de son lit.

A la fin du VI<sup>me</sup> siècle, l'éboulement du Tauredunum aurait enseveli le village d'Epaune près d'Epi-

nassey. Les matériaux formèrent un barrage qui arrêta le Rhône dans sa course ; les eaux refoulées jusqu'à Riddes formèrent un lac. Sous le poids de l'eau, la digue se rompit et toute la plaine fut submergée ; le niveau du Léman monta sensiblement ; Genève et les environs eurent aussi à souffrir des effets de cette inondation. Les méandres que l'on remarque non loin de Vérollez indiquent que le fleuve passait autrefois à cet endroit. La tradition rapporte que l'érosion a mis à découvert les ossements des martyrs thébéens et permis de découvrir le tombeau du martyr Saint Innocent.

Entre Massongex et Bex, le fleuve formait deux bras ; l'un longeait le bois de Châtillon, l'autre passait au milieu de la plaine. L'étendue des terres situées entre les deux lits était cultivée ; deux ponts reliaient le Valais au Pays de Vaud.

Un embranchement du Rhône suivait la côte vaudoise, l'autre passait par Muraz-Vionnaz et Vouvry ; à Port-Valais, il rejoignait le lac, tout près de l'endroit où se trouve l'église. La tradition veut que le Léman aboutissait autrefois à ces parages. Ce qui semble confirmer cette version, c'est que l'on a trouvé des boucles métalliques fixées au rocher et qui auraient servi à amarrer les embarcations transportant du bois et des pierres sur l'autre rive.

\* \* \*

Ainsi qu'on peut bien se l'imaginer, le Rhône, ramifiant et vagabondant à travers la plaine, était un sérieux obstacle au développement du pays ; les communications entre les localités étaient très difficiles par suite de l'insuffisance des ponts.

Signalons, en passant, le mode de participation à la construction et à l'entretien des ponts. Les seigneurs n'entretenaient pas seuls ces ouvrages ; les chatellenies, les localités voisines, voire les communes de montagne, et plus tard les rouliers qui avaient le monopole des transports devaient y contribuer dans une pro-

portion arrêtée. Ainsi, les localités d'Anniviers, de St-Martin, de Nendaz devaient fournir chaque année un nombre déterminé de poutres et de planches pour remplacer celles qui étaient détériorées. En 1870, la commune de Vex racheta une servitude de ce genre. L'entretien des ponts était la pomme de discorde entre l'Etat, les communes et les intéressés. Ce fut notamment le cas pour les viaducs de Sierre, d'Aproz, de Branson, etc. ; différents procès qu'ils ont suscités ont été portés devant la cour de l'évêque. Les archives épiscopales renferment des jugements que Mathieu Schiner fut appelé à porter sur des conflits de ce genre.

Ce serait une erreur de croire que la vallée ne formait qu'un marécage. Il était des lieux hospitaliers, des oasis de verdure, désignés encore de nos jours sous le nom « d'îles », où les bêtes de somme paissaient en paix. Sur les cônes de déjection des rivières et des torrents, des bosquets enchanteurs venaient rompre la monotonie du paysage. De tout temps, notre Valais a eu son originalité.

Il n'y a pas si longtemps, la plaine de Saxon-Martigny revêtait un cachet particulier : des amoncellements de terre, des montagnes en miniature, dont quelques-unes atteignaient 15 à 20 m. de hauteur, émergeaient des vernes et des roseaux. C'étaient des dunes. Les unes couronnées par des pins et des chênes rabougris ; d'autres, balayées par le vent, offraient l'aspect de la désolation. A leur pied, des mares et des lagunes entourées de buissons étaient le refuge d'un gibier abondant et varié.

Aujourd'hui les dunes ne sont plus qu'un souvenir, la pioche s'est attaquée à leur flanc ; elles ont servi à combler les bas-fonds et les marécages.

L'origine des dunes n'est pas la même que celle des collines de Granges, de Sion, de Châteauneuf. Si les alluvions du Rhône ont formé les dunes, c'est, au dire de géologues, les éboulements qui ont produit ces

monticules rocheux qui donnent un cachet pittoresque au Valais central.

\* \* \*

Des écrivains, des naturalistes, des géographes ont écrit des pages charmantes sur la vallée du Rhône.

Elisée Reclus, le célèbre géographe, a trouvé des termes saisissants pour magnifier les beautés de la terre valaisanne. «La vallée de Viège, dit-il, est une des plus belles du monde, une de celles où l'on peut contempler, en un tour d'horizon, comme un résumé de toute la grandeur des Alpes ; on s'y rend avec piété, comme dans un lieu vraiment auguste, consacré par l'admiration des hommes».

Un autre admirateur de notre pays, Lenthéric, s'est plu aussi à vanter nos sites ; ses courses dans les vallées d'Anniviers et d'Hérens lui ont fait écrire : «Vallons enchanteurs, où la vie pastorale semble avoir conservé tout le calme et toute la pureté des mœurs primitives dans le plus bel encadrement de bois, de prairies que l'on puisse rêver».

Ajoutons la citation du Doyen Bridel dans ses «Essais statistiques sur le Valais».

«Il y a dans la plupart des paysages de ce canton un mélange sublime de culture et de désolation, de sites riants et de formes horribles, de monuments des ravages, soit du temps, soit des hommes, des preuves et de la décrépitude du monde, et du courage de ceux qui disputent aux glaciers, aux tempêtes, aux torrents, aux tremblements de terre, à la destruction en un mot, le sol qui les nourrit... Aucune partie de la Suisse, peut-être, n'indique au physique et au moral autant de sujets à l'étude et à la méditation que celle-ci».

Écoutons encore Jean-Jacques Rousseau, qui a parcouru la Suisse et le Valais, il y a deux siècles. Après avoir loué l'hospitalité et l'accueil désintéressé



des gens de nos vallées, il écrit : « Quel beau pays que le Valais . . . imaginez la variété, la grandeur, la beauté de mille étonnants spectacles, le plaisir de ne voir autour de soi que des objets nouveaux, des oiseaux étranges, des plantes bizarres et inconnues, d'observer en quelque sorte une autre nature et de se trouver dans un nouveau monde. Tout cela fait aux yeux un mélange inexprimable, dont le charme augmente encore par la subtilité de l'air qui rend les couleurs plus vives » . . . . Plus loin le philosophe de Genève écrit : « Dans la pureté de l'air, je trouvais la véritable cause du changement de mon humeur et le retour de cette paix intérieure que j'avais perdue depuis si longtemps . . . ».

### III.

## Ressources du Pays

Un historien romain du début de notre ère a décrit en ces termes la Vallée du Rhône :

« Pays insalubre, recouvert de forêts et de marécages, mais assez bien cultivé à l'entrée des vallées ; pays de bon vin et de bétail renommé, qui paît en liberté ; ses habitants, de haute stature, sont vêtus de peaux grossières, demeurent dans de pauvres huttes ».

Du point de vue économique, la domination romaine eut une heureuse influence sur le pays, outre qu'elle a apporté des instruments de labour plus perfectionnés et des procédés cultureux plus rationnels, elle a introduit la culture de nombreuses espèces d'arbres fruitiers : abricotiers, oliviers, figuiers, pêcheurs, elle a appris aux habitants la fabrication du beurre et du fromage. Les Romains installèrent aussi des ateliers de tissage, de moulage et de métallurgie.

La vallée changea d'aspect : l'agriculture prospéra, le commerce prit un plus grand essor par la construction de la voie militaire du Mont Penino (Gd St-Bernard), se dirigeant sur Moudon, et, vers la fin du 2<sup>me</sup> siècle, par celle du Simplon. Déjà à cette époque, le Valais exportait du bétail, du gibier et se procurait au dehors des fruits et des produits de luxe. Le pays jouissait d'un certain bien-être et d'un état social assez élevé.

A ces temps de paix, succéda une ère de ruine et de misère. Pendant la longue période des invasions, les habitants ne pouvaient conserver de demeure fixe ni

cultiver la terre, ils vivaient spécialement du produit de la chasse.

Vers le X<sup>me</sup> siècle, la population redevint sédentaire ; les endroits les plus fertiles et les mieux exposés furent convertis en champs et en vignes. L'histoire rapporte que les Valaisans échangeaient du vin et du blé contre d'autres produits avec leurs voisins de l'Oberland et de la Vallée d'Aoste.

Au Moyen-Age, les hommes libres habitaient plutôt les montagnes ; ils étaient propriétaires de terres qu'ils cultivaient pour leur compte personnel, tandis que les serfs travaillaient celles du seigneur du village. Les serfs payaient une redevance pour la charrie, le moulin, le four que leur maître leur prêtait. Sur l'ordre de celui-ci, ils étaient tenus, sans rémunération, à rentrer ses récoltes, à construire des chemins et à le suivre à la guerre.

Les cultures étaient moins variées que de nos jours : le maïs, les pommes de terre, les betteraves n'ont été connus que plus tard. Quand les récoltes faisaient défaut, la famine ravageait des contrées entières ; faute de moyens de communication, on ne pouvait faire venir en suffisance les denrées du dehors.

Dans certaines localités, l'assolement triennal avait remplacé l'assolement biennal. La première année, on semait le froment, la seconde l'orge, l'avoine ou les pois ; durant la troisième année, le terrain restait inculte ; on y menait paître le bétail. Ce mode d'exploitation a été pratiqué jusqu'au début du XIX<sup>me</sup> siècle.

En raison de l'insuffisance des engrais, les récoltes étaient maigres ; dans les endroits secs surtout, elles étaient près de trois fois inférieures à celles d'aujourd'hui. Les prés ne fournissaient que peu de foin et pas de regain. Le bétail insuffisamment alimenté ne donnait guère plus de quatre à cinq litres de lait par tête et par jour.

La vigne croissait en buissons ou grimpait aux arbres ; dans quelques localités, l'usage des treilles s'est

maintenu jusqu'il y a quelques années. L'emploi des échalas remonte déjà au XVI<sup>e</sup> siècle.

Sous les princes-évêques, le domaine foncier du Comté du Valais était divisé en métairies ou seigneuries. Une partie de ces terres était réservée aux seigneurs, qui les faisaient travailler eux-mêmes ; les autres, réparties en fermes, étaient remises aux paysans. De grandes étendues, notamment les alpages et les forêts, étaient exploitées en commun par les fermiers. Ce fut l'origine des bourgeoisies et des consortages. Les paysans formaient la classe des sujets ; en cas de vente de la seigneurie, ils conservaient leurs terres, mais ils appartenaient au nouveau maître.

Les impôts étaient proportionnés aux récoltes ; les années maigres, la redevance était plus petite.

Au début la dîme, comme son nom l'indique, était calculée à raison de la dixième partie du vin, du blé ou du foin récoltés ; au XVIII<sup>e</sup> siècle, certains gouverneurs se contentaient de la douzième partie, plus tard il s'en trouva qui ne réclamaient que la quinzième. En général, la redevance due par les bourgeois était moins élevée que celle qui était exigée des autres habitants.

Les fidèles devaient payer un impôt du culte (prémices), d'ordinaire ils s'en acquittaient à la Saint Martin. Le produit des prémices était utilisé pour payer les chantres, le sacristain, le marguillier.

Au moment où les seigneurs devaient contracter un emprunt, ils hypothéquaient les servitudes (taille, dîme) dues par leurs sujets, cela tout comme aujourd'hui où l'emprunteur donne ses propres immeubles en garantie. Il arrivait aussi que tel seigneur détenait le droit de prélever la dîme sur le blé des sujets de telle localité ; l'évêque, sur le foin, les fèves ; et le Chapitre, sur les animaux naissants et croissants. En vertu du droit d'échute dans les successions, les biens des décédés sans héritiers passaient au seigneur de l'endroit.

Une partie de la population était formée de taillables qui devaient payer un impôt spécial. Si l'Eglise avait droit aux dîmes, en revanche, elle prenait à sa charge l'instruction et l'assistance, en outre elle tenait les registres de l'état civil. L'évêque Landri du Mont (XIII<sup>me</sup> siècle), ordonna aux prêtres d'utiliser, en faveur des pauvres, tous les dons qu'ils recevraient. Les aumônes étaient généralement distribuées le jour de l'enterrement ou de l'anniversaire du donateur. Ce n'est qu'en 1827 que ces sortes de répartitions ont été remplacées par la création du fonds des pauvres.

Nous possédons des données précises sur les cultures et le commerce du Bas-Valais au temps de la domination savoyarde. Les archives de Turin contiennent des documents du plus haut intérêt. M. le Chanoine Tamini, historien érudit, qui a consulté les archives de l'ancienne capitale de Savoie, nous a fourni une foule de détails très intéressants sur les comptes de toutes les châtelainies, classés, année par année ; ils indiquent les dépenses pour l'entretien de la troupe, des routes, des ponts, l'endiguement du fleuve comme aussi les recettes : dîmes, redevances, rendement des terres. De l'ensemble de ces données, on peut se faire une idée du mode de vie des gens de l'époque.

\* \* \*

En 1475, après la conquête de la vallée inférieure par les 7 dixains, de nouvelles conditions de vie sont imposées aux nouveaux sujets.

Mais les princes-évêques, tenant à s'attirer les sympathies des Bas-Valaisans, supprimèrent la main-morte et diminuèrent les dîmes et les corvées ; le droit de propriété fut garanti, et ils prirent à leur charge toutes les prestations dont leurs sujets étaient redevables envers les seigneurs étrangers.

Mais souvent les gouverneurs cherchaient à s'enrichir au détriment de leurs administrés ; à cet effet,

ils s'ingéniaient à créer de nouvelles contributions. Ces exagérations amenèrent les gens d'Alesse et de Port-Valais, qui avaient eu particulièrement à souffrir de leur rapacité, à adresser une plainte à l'évêque ; les réclamants demandaient purement et simplement l'application de la charte de 1477. A l'appui de leurs revendications, ils alléguèrent la stérilité de leur sol et la petite étendue de leurs terrains productifs ; leurs ressources se limitaient à la vente du bois. Ils protestèrent aussi contre l'inégalité de traitement entre les sujets : les gens dispensés de la main-morte refusaient de se marier avec les taillables, prétextant que ceux-ci étaient privés du droit d'héritage. Leurs revendications furent admises en partie ; le droit de succession, une fois reconnu, contribua à développer l'esprit de famille.

A peu près vers la même époque, les gens d'Illiez demandèrent et obtinrent du Gouvernement que le châtelain fût nommé par eux. Puis, Monthey fit confirmer un usage en vigueur sous la domination savoyarde concernant le paiement des intérêts arriérés. Ceux-ci ne pouvaient plus être réclamés par les créanciers que pour les 5 dernières années. De plus, comme par le passé, les chasseurs recevaient un florin d'or pour chaque loup ou sanglier abattu. Par contre, il ne put être obtenu une réduction sur le taux des amendes. Dans sa réponse, la Diète fit observer que « le tour des dixains pour fournir les gouverneurs n'était pas achevé ». Elle tenait à donner à chaque dixain, le temps de faire le tour de vis complet au pressoir. Ce n'est pas de la légende que le Bas-Valais ait été souvent opprimé par quelques gouverneurs, qui ont acquis de grosses fortunes au détriment des pauvres taillables. Ces contributions, souvent exagérées, étaient, à n'en pas douter, un obstacle sérieux au développement du Pays.

Les causes qui ont amené la guerre des Paysans, en Suisse, ont aussi existé en Valais ; une série de mauvaises récoltes priva le peuple de pain. L'Etat in-

tervint, en ordonnant l'intensification de la culture du blé ; sous peine de 25 livres d'amende, il était interdit de convertir les bons champs en vignes.

Les hommes politiques s'intéressèrent un peu plus activement à l'agriculture qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors : on lança des brochures bourrées de conseils sur la culture des arbres fruitiers, l'élevage du bétail, etc. . .

Un exemple montrera combien l'économie était encouragée. Vers la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle, un agronome conseilla l'extraction de l'huile des pépins de raisins, pratique en usage dans le nord de l'Italie dès 1750. Jusque dans les moindres détails, il exposa la marche de l'opération : mode de séparation des pépins du marc, broyage au foulon (meule de pierre mue par l'eau), cuisson, pressurage, filtrage, etc. Un tonneau de 2 setiers rempli de pépins lui aurait donné suffisamment d'huile d'éclairage pour ses besoins de l'année.

Le même auteur estimait que deux tailles successives aux arbres fruitiers étaient indiquées, l'une en février, l'autre en mars, pour ne pas saigner l'arbre en une seule fois et éviter ainsi de l'anémier.

Comme la population allait sans cesse en augmentant, de grandes étendues de terres furent défrichées, la culture du blé prit de l'extension ; au cours des années de bonnes récoltes, le Gouvernement emmagasinait le grain dans les grenettes et le vendait lorsque la disette se faisait sentir.

La pomme de terre et le maïs apparurent dans le courant du XVIII<sup>me</sup> siècle ; un peu plus tard les prairies artificielles, le trèfle et la luzerne permirent d'augmenter l'effectif bovin et la production laitière. La sélection et l'amélioration des races de bétail furent encouragées.

\* \* \*

En Valais, la culture du sol fut, de tout temps, difficile en raison des terres d'alluvion sans cesse brû-

lées par un soleil de plomb. Si les eaux amenées par les bisses n'étaient pas abondantes et fertilisantes, les pentes des coteaux, voire les terres graveleuses avoisinant les marais offraient souvent en été un aspect désertique.

L'historien Stimler décrit quelques bisses qui existaient déjà au XVI<sup>me</sup> siècle. «Plusieurs de ces aqueducs longs de plusieurs lieues vont chercher au pied des glaciers l'onde qui devra vivifier les gens et les plantes ; ces canaux alpestres construits au prix de vies humaines témoignent de l'esprit de travail des habitants».

Schiner s'est aussi plu à admirer ces œuvres hardies et géniales, «les dépenses exagérées, écrit-il, que les gens ont faites pour humecter leur sol exposé au soleil ne correspondent pas aux maigres revenus qu'ils en retirent. Pour construire ces bisses, les ouvriers sont suspendus, à des hauteurs épouvantables, à de frêles cordes et taillent ainsi des canaux dans le roc».

Cet auteur qui passe pour avoir bien connu le Valais s'élève contre la routine du cultivateur : «Il est fort jaloux de sa routine rurale, dût-elle être cent fois plus préjudiciable qu'avantageuse, il n'y veut point souffrir de changement. Il néglige entièrement la culture des arbres fruitiers qu'il laisse des siècles entiers sans les toucher ; il n'apporte point d'amélioration dans ses champs dont ils seraient bien susceptibles, mais l'exemple des forains le rendra plus industriel, plus actif».

La remarque de Schiner relative aux arbres fruitiers n'était pas exagérée : jusqu'il y a quelques années, ils végétaient comme a dit un poète : «Sans soin et sans culture aux caprices de la nature».

Les noyers séculaires que l'on rencontre encore sur le flanc des coteaux fournissaient l'huile nécessaire aux besoins du ménage. On s'en servait aussi, avec la résine et la cire, pour l'éclairage. C'est à la lueur blafarde des lampions rudimentaires que les ménagères filaient, tissaient le chanvre de leurs



champs et la laine de leurs moutons ; elles garnissaient les bahuts de linge et de vêtements solides et chauds.

Lorsque le rendement en blé dépassait les besoins des habitants, il s'en vendait au dehors. Les années de disette, l'Etat devait prendre des mesures sévères pour empêcher l'exportation de ce produit. En 1803, il fut édicté une loi punissant de 100 francs d'amende et de confiscation celui qui tenterait de vendre du blé au dehors.

Le Doyen Bridel, qui a fait plusieurs voyages en Valais, au début du siècle passé, indique d'une manière précise comment il a trouvé la vallée du Rhône, au point de vue agricole.

« Les dixains d'Entremont et de Conthey, dit-il, avec la plaine de Martigny sont les greniers du Bas-Valais ; les champs de Sion et de Sierre approvisionnent le Haut. Les arbres fruitiers sont nombreux et productifs ; rien de plus beau que les châtaigneraies de Monthey. Des pommes et des poires, on en retire un assez bon cidre. »

Bridel parle ensuite de la beauté des champs de safran qui s'étendent dans la région de Brigue-Glis. Dans un autre voyage, il décrit les mûriers de Sion et l'élevage du ver à soie. Il reconnaît que cette industrie ne pourra pas subsister, le Valais offrant de trop brusques changements de température. Il s'étonne à la vue des figuiers et des grenadiers ornant les rochers qui dominent Sion, cité réputée pour ses excellents vins et ses champs qui produisent le plus beau des froments. Si la vigne est bien entretenue à Sion, tel ne serait pas le cas partout. . . « les vignes, écrit-il, pourraient beaucoup mieux être cultivées qu'elles ne le sont ; ici des tailles sans intelligence ; là, on les laisse ramper sur le sol sans les étayer par des échelas ; ailleurs elles n'ont qu'un seul labour et y sont étouffées par les mauvaises herbes. »

Bien avant Bridel, J.-J. Rousseau a chanté les produits du Valais et spécialement le bon vin. Dans une

lettre, à Julie, il s'exprime en ces termes : « J'avoue que le bon vin me paraît une excellente chose et que je ne hais point à m'en égayer pourvu qu'on ne m'y force pas. J'ai toujours remarqué que les gens faux sont sobres, et la grande réserve de la table annonce assez souvent des mœurs feintes et des âmes doubles. Un homme franc craint moins ce babil affectueux et ces tendres épanchements qui précèdent l'ivresse, mais il faut savoir s'arrêter et prévenir l'excès. Voilà ce qui ne m'était guère possible de faire avec d'aussi déterminés buveurs que les Valaisans, des vins aussi violents que ceux du pays et sur des tables où l'on ne vit jamais de l'eau. Comment se fâcher avec de si bonnes gens. Je m'enivrais donc par reconnaissance et ne pouvant payer mon écot de ma bourse, je le payais de ma raison ».

Plus loin, ce même auteur parlant des conditions de vie des gens de notre pays dit : « L'argent est fort rare dans le Haut-Valais ; mais c'est pour cela que les gens sont à leur aise ; car les denrées y sont abondantes sans aucun débouché au dehors, sans consommation de luxe au dedans, et sans que le cultivateur montagnard, dont les travaux sont les plaisirs de vieillesse moins laborieux. »

---

## Industrie

On dit que le Valais « est riche en mines pauvres ». Ce n'est pas faux. La variété des minerais qu'on y rencontre a donné lieu à de nombreuses exploitations, mais on n'en connaît guère dont le profit ait été rémunérateur d'une manière durable.

L'Etat n'a jamais exploité des mines pour son compte ; de tous temps, il a accordé des concessions à des particuliers ou à des associations. Ce sont les carrières d'ardoises et les mines d'anhracite qui of-

frent le plus d'intérêt, parce que leurs produits sont utilisés pour les besoins locaux : toitures, fours à chaux, etc.

Avant l'arrivée des ciments, les maçons utilisaient la chaux ; la matière première (pierre calcaire) se trouvait en abondance sur toute la rive droite du Rhône. Des vestiges des anciens fours à chaux (chaufours) se voient encore à Ardon, Vétroz, St-Léonard, Granges, etc. Cette chaux, cuite au bois et au charbon, était fondue dans des fosses ; elle servait non seulement à la fabrication du mortier : mêlée au sulfate de cuivre, elle était utilisée pour les traitements des maladies de la vigne et des arbres fruitiers.

« Peu d'autres mines, observe Bridel, celles qui existaient étaient exploitées par des étrangers, car les gens du pays préféraient la vie agricole aux produits incertains des métaux enfouis dans le sein de leurs Alpes. »

Le Chanoine Boccard dans son « Histoire du Valais » dit que le produit des mines d'argent de Bagnes était important, puisque Mathieu Schiner acquit le droit de les exploiter moyennant un versement annuel de 1,000 florins d'or à chacun des 7 dixains. En 1531, l'exploitation prit fin à cause de l'incurie qui régnait dans l'administration de la mine.

Le même historien croit que les eaux thermales de Loèche-les-Bains furent découvertes dès le XII<sup>me</sup> siècle par des chasseurs ou des bergers ; elles attirèrent bientôt des baigneurs. En 1488, l'évêque Jodoc Silinen fit restaurer les bâtiments qu'on y avait construits.

Les mines de plomb qui se trouvaient aux abords du St-Barthélemy de St-Maurice ont été mises en valeur pendant quelques années seulement ; elles ont été abandonnées en 1765.

Au début du siècle passé, la fonderie d'Ardon était alimentée par le minerai arraché à grand' peine aux flancs des coteaux de Chamoson et de Bovernier. Elle fournissait chaque année 1800 quintaux de

bon métal. A cette même époque, une cinquantaine de tanneries travaillaient le cuir dont la plus grande partie servait aux besoins du pays.

Glis et Vouvry avaient déjà une fabrique de carton ; cette industrie subsiste encore dans cette dernière localité. St-Gingolph s'enorgueillissait de sa manufacture de clous et de fil de fer, qui occupait une trentaine d'ouvriers.

On a déjà dit que le chanvre et le lin tissés par les ménagères garnissait les bahuts de la grande chambre basse de famille. Dans le grenier à blé, le fromage « cironé » voisinait avec les salaisons et les pains de seigle rassis et savoureux.

---

## Commerce

Le commerce intérieur était entre les mains des étrangers : Savoyards et Italiens ambulants qui livraient au ménage les objets les plus indispensables. Ces personnages aux allures vagabondes pratiquaient aussi les métiers domestiques : ils étaient aiguiseurs, couteliers, rétameurs, ramoneurs, etc.

A l'intérieur du pays, le troc était à la base du trafic. Les gens des vallées transportaient sur les marchés de la plaine, du blé, des salaisons, des fromages et du bétail. Le Valais achetait à la France tout d'abord le sel et les denrées coloniales, dont, disent les chroniques, il ne se faisait qu'un usage parcimonieux. Le café ne trouvait sa place que sur la table des seigneurs du lieu, et encore seulement le dimanche.

Les Valaisans entretenaient aussi un commerce assez actif avec la Suisse centrale. Ils fréquentaient les foires réputées de Sursée (Lucerne) et de Zurzach (Argovie).

Et cependant le Valais ne manquait pas de foires : celles de Sion et de Loèche sont antérieures à Schiner,

celles de Martigny remonteraient de la fin du XIV<sup>me</sup> siècle. Avec le temps, d'autres localités en eurent aussi. Elles étaient concessionnées par les princes dominant sur la vallée ; elles étaient fréquentées par les Oberlandais, les Waldstätten et les Milanais ; les participants aux foires et aux marchés étaient exonérés des droits d'entrée et des taxes.

Les représentants de la Diète profitaient souvent des foires pour remplir leurs charges administratives et judiciaires ; chaque fois il leur était réservé une réception officielle. Le dimanche qui précédait l'ouverture de la foire, il était rappelé, aux criées publiques, l'interdiction de loger les vagabonds, l'obligation de balayer les rues ainsi que les prescriptions touchant le marché lui-même : défense d'aller à la rencontre des vendeurs, de traiter avant le signal d'ouverture, de revendre des marchandises achetées sur la foire le jour même. Aucune vente ne pouvait être effectuée avant que le représentant de l'autorité n'eût procédé à la vérification des poids et des mesures. Des amendes sévères étaient infligées, notamment aux personnes surprises à débiter des produits de qualité inférieure et à celles trouvées en état d'ivresse ou qui proféraient des injures.

Bientôt les foires perdirent de leur importance car le régime du XIX<sup>me</sup> siècle amena des changements notables dans l'organisation politique ; on en vint aux foires d'un jour organisées d'une façon plus rationnelle.

Pendant la peste qui sévit au XVII<sup>me</sup> siècle, l'Etat porta un décret interdisant l'entrée du pays aux étrangers. Il est arrivé que des paysans s'étant rendus aux foires étrangères ne purent rentrer dans leurs foyers, qu'après avoir « subi la quarantaine ».

L'Etat déconseillait les relations commerciales avec Genève qui, paraît-il, fournissait à crédit, à des prix élevés, des produits de qualité inférieure. Il recommandait par contre de s'approvisionner à Lyon et à Besançon.

Disons deux mots du commerce du sel qui a souvent donné lieu à des conflits internes. La France, fournisseur presque exclusif, le livrait à des conditions avantageuses pour récompenser les troupes valaisannes engagées dans ses armées ; entre autres faveurs, le sel était exonéré de droits. En 1414, l'Evêque Guillaume de Rarogne avait décrété que chacun pouvait vendre du sel, moyennant un droit d'entrée de 4 deniers le char. Plus tard contre le versement d'une redevance, l'Etat cédait le commerce en gros de cette marchandise à un concessionnaire. Gaspard Stockalper était fermier de sel, en 1650 ; il versait une redevance annuelle de 150 écus à chacun des 7 dixains supérieurs, le Bas-Valais traité en bailliage n'avait droit à aucune allocation. Pour faciliter le commerce du sel, Gaspard Stockalper fit construire, en partie à ses frais, le canal navigable qui porte son nom.

Plus tard la vente du tabac donna lieu à des démêlés qui faillirent déclencher une lutte intestine. M. le Chanoine Grenat a écrit à ce sujet : « Déjà en 1675, beaucoup d'argent sortait du Canton pour l'acquisition du tabac ; la Diète en défendit totalement l'achat pour raison d'économie, à cause des incendies occasionnés par les imprudences des fumeurs et des effets pernicioeux de la nicotine sur la santé ». Il fut statué que tout individu surpris à fumer subirait une amende de 3 livres et que tout débitant serait puni par la confiscation de sa marchandise et une amende de 25 livres. Cependant l'Etat autorisa, en 1694, Jacques Robert, contre forte redevance, à vendre du tabac aux étrangers établis dans le gouvernement de Monthey.

Plus tard l'Etat interdit à nouveau la vente du tabac, mais voyant qu'il perdait par là une ressource importante, il revint sur sa décision ; par contre les 7 dixains se prononcèrent pour le maintien de l'interdiction. Mais les spéculateurs qui voyaient dans le commerce du tabac un moyen de s'enrichir obtin-

rent la concession de bureaux de tabac dans plusieurs communes du Bas-Valais. Personne ne pouvait en vendre ou en acheter d'autre ; cette infraction aux franchises accordées par l'évêque en 1475 amena les Bas-Valaisans à recourir à la Diète qui les éconduisit.

A part le trafic du sel, le commerce était insignifiant ; l'argent était très rare. Quelques exemples illustreront l'économie de l'époque. En 1544, les gens de Conches sollicitèrent une aide en faveur de l'entretien de la route de la Furka ; ils obtinrent 40 écus soit un peu plus de cent francs. A cette époque, le fromage se vendait 2 gros la livre (environ 15 cts) ; la journée de l'ouvrier ne se payait guère plus de 1 Kreutzer (2 ½ cts).

En 1620, au moment où les dixains se sentaient assez forts pour s'emparer du pouvoir temporel du Pays, ils remplacèrent les armoiries des Princes-évêques par les sept étoiles ; ils frappèrent des ducats, des thalers ou écus valant 50 batz qui se subdivisaient en kreuzers. En 1640, les armes de l'évêque réapparurent sur l'avvers des pièces de monnaie et sur le revers les 7 étoiles. Vers 1800, la Diète valaisanne adopta le franc et comme monnaie divisionnaire, les rappen.

Les mesures variaient de dixain à dixain. Le pied gaulois, le pied romain, le pied de roi, pouces, toises, fichelin, pot, once, etc. compliquaient singulièrement les échanges.

#### IV.

### Le Valais, Pays de passage

En dépit de son isolement, de son Rhône indompté, de sa plaine insalubre et marécageuse, la vallée du Rhône fut depuis les temps reculés, un pays de passage, la voie la plus courte de la Germanie à Rome.

Les inscriptions sur les bornes milliaires et autres que l'on peut encore voir à Martigny, à Sion, à Ardon, ainsi que les pièces de monnaie à l'effigie des empereurs trouvées un peu partout prouvent qu'à une époque fort ancienne la vallée servait de voie de communication. Le Mont Joux et le Simplon, en effet, la reliaient aux plaines du Piémont et de la Lombardie.

Ce couloir naturel où tant de fois se sont engouffrées les légions disciplinées des Césars ou les hordes pillardes des Barbares a été couvert de ruines et de désolation. Tous les peuples n'ont pas fait que passer ; des tribus s'y sont arrêtées au cours de leurs expéditions pour dresser leurs tentes, d'autres pour s'y fixer à demeure.

Après les Romains, vinrent les Burgondes, les Sarasins et les Allémanes. Ces derniers se sont établis au-delà de la Raspille, imposant leurs institutions et leur langue au peuple qu'ils venaient d'assujettir.

Charlemagne dut marcher contre les Lombards qui infestaient le pays, il fit surveiller les passages reliant la vallée à l'Italie. Cet empereur franchit le Mont Joux, fit réparer les routes et construire des ponts,



ouvrages fort négligés depuis la chute de l'empire romain. Au XIII<sup>me</sup> siècle, la route du Simplon fut remise en état pour permettre le passage des armées.

Ce serait long et fastidieux que d'énumérer les papes, les dignitaires ecclésiastiques, les prélats, les rois, les nobles, les généraux, les chargés d'affaires, qui ont traversé notre vallée, gravi les routes alpestres pour accomplir leur mission.

Au prix de mille difficultés, le pape Etienne II franchit le Mont Joux en 703. Quelques années après, Léon III, puis Grégoire IV empruntèrent cette même voie. Le pape Léon IX effectua quatre voyages à travers le Gd St-Bernard ; Grégoire X, franchit également les Alpes pour assister au Concile de Lyon en 1270. A son retour, il consacra la cathédrale de Lausanne, il fut reçu à Sion par l'évêque Pierre d'Oron, il rentra à Rome par le Simplon.

En 960, l'évêque d'Aoste, établit une douane au St-Bernard ; il fixa un droit pour les différentes marchandises. C'est le plus ancien tarif de douane qui existe pour le passage des Alpes. (W. Haenni, «Le Valais et ses voies internationales»).

\* \* \*

La route qui traversait la vallée suivait le flanc des coteaux, les replis d'un sol accidenté. Des vestiges de ces voies se remarquent encore en différents points : à Charrat, à St-Léonard, à Loèche, etc. ; ils donnent une idée du génie et des réalisations de l'époque.

Une route reliait Locon, sur la rive savoyarde du Léman, à Massongex, cité militaire romaine ; cette chaussée rejoignait à cet endroit une route qui passait par Bex, reliant Rome aux Gaules. Plus loin celle-ci bifurquait sur la Germanie.

De Massongex, une route se dirigeait sur St-Maurice ; elle escaladait la paroi rocheuse qui domine l'ancien château des gouverneurs. Puis, par monts et

par vaux, elle longeait la vallée. A la Croix d'Autan, limite entre le Valais épiscopal et les possessions des comtes de Savoie, les voyageurs devaient bon gré mal gré se soumettre aux droits de passage. A Saxon, un pont jeté sur le fleuve permettait de se rendre dans la châtelainie de Saillon.

A partir de Riddes, la chaussée principale empruntait la rive droite du fleuve pour relier Ardon et Conthey, à la cité épiscopale, en passant par Montorge. De Sion, la voie passait par Signièse (Ayent), Flanthey, Miège, Varone, Loèche, pendant qu'une autre, moins importante, faisait communiquer cette localité avec Grône en passant par le monastère de Gêronde. (D'après Tamini).

Malgré leurs guerres incessantes contre la Savoie et la noblesse féodale, les évêques ne négligèrent nullement le bien-être de leurs sujets ; persuadés que les relations amicales amènent nécessairement des échanges commerciaux, ils créèrent des routes et améliorèrent celles qui existaient déjà. Avec la collaboration d'une association milanaise, l'évêque Henri de Rarogne fit complètement restaurer la route du Simplon. En 1490, l'évêque Jodoc Silenen fit restaurer le pont de St-Maurice, hardiment jeté sur les rochers, et qui a résisté jusqu'à nos jours.

Depuis un temps assez reculé, le transport des gens et des marchandises était organisé par l'Etat ; St-Maurice, Martigny, Sion, Loèche et Brigue étaient dotées de dépôts de marchandises nommés *soustes*.

Les droits se prélevaient non seulement à la frontière, au passage de certains ponts et à la souste, mais l'évêque et les châtelains avaient encore le droit de percevoir des redevances sur les voyageurs et les marchandises.

Des droits étaient également imposés pour le trafic par les cols du Sanetsch, du Rawyl, de la Gemmi, où la circulation prenait une certaine importance, grâce aux relations amicales que les Valaisans entretenaient

avec les Bernois. A Saanen et à la Lenk, se tenaient régulièrement des marchés pour la vente de nos produits.

Les compagnies qui détenaient le monopole du péage furent souvent l'objet de réclamations. Les ducs de Milan durent protester contre les droits élevés réclamés aux voyageurs, attendu que les fortes taxes avaient pour conséquence de détourner le trafic du côté du Midi de la France.

\* \* \*

Pendant la guerre qui ravagea l'Europe vers le milieu du XVII<sup>me</sup> siècle, la route de la vallée offrait plus de sécurité aux voyageurs que les autres chemins de la Suisse et des pays voisins ; aussi était-elle, à cette époque, fort utilisée pour le transit. L'Etat devenu commerçant tenait à attirer les voyageurs ; il ordonna de sérieuses réfections à la route principale ; il édicta des mesures destinées à éviter des abus sur le coût des transports ; à cet effet, des tarifs furent établis. Par exemple, de Martigny à Sion, il ne pouvait être réclamé plus de deux écus bons pour les marchandises et 80 gros pour le bétail.

A cette époque, l'Etat monopolisa les entreprises de transport. Les sociétés auxquelles étaient affermés les charrois devaient contribuer avec les Communes à l'entretien des routes et des ponts. Mais ce mode de faire, comme le prélèvement des droits causa bien des ennuis au Gouvernement ; des conflits surgirent notamment entre les Valaisans d'une part et les ducs de Milan et les gens de la vallée d'Aoste, d'autre part.

Vers le milieu du XVI<sup>me</sup> siècle, les Valaisans, désireux de s'emparer de la vallée d'Aoste, corrigèrent quelques routes et construisirent de nouveaux ponts ; heureusement le conflit put être aplani sans qu'on fût obligé de recourir aux armes.

Grâce à cette trêve, le programme d'amélioration des routes se poursuivit ; comme il est dit ci-devant,

l'entretien incombait aux communes et aux particuliers, l'Etat n'intervenait que pour les travaux spéciaux et comme autorité de surveillance. La Diète avait assez d'autorité pour faire respecter ses décisions malgré les divisions qui régnaient dans le pays. Elle obligea les communes de la région de St-Maurice-Martigny à construire une nouvelle route entre ces deux localités et à bâtir, près d'Evionnaz, trois ponts en maçonnerie sur les bras du Rhône. Vers la même époque, la chaussée qui reliait Monthey à Massongex étant devenue impraticable à la suite des crues du fleuve, le gouverneur, au nom de l'Etat, obligea ces localités à faire les frais d'une nouvelle construction. L'Etat ordonna aussi à la commune de Lens de porter à 4 mètres la largeur de la route passant par Granges.

Mais le dixain supérieur, malgré les injonctions de l'Etat, s'obstinait à ne pas corriger la route de la Furka devenue impraticable. Par contre, les annales de l'époque signalent l'entretien toujours parfait de celle du Simplon.

Il est inutile de faire mention des relations de commerce que les Valaisans entretenaient avec leurs voisins du nord et de l'ouest, relations qui n'étaient guère faciles quand on songe à l'état défectueux des voies alpestres. Il est toutefois un nom que nous ne pouvons passer sous silence, attaché qu'il est à l'une de nos plus importantes routes : Le Simplon.

Si ce passage n'a pas été une voie militaire sous les Romains, il a dû servir aux relations commerciales ; une pierre milliaire y a été du reste découverte. Puisqu'au XIII<sup>me</sup> siècle, un hôpital existait sur le col, il faut en déduire qu'il était très fréquenté. Napoléon Bonaparte fut le constructeur de la chaussée actuelle du Simplon, qui a coûté, à l'époque, plus de 18 millions de francs ; 5000 ouvriers ont travaillé pendant cinq étés à la construction de cette route longue de 63 km., large de 7 m. 20 à 8 m. 40, et comprenant plus de 20 ponts, 9 maisons de refuge

s'y échelonnent. L'entretien de cette importante ar-  
lère comme celle du St-Bernard a obéré les finances  
du Valais à un tel point, qu'à un moment donné, il  
était question de l'abandonner. L'empereur dut inter-  
venir financièrement ; comme on le sait, il fit payer  
chèrement son concours ; d'un trait de plume, il an-  
nexa le Valais à la France.

## Malheurs et revers, entraves au développement du pays

Le Valais a été à maintes reprises ravagé par les avalanches, les inondations, les éboulements ; en outre des épidémies ont décimé sa population.

Le Rhône indomptable a souvent alerté les habitants de la plaine. Chaque fois que l'homme a voulu lui tracer un cours, l'emprisonner entre des barrières, il s'est révolté, et a essayé de reprendre sa vie vagabonde.

Sans remonter bien haut, signalons les débordements de 1338 et de 1472, qui transformèrent en lac le Valais savoyard. Avec le concours des communes, les comtes entreprirent des travaux de défense qui furent d'une bien maigre efficacité.

L'inondation de 1536 eut pour cause l'éboulement de la montagne qui ensevelit sous ses décombres le village d'Arbignon, situé en face d'Evionnaz. Le lac qui se forma en amont de cette localité anéantit les habitations et les cultures. La Diète ordonna des travaux pour rétablir les ouvrages détruits ; les frais furent mis à la charge des bannières situées entre Sion et St-Maurice.

Quelques années après, les fortes crues du Rhône inondèrent la région de Saxon à Martigny. Les travaux de protection, décrétés alors par le Gouvernement, démontrent le manque d'expérience des ingé-

nieurs de l'époque. L'historien Grenat dit que Martigny fut obligée par la Diète de rompre les digues nouvellement construites, afin de permettre aux eaux de s'écouler dans les canaux et, de plus, de diriger la Dranse du côté des Follataires. Saxon ayant eu particulièrement à souffrir de ces débordements demanda à l'Etat d'être exonéré du payement des impôts dont étaient grevées les terres inondées, ce qui fut partiellement accordé.

A la même époque, la Vièze emporta à Monthey, ponts et maisons ; de grandes étendues de terrains furent couvertes de limon. Quelques décades auparavant, 46 bâtiments, dont la maison de commune et l'hôpital, avaient été détruits de la même manière.

Peu après la conquête du Pays de Vaud par Berne, un conflit armé faillit éclater entre le Valais et cet Etat, au sujet de la réfection des digues du Rhône, à Bex. Bien qu'une convention liât ces deux cantons au sujet de l'entretien du fleuve, les gens de Bex, avec l'assentiment du gouverneur d'Aigle, avaient construit de nouveaux ouvrages, à la limite du territoire de Massongex et rejeté le lit du Rhône sur le Valais. Malgré les protestations du gouverneur de Monthey, les ouvriers, en partie armés, poursuivirent les travaux et allèrent même jusqu'à démolir les digues que le Valais venait de construire. Un recours adressé à la Diète fédérale ne produisit aucun effet. Berne céda enfin sous la menace de voir construire des contre-digues.

Les inondations de 1577, 1620, 1818 et 1834, sont venues encore jeter la consternation parmi une population qui avait déjà éprouvé toute une série d'autres revers. Les dégâts occasionnés par les crues de 1834, dépassèrent 2 millions de francs ; dans tous les dixains, soit le Rhône, soit ses affluents avaient semé la ruine et la désolation ; plus de 3000 familles souffrirent de ce terrible cataclysme. La Diète fédérale vint en aide aux sinistrés par l'octroi d'un demi-million.

En 1833, la Diète Valaisanne nomma la Commission rhodanique dont la tâche était de préavisier sur la participation des Communes et de l'État aux travaux d'endiguement, de construction de canaux et de ponts.

Le Dr Schiner, dans sa «Description sur le Valais», après avoir exposé les inconvénients qu'offrent les marécages au point de vue hygiénique, indiqua les moyens de rendre le pays plus salubre et plus cultivable : «Il faut, disait-il, saigner les marécages pour donner un écoulement aux eaux ou ouvrir des fossés d'une certaine profondeur qu'on comble de gravier sec sur lequel on étend une couche de bonne terre». Ce procédé est pratiqué actuellement lorsqu'il s'agit de petites étendues à assainir.

Plus loin, cet auteur écrit encore : «Le Rhône occupe presque toute la plaine en serpentant de gauche et à droite ; on peut tout corriger par le seul moyen de rendre le fleuve plus droit, de fixer son cours entre les digues talutées qui acquerrait assez de force pour entraîner les graviers et toutes les eaux croupissantes des marais».

Au début du siècle passé, Vaud et le Valais s'entendirent pour établir, en commun accord, d'importants ouvrages de correction ; ces travaux furent en partie détruits par les débordements de 1818.

Des travaux de défense existaient depuis fort longtemps dans la région de Vouvry-Monthey, Martigny-Sion, Sierre-Viège et Brigue. Mais ces ouvrages quoique solides et fort coûteux avaient le défaut d'être isolés, de manquer de continuité. A travers ces lacunes, les eaux pénétraient dans la plaine et détruisaient peu à peu les ouvrages existants.

Les funestes conséquences du débordement de 1860, amenèrent les autorités à établir un plan d'ensemble et à solliciter les secours de la Confédération.



Et maintenant une question se pose : depuis que le Rhône a été endigué et que les canaux ont été construits, les dangers d'inondation ont-ils augmenté ? Des personnes compétentes nous ont affirmé que les risques de débordement sont aussi grands aujourd'hui que par le passé. On sait que son plafond s'élève annuellement de plus d'un centimètre ; ainsi en maints endroits, il se trouve au-dessus du niveau de la plaine. D'un autre côté, les eaux provenant de l'irrigation, des égoûts, etc., au lieu de séjourner dans les bas-fonds, sont amenées directement au Rhône par la voie des canaux, d'où augmentation du volume du fleuve. Il faut également admettre qu'autrefois, lorsque des orages occasionnaient de fortes crues, les eaux réparties en plusieurs embranchements mettaient un temps assez long à se rassembler ; la crue était souvent en diminution, au moment où l'apport de telle rivière rejoignait l'affluent plus en aval. Les dangers d'inondation devenaient sérieux seulement quand les pluies persistaient. Actuellement la situation est tout autre ; les bras ont été supprimés ; le Rhône unique, emprisonné entre deux digues, n'a plus le cours lent et sinueux d'autrefois ; il est moins long ; ainsi les apports des affluents forment rapidement une masse commune, énorme et menaçante. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille regretter les améliorations apportées au fleuve et à notre plaine : nous les regrettons d'autant moins que le système de protection adopté dernièrement offre plus de sécurité.

Les Valaisans n'avaient pas attendu les conseils de Schiner, pour recueillir les eaux qui stationnaient dans les bas-fonds. L'une des premières œuvres tentées à cet effet, fut la construction du canal Stockalper, qui, on l'a dit plus haut, devait servir également dans un but commercial, le transport des sels.

Les travaux commencés en 1651 durèrent 8 ans ; mais le canal ne fut achevé qu'environ un siècle plus tard par l'ingénieur Pierre-Joseph de Rivaz. Cette œuvre n'aurait pas répondu à ce qu'on en attendait ;

la plus grande partie des terrains demeurèrent marécageux, notamment «Les Pourris» sur le territoire de la commune de Vouvry.

Vers 1780, on creusa des canaux d'assèchement à St-Maurice et à Sion, mais l'œuvre subit un temps d'arrêt pendant l'invasion française et le soulèvement du Bas-Valais.

\* \* \*

Le Rhône n'a pas été seul à dévaster la plaine. Il n'est peut-être pas un torrent qui n'ait sa triste célébrité. Il serait fastidieux d'entrer dans trop de détails ; il suffira de rappeler ici les faits les plus saillants. La Vièze, a eu ses débordements dévastateurs ; la Dranse s'est tout particulièrement distinguée par ses frasques. Déjà au VI<sup>me</sup> siècle, l'inondation de cette rivière tumultueuse a contraint l'évêque Héliodore à transférer son siège de Martigny à Sion. Le désastre fut tel que la plus grande partie de l'ancienne Octodure fut envahie par l'élément destructeur. Les matériaux auraient complètement envahi thermes, temples, palais, forum construits par les Romains.

En 1595, les fortes crues de la Dranse dévastèrent tout Martigny ; seules trois habitations échappèrent au désastre.

En 1818, une partie du glacier de Giétroz se détacha, d'énormes quantités de matériaux arrêtaient les eaux qui formèrent un lac. La digue céda sous leur poids ; elles semèrent la ruine sur leur passage : 40 personnes noyées, 500 constructions détruites, d'immenses étendues de champs, de prairies recouvertes de gravier, tel fut le bilan de cette catastrophe. Suivant les taxes de l'époque, les dégâts atteignirent un million et demi de francs, en partie couverts par les dons généreux qui affluèrent de toutes les parties de la Suisse et même de France et d'Angleterre.

Quoique l'histoire ne fasse mention que de trois inondations importantes de la Dranse, les fouilles profondes pratiquées, il y a deux siècles, ont révélé

très distinctement cinq couches de terres différentes, ce qui fait dire aux géologues qu'il y a eu autant d'inondations successives. C'est à la suite de ces désastres que les habitants allèrent se fixer au pied du Mont, à l'endroit où se trouve Martigny-Bourg.

La Farre de Riddes comme la Losenze de Chamoson ont aussi causé de grands dégâts. La Losenze est sujette à des crues très subites par suite de l'érosion facile des terrains glaciaires et schisteux qui forment ses berges. En 1290 et en 1308, ses eaux dévastèrent le village de St-Pierre-de-Clages. Puis, notamment en 1448 et en 1670, Chamoson et Leytron eurent à souffrir de l'impétueux torrent de Saint-André. Vers 1800, la Diète dut entreprendre une série de travaux pour empêcher de nouveaux désastres. On se souvient qu'en 1906, sous la poussée de ce torrent, une masse énorme de terre faillit descendre sur Chamoson. Le terrain en mouvement fut arrêté entre des rochers plus résistants.

Au XIII<sup>me</sup> siècle, puis en 1778, la Lizerne a complètement détruit le bourg d'Ardon. Le premier désastre ne laissa subsister que l'église et quelques demeures situées au flanc du coteau.

Sion fut douloureusement éprouvée en 1740, par le débordement de la Sionne ; l'eau monta jusqu'au premier étage des bâtiments.

\* \* \*

Aux invasions, aux inondations, aux guerres des patriotes contre les comtes de Savoie, dont la Vallée du Rhône fut le théâtre, se joignit la peste qui décima la population. Elle fut apportée par les envahisseurs au VI<sup>me</sup> siècle ; vers 1350, le terrible fléau faucha des populations entières : à Troistorrents 140 ménages furent anéantis ; à St-Maurice, il ne resta plus qu'une vingtaine de familles. Cette épidémie apparut plus violente un siècle plus tard. Les archives des comtes de Savoie, à Turin, consultées par M. Tamini,

signalent qu'en 1439, les châtellemies de Saillon, de Conthey ne se composaient que de 328 ménages, la moitié des gens étant morts, en l'espace de deux ans ; à la même époque, Vouvry ne comptait plus que 16 feux. La tradition rapporte que, dans cette localité, la peste noire causa de tels ravages qu'il ne se trouvait plus personne pour ensevelir les morts. Les cadavres en putréfaction obligèrent les habitants à émigrer au village de Miex. Comme Vouvry, nombre de localités furent dépeuplées, les animaux féroces avaient élu domicile dans les habitations désertes.

La ville de Sion fut ravagée en 1495, puis en 1638 ; la chronique Bérodi affirme qu'au mois d'août de cette année-là, 500 personnes périrent.

Comme la peste sévissait aussi dans les Etats voisins, la Diète fit garder tous les cols et routes. De fortes amendes étaient infligées à ceux qui se rendaient dans les lieux infestés. La peine du carcan était réservée aux personnes qui hébergeaient ceux qui venaient des lieux suspects. On interdit l'accès des bains de Loèche aux étrangers, la vente du vin sur les marchés ; on alla même jusqu'à suspendre les sessions des tribunaux cantonaux.

Mesures excellentes, sans doute, mais avant tout, il eût fallu amener la population à mieux observer les règles de l'hygiène la plus élémentaire.

Une brochure sortie de la plume d'un médecin-moraliste, voici un siècle et demi, nous renseigne sur les conditions de vie de nos populations. L'auteur, après avoir laissé entendre que les personnes âgées ne corrigent que difficilement leurs habitudes de malpropreté, plaide la cause des enfants : « Le défaut de propreté, dit-il, affecte surtout la constitution des enfants. Une peau plus délicate et des organes sensibles communiquent plus facilement à tout le système du corps les miasmes qui vicient et corrompent le sang. Lorsque le corps est couvert de crasse ou d'ordure, la transpiration insensible par laquelle s'évacuent les humeurs nuisibles que la na-

ture s'efforce de repousser restent dans le sang, qui se corrompt et donne naissance à des maladies.» Plus loin, il s'exprime ainsi : «Si les parens se lavoient les mains, la figure, s'ils changeoient régulièrement de linge, s'ils évitoient de salir leurs vêtemens de toutes sortes d'ordures, ils leur seroit facile d'inspirer cette vertu d'habitude à leurs enfans.» Après avoir examiné les pauvres conditions de vie des ouvriers et des paysans, il écrit : «La classe ouvrière, celle d'où émane l'aisance et la force sociale est tenue parmi nous dans un état d'abrutissement qui ne lui permet de trouver le bonheur que dans la jouissance matérielle des sens. Ainsi boire et manger avec excès, se livrer au jeu et à d'autres désordres, consomme en un jour tout le fruit du travail de la semaine, tel est le genre de vie généralement mené par cette malheureuse classe qui ne connaît d'autres besoins que le cabaret.» L'auteur désigne par classe ouvrière les manœuvres occupés dans des mines exploitées par des étrangers. Il se plaît à reconnaître que le clergé du pays fait tout son possible pour amener les gens à la pratique de la propreté et de l'hygiène ; mais comme les médecins, il se heurte à l'indolence des gens.

\* \* \*

Le Valais a subi encore d'autres malheurs. En 1545, une chute de rochers qui surplombaient Châble ensevelit 120 personnes et les bains prospères de cette localité. Un demi-siècle plus tard, une chute de pierres ensevelit également, au village du Simplon, près de cent personnes. En 1714, l'éboulement des Diablerets sema la mort et la désolation dans un des plus charmants sites de notre pays. L'histoire du Valais parle de catastrophes effrayantes causées par les avalanches : au XVI<sup>me</sup> siècle d'abord, puis en 1756, Loèche-les-Bains, fut détruit presque entièrement. Au début du XVIII<sup>me</sup> siècle, les villages d'Obergesteln, de Biel et de Selkingen, dans la vallée de Conches, furent presque anéantis ; le sinistre occasionna la

mort de près de 150 personnes. Pour éviter le retour de semblables désastres, le Gouvernement et les Communes entreprirent le reboisement des pentes qui dominent les localités particulièrement exposées aux avalanches.

Parmi les tremblements de terre les plus terribles qui ont éprouvé le Valais, citons ceux de 829, de 1336 et de 1755 qui dévastèrent la région de Viège-Brigue. D'après l'historien Grenat, celui de 1755, fut particulièrement terrifiant. Les secousses précédées d'effroyables grondements souterrains semèrent la panique dans la population. Presque toutes les maisons furent ou fortement lézardées ou renversées. Avant de s'écrouler, les constructions oscillaient du midi au nord. Naters et Glis subirent les mêmes dégâts ; les voûtes des églises de ces deux localités s'effondrèrent ; en maints endroits, la terre s'entr'ouvrait et se refermait, l'eau jaillissait de ces ouvertures.

Malgré ces nombreuses épreuves, le peuple valaisan est resté fermement attaché à la foi de ses pères et à l'amour de son sol. Une fois l'ouragan passé, il se remettait à l'œuvre avec un courage, une ténacité extraordinaires. C'est précisément dans sa foi religieuse qu'il puisait la force de lutter et de vaincre.

## VI.

# Civilisation

Les Romains, au cours de leur domination sur la vallée du Rhône ont non seulement transformé les routes, la culture du sol et l'habitation, ils ont adouci les mœurs et créé l'esprit de famille. Les vainqueurs ont transmis à leurs sujets le culte du foyer et fortifié l'autorité du chef de famille. Pour le Romain, la maison était ce que l'église est pour les chrétiens : le matin, le soir et avant les repas, il invoquait ses dieux et ses ancêtres et exhortait les siens à l'amour de la patrie ; ces habitudes ont passé à leurs sujets.

## Habitations.

A côté des simples cases construites en bois et matelassées d'argile ou des maisonnettes humides composées d'une seule pièce, les Romains construisirent des demeures en pierres maçonnées ; les matelas bourrés de laine remplaçaient les pauvres couchettes de feuillage. Le foyer était la partie la mieux garnie de l'habitation : on y trouvait chaudrons, broches à rôtir, crémaillères, coutelas, vaisselle variée de terre cuite et de bronze.

Dans les localités importantes, entourées de murailles, s'élevaient des palais, des temples, des théâtres, voire des écoles.

Sur les ruines de l'empire, l'Eglise subsista grâce à son organisation, elle exerça une influence sur l'âme des fidèles, elle fit naître des vertus qui ont encore de solides attaches dans nos foyers veil-

lant avec un soin jaloux au maintien de l'esprit familial.

Il serait intéressant de connaître un peu par le menu l'habitation de nos ancêtres au moyen âge, et de posséder quelques détails sur leur vie de famille ; l'histoire, la tradition, fournissent malheureusement peu d'éléments sur leurs demeures fort simples, groupées autour de l'église et d'une grosse maison de pierre, habitation du seigneur ou du châtelain.

Dès le XVI<sup>me</sup> siècle, le service à l'étranger, en France en particulier, a amené un peu d'architecture en Valais : les façades devinrent symétriques, les fenêtres plus grandes, les locaux plus spacieux. Beaucoup de maisons furent construites en tuf ; d'autres récrépiées au gyps et décorées par des artistes de passage ; ces fresques retracent des scènes de la vie champêtre ou des exploits de chasse (Vaas, Lens), tantôt des traits historiques (maison de Tell à Ernen). Le gros poêle de pierre ollaire, la table monumentale, le bahut sculpté et le lit à étages font partie du mobilier de la grosse pièce carrée aux poutres apparentes garnies d'inscriptions ; à la paroi, la gamme des channes et des plats d'étain donnant la note grave à la demeure. Un perron précède l'entrée de la maison bourgeoise, sur la porte grillée sont flanquées les armoiries familiales. Chaque habitation a son grenier aux grands coffres à grain, où s'emmagasinent les salaisons, les fromages, la provision des pains de seigle et des poires séchées.

### Alimentation.

Les recherches auxquelles nous nous sommes livré pour recueillir des renseignements sur le genre d'alimentation des anciens habitants du Valais n'ont pas été fructueuses.

Le blé trouvé déjà dans les stations lacustres était cultivé en Valais lors de la conquête romaine ; on ne



possède pas de données sur la façon dont ils l'utilisaient. Dans les endroits bien exposés on rencontrait la vigne et les arbres fruitiers. Mais à n'en pas douter les produits de la chasse formaient la base de la nourriture des paysans. Les ustensiles de l'époque que l'on a trouvés (broches) laissent supposer la manière dont ils apprêtaient le gibier.

Les Romains ont introduit la fabrication du fromage qui est resté le mets national ; à en croire les chroniques, les gens de l'époque se livraient facilement aux excès de la table.

Les invasions successives appauvrirent le pays ; pendant quelques siècles, le peuple végéta bien pauvrement ; à plusieurs reprises la famine décima la population qui, faute de moyens de communication, ne pouvait se procurer le blé au dehors.

Au moyen-âge, si les nobles et les châtelains possédaient des greniers bien garnis, et menaient la vie large, il n'en était pas de même des pauvres serfs qui, à côté d'un travail pénible, devaient se contenter d'une maigre pitance (bouillie de farine).

Avec le XVIII<sup>me</sup> siècle, les conditions de vie allèrent s'améliorant : l'apparition du maïs et de la pomme de terre, un meilleur rendement du bétail, l'accroissement de l'effectif bovin contribuèrent à transformer l'ordinaire des familles paysannes. La soupe à la farine ou le bouillon dans lequel on découpait du pain de seigle constituait le repas du matin. Le pot au feu et pour les jours maigres un mets fait de farine cuite à l'eau, voilà le dîner ; les pommes de terre en robe de chambre, le fromage et le petit lait formaient le repas du soir ; entre les repas, on se régalaît de pommes et de poires séchées au four banal. Comme les disettes arrivaient assez fréquemment, il fallait souvent se priver de pain.

L'argent étant rare, chacun se nourrissait des produits du sol.

Chez les riches, le café n'était servi qu'aux principales fêtes. Il n'y a pas si longtemps le pain bis

était réservé aux vieillards et aux malades, il y avait joie générale lorsque les petits pouvaient tailler dans la miche de pain blanc. Lorsque le ménage ne produisait pas suffisamment de farine de seigle, on en achetait quelques boisseaux pour fabriquer ce bon pain noir que l'on serrait sur les rateliers du grenier ou du galetas.

Le repas nuptial, chez les familles importantes, fournissait au maître de céans, l'occasion de faire montre de richesse et d'éblouir les voisins. Voici la description d'un de ces repas tirée d'un ancien écrit : « Plancher et tables sont jonchés de plantes odoriférantes. Devant chaque convive, on a mis des gobelets d'étain et un pain assez épais sur lequel chaque convive découpera la viande, à côté des cuillers de même métal et des couteaux à manche d'ivoire. Point de fourchettes (elles n'ont fait leur apparition qu'au XVII<sup>me</sup> siècle), aussi les invités se serviront-ils de leurs doigts. Entre les différents services, des servantes circulent avec un vase rempli d'eau parfumée où les convives se lavent les doigts ; d'autres portent de gros pots d'étain et remplissent les gobelets de ce bon vin réservé depuis quelques années.

« La soupe ouvre le festin, elle est faite de pain grillé, de jaunes d'œufs, de sucre, de vin blanc ; vient ensuite un rôti de chevreuil entouré de pois nouveaux. Un civet, un canard farci, noyé dans une sauce d'eau de rose et couvert d'épices constituent le plat de résistance. Les mets sont exquis mais fortement épicés comme toute cuisine du moyen-âge.

« Le dessert n'est pas moins varié et abondant : pâtes aux amandes, compote aux pommes, crème frite, fruits. Pendant ce temps les ménestrels ne demeurent pas inactifs, les convives sont égayés par des productions de leur composition, par des poésies faisant l'éloge du maître de logis. Des récits comiques fustigeaient les travers de certains personnages connus et peu aimés de l'auditoire.

«Puis les couples les plus gais se mettaient à danser : les danseurs marchaient en cadence plutôt qu'ils ne tournaient ; pendant ce temps les domestiques remplissaient les gobelets de vin chaud et épicé.»

## Habillement.

Voici quelques notes recueillies sur la manière de se vêtir : sous la domination romaine, les hommes portaient un pantalon de drap grossier, une tunique, serrée à la taille par une ceinture de cuir, descendait jusqu'aux genoux, rarement ils portaient des bas ; des sandales solidement retenues par des courroies servaient de chaussures. Le costume des riches était complété par une sorte de pélerine, ouverte sur le côté et attachée à l'épaule droite par une agrafe. La chemise de lin n'apparut que vers le VIII<sup>me</sup> siècle.

Au moyen-âge, l'habillement subit de notables modifications surtout parmi la noblesse. Tandis que le serf portait une blouse ou une tunique courte, les nobles se couvraient d'une longue robe qui descendait jusqu'à la cheville. Chez les hommes autant que chez les femmes, on constatait un attrait marqué pour les couleurs même les plus criardes. Si les femmes du peuple se contentaient de vêtements de drap, les dames de la noblesse recherchaient par contre les étoffes fines à broderies d'argent que leur vendaient des marchands ambulants. La femme du seigneur et des chevaliers avaient une chevelure abondante qui retombait en boucles sur les épaules, les épouses des serfs tressaient leurs cheveux en forme de nattes.

Plus tard, la coupe des vêtements suivit la mode copiée à l'étranger, cependant on y ajoutait des détails tirés de notre riche nature ; chaque vallée se caractérisait par l'originalité qu'elle conserve encore avec un soin jaloux.

Les draps de lit, les serviettes, les linges de toilette et les chemises étaient confectionnés avec du lin ou

du chanvre du pays ; on rencontre encore des échantillons de ces étoffes grossières mais quasi-inusables.

La laine des moutons servait à la fabrication des redingotes que portaient surtout les magistrats et les personnes aisées ; la laine était aussi utilisée pour la confection des vestons que les paysans portaient le dimanche, avec les souliers à boucles. Les jours de semaine les travailleurs portaient la blouse de toile bleue et le gros bonnet de laine.

Les villageoises se vêtaient de robes fabriquées avec un mélange de toile et de laine peinte garnies de galons de velours. Les anciens nous racontent que les garçons portaient la robe jusqu'à l'âge de 10 ans, de plus les sous-vêtements ne furent guère connus dans certaines localités avant la deuxième moitié du siècle passé.

La plupart des auteurs qui ont écrit sur le Valais se sont plu à souligner l'hospitalité et l'esprit d'économie de nos populations. Dans les anciens costumes, tout dénotait la modestie ; nos ancêtres recherchaient moins la beauté que la valeur des choses. Les caprices de la mode n'étaient pas connus ; nos pères préféraient se distinguer par leurs talents et leurs vertus plutôt que par un extérieur souvent trompeur. Ajoutons que les anciens costumes se sont plutôt conservés dans les localités dont les habitants émigrent peu, et là où les terres cultivables assez vastes donnaient aux gens une certaine aisance.

Il faut aussi rechercher la cause du changement de mode dans la transformation du régime économique, les tissus et les ornements qui entraient dans la confection des costumes ne se retrouvent plus ; les métiers à tisser ont disparu avec la culture du chanvre.

### **Instruction.**

En fait de civilisation et d'instruction, le Valaisan n'a pas été plus en retard que les peuples vivant dans des conditions analogues. Quelques auteurs, peut-être

un brin prévenus ou insuffisamment renseignés, se sont fait un malin plaisir de dépeindre nos ancêtres comme des ennemis de l'instruction. D'aucuns ont même affirmé que le clergé laissait le peuple croupir dans l'ignorance pour mieux l'exploiter. Cette assertion est plus que mensongère : les religieux furent au contraire les premiers régents, les éducateurs-nés de nos populations.

Les capitulaires de Charlemagne données en 789 obligeaient tous les prêtres à instruire les enfants dans la religion, à leur enseigner la lecture, l'écriture et le chant. Le diocèse de Sion, dévoué à l'empereur, ne manqua pas de se conformer à ses volontés.

Au moyen âge, on trouve des écoles à Sion, à Loèche (1240), et par la suite dans la plupart des localités ; elles ont fait pour le peuple ce que les écoles des châteaux ont fait pour les fils des nobles. L'Abbaye de St-Maurice et la Maison du Gd St-Bernard ont entretenu de nombreuses écoles. Les temps troublés de la Réforme protestante ont ralenti cet essor ; plusieurs écoles furent fermées, d'autres peu fréquentées.

Le XVII<sup>me</sup> siècle revit des temps meilleurs ; l'évêque Jost ordonna la réouverture des anciennes écoles ; les ordres religieux établis à Brigue, à Sion, à St-Maurice, à Monthey et à Collombey vouèrent tout leur soin à l'éducation de la jeunesse. Le charlatanisme devait s'en mêler ; des maîtres ambulants, se disant connaisseurs de méthodes perfectionnées, promettaient d'apprendre à lire et à écrire en quelques semaines, en cas d'insuccès ils rendaient l'argent, s'ils ne s'étaient pas esquivés entre temps...

La Constitution cantonale de 1802 a marqué un nouveau progrès dans le domaine de l'enseignement primaire. La loi de 1828 obligea toutes les paroisses à ouvrir au moins une école. Jusqu'en 1848, la surveillance de l'enseignement était confiée aux soins du Chef du Département de l'Intérieur. Les Chefs de l'Instruction publique furent : Dr Claivaz, Ch.-Ls de

Bons 1852, H. Bioley 1872, Léon Roten, A. Chappaz, Rey, H. Bioley, Burgener, Walpen, Escher, Dr Lorétan.

Il est intéressant de connaître les appréciations que le doyen Bridel a consignées dans son «Essai de statistiques sur le Valais» qui a paru quelques années plus tard ; quand, parlant des écoles, il dit :

«Elles sont en général desservies par des régents assez médiocrement payés ; choisis par les communes et inspectés par les députés des conseils communaux de concert avec MM. les curés ; un certain nombre sont salariés par des fondations particulières ou des souscriptions de pères de famille... Dans quelques paroisses pauvres, le curé ou son vicaire, fait de temps en temps, surtout en hiver, quelques écoles gratuites par bonne volonté et sans y être tenu...»

Il fallait réellement avoir le feu sacré pour se contenter de 50 à 60 francs pour la durée des classes. Dans certaines communes, outre la pension et le logement fournis à tour de rôle par les parents, le maître était satisfait de la mince gratification qu'on lui accordait.

Pendant longtemps, les jeunes Valaisans faisaient leurs études supérieures dans les universités de Bâle et de Berne ; le canton a tenu, dans la mesure du possible à s'affranchir de l'influence du dehors. Des cours de droit furent donnés à l'Abbaye de St-Maurice, dès le milieu du XVIII<sup>me</sup> siècle. La loi de 1807 a donné à l'Etat le pouvoir d'ouvrir une école de droit ; fermée par intervalles, cette institution a subsisté jusqu'il y a trois décades. Le séminaire diocésain fut installé à Géronde en 1742, puis transféré à Valère en 1817, en ville de Sion en 1876.

C'est grâce à la Loi de 1873 qui a rendu obligatoire la fréquentation des classes à tous les enfants de 7 à 15 ans que l'instruction s'est développée dans nos campagnes. Cette législation est en partie l'œuvre des Chanoines Berchtold à Sion, et Rausis à Martigny. Au cours des âges, l'enseignement secondaire a aussi été l'objet de la sollicitude des autorités civiles et ecclé-

siastiques, à preuve nos collègues qui ont une ancienne renommée.

Il est donc souverainement injuste d'affirmer que le Valaisan se complaisait dans l'ignorance. Le savant historien Stimler avait une haute idée des gens de la vallée ; dans son histoire sur le pays écrite à la fin du XVI<sup>me</sup> siècle, il disait : «Ce peuple est passionné pour l'instruction, les nobles et même les pauvres envoient leurs fils à l'étranger pour étudier les lettres et les sciences, et cela en dépit de leur pauvreté.» Voilà une affirmation d'une haute personnalité, de quelqu'un connaissant mieux le Valais que cet écrivain de passage qui osait écrire deux siècles plus tard : «Les gens de la vallée sont de bons agriculteurs, mais ces individus n'ont point d'idées et encore moins de goût pour les arts en général.»

### Hygiène.

Dans la «Description du Valais», de Schiner, traitant des conséquences des marécages sur l'état physique et intellectuel des populations, on trouve ce passage :

«Les exhalaisons méphitiques et meurtrières des marais, outre qu'elles détruisent une grande partie de l'espèce humaine, ces lieux voisins dégradent l'autre en la rendant «crétine» et languissante et enfin la plus disgraciée de la nature pour me servir des propres paroles d'un historien qui a écrit sur le Valais, qui exagère en disant que cette malheureuse espèce périrait bientôt si elle n'était régénérée par des alliances des étrangers ou des montagnards.»

Dans un chapitre traitant des mœurs et coutumes, Schiner dit que les jeunes filles vertueuses et habiles sont passionnées pour la danse ; il souligne que les mariées se distinguent par leur activité, leur fidélité, leur fécondité et leur soumission à l'autorité maritale.

Avec de Saussure, Schiner a recherché les causes du goître ; le premier les a trouvées dans la chaleur

excessive de certaines régions et la stagnation de l'air dans le fond des vallées. Par contre, le second en attribue moins les causes à l'hérédité qu'à l'emploi des eaux tufeuses, au manque de mouvement et de nourriture. Il s'élève contre l'allégation de tel écrivain ayant prétendu que les parents voyaient avec plaisir leurs enfants affectés du goître, et incapables de commettre des fautes, ce qui leur assurait le bonheur céleste.

En 1414, l'évêque Guillaume de Rarogne élabora un règlement de police dont les clauses traitent des usages et des conditions d'hygiène de l'époque, ce document dit entre autre : « Il est défendu de laver des vêtements ou des tripes dans l'eau destinée à la boisson des gens et des animaux. Pour l'honneur de la ville, il ne sera plus permis à qui que ce soit d'avoir des tas de fumier devant sa maison. »

Pendant longtemps la propreté a laissé à désirer ; sous Cadumes des ordures, des déchets de toutes sortes s'entassaient devant la porte des maisons. Au XV<sup>me</sup> siècle, la ville de Sion dut prendre des mesures sévères pour assurer la propreté des rues et l'ordre public. Le soir, les cloches annonçaient l'extinction des feux et invitaient les gens à rester chez eux, car la nuit donnait beau jeu aux délits contre l'ordre, la propriété et les bonnes mœurs ; celui qui était rencontré sans lumière était condamné à de fortes amendes. Cette sévérité qui peut paraître exagérée aux temps actuels se justifie par l'absence totale de l'éclairage des rues.

### Coutumes.

Le Folklore valaisan fournit une riche moisson de récits relatant les us et coutumes de nos ancêtres. De vallée en vallée, de village en village, chaque époque importante de la vie : naissance, baptême, fiançailles, mariage, enterrement se célébraient suivant un rite particulier auxquels sont encore restés fidèles certai-



nes localités. Qui n'a pas vu au cours des cortèges populaires ou patriotiques le rutilant baptême de Savièse ou le mariage d'Evolène ?

Les principales fêtes de l'année se passaient suivant un cérémonial très particulier : dévotions pour préserver les gens et le bétail de telles maladies, paiement de redevances, dîmes, prémices, processions pour obtenir une faveur, bénédictions d'alpages, distribution de pain bénit, etc. Les J.-B. Bertrand, M. Gabbud, Basile Luyet, et tant d'autres écrivains et conteurs à la plume alerte ont transmis aux générations qui montent un peu de ce qui a fait la vie de nos aïeux.

Un livre ne suffirait pas à contenir même une description sommaire des usages si caractéristiques au Valais, de ces coutumes pieuses ou profanes que l'étranger admire ; nous n'en relèverons ici que l'une ou l'autre.

« Les cérémonies funéraires, dit Furrer, étaient en rapport avec la dignité du défunt. En 1243, le 16 juin, jour des obsèques du Vidome Pierre, on présenta à l'offrande ses armes et son destrier. Plus le rang du défunt était élevé, plus ses richesses étaient grandes, plus nombreux aussi étaient les chevaux amenés à l'office mortuaire. Ce chiffre s'éleva à vingt à l'occasion de l'enterrement d'un Comte de Savoie. »

Voici un trait ou l'autre qui montrent combien le peuple était resté ignorant, et porté à la superstition et aux préjugés : La comète qui a paru en 1681 a plongé la population dans l'angoisse pendant des mois. Suivant les notes de M. Dufour, curé de St-Séverin (Conthey), la veille de Noël de cette année-là, la comète s'étendait du Haut de Cry sur Ardon jusqu'au delà du clocher de Savièse. Les prières publiques que l'évêque ordonna contribuèrent à augmenter la frayeur des habitants.

La concession des mines de fer à Binn, que la Diète accorda à une société anglaise en 1732, provoqua une émeute de la part de la population de la pe-

tite vallée. Les paysans crurent qu'en ouvrant leurs montagnes pour en retirer le métal, on allait déchirer la charte de leurs franchises ; persuadés que les magistrats les avaient trahis, les 5 dixains supérieurs prirent les armes, mais l'évêque réussit à les calmer.

Intrépides et souvent peu scrupuleux, les Valaisans faisaient volontiers des incursions à main armée sur les terres de leurs voisins. Nous lisons dans « l'Histoire du Valais » par Boccard : « Les pâturages alpestres sur les frontières de l'Italie et de la Savoie furent souvent la cause de rixes violentes. C'étaient ordinairement des prises de bétail entre les habitants des Etats limitrophes qui amenaient des pillages, des meurtres et même des guerres à outrance, dont il était difficile, pour ne pas dire impossible, de faire disparaître les souvenirs dans ces cœurs largement ulcérés. »

Un auteur mettant en relief l'esprit d'indépendance et l'amour de la liberté des Valaisans se plaisait à souligner la réplique qu'ils faisaient à leurs supérieurs lorsque ceux-ci n'avaient pas l'heur de plaire. « Sachez que nous sommes libres et patriotes », ce qui signifiait : si vous ne nous donnez pas satisfaction, nous nous donnerons d'autres chefs. La Diète devait compter avec cet amour de liberté des citoyens ; avant de conclure un acte important, elle ne manquait pas de prendre l'avis des patriotes, de crainte que ses décisions ne restassent sans effet.

### La vie en commun.

Les récits historiques du Chanoine Boccard indiquent que le Valais ne fut pas le dernier des Etats qui vit naître les bourgeoisies : celles de Sion et de St-Maurice existaient déjà au XII<sup>me</sup> siècle. Dès cette époque, on vit des Corporations, fières de leurs franchises, prospérer et grandir à l'ombre de leurs privilèges. Le Valais épiscopal comprenait celles de Viège, de Brigue, de Loèche, de Sion et de Martigny ; dans le Valais savoisien se trouvaient les bourgeoisies de

Conthey, de Saillon, de Sembrancher, de St-Maurice, de Monthey et d'Aigle. Les bourgeois pouvaient couper le bois, mener paître le bétail sur les alpages et défricher des terrains.

Après la conquête du Bas-Valais, l'évêque ne se contenta pas de confirmer les franchises, il en accorda de nouvelles, notamment la vente du vin, l'organisation des foires et des marchés, la construction des fours à pain. Dès le XVI<sup>me</sup> siècle, d'importantes étendues de terres (portions) furent remises en jouissance aux bourgeois pour un certain nombre d'années ; les usufruitiers ne pouvaient ni les vendre ni les remettre en hypothèque. Dans quelques localités, les portions pouvaient s'hériter mais seulement en ligne directe descendante ; ailleurs, lors du décès, le terrain revenait à la bourgeoisie ; les nouveaux ménages recevaient une portion au fur et à mesure qu'ils s'en trouvaient de libres. D'une façon générale, pour recevoir des terrains en jouissance, il fallait tenir ménage dans la localité d'origine.

Si nous savons à quelle époque certaines communes urbaines ont été établies, nous sommes peu renseignés sur la formation des communes rurales. Sous la domination de la Savoie et de l'évêque, le pays était subdivisé en circonscriptions paroissiales. La localité qui possédait l'église était aussi le siège de la justice et le lieu où le peuple s'assemblait pour délibérer. Plus tard les gens domiciliés sur le territoire de la paroisse administraient leurs biens ; jouissant d'une autonomie toujours plus grande, ils finirent par se gouverner eux-mêmes.

La Constitution helvétique de 1798 qui avait consacré l'égalité des citoyens et la commune municipale ne fut guère respectée en Valais.

L'exercice des droits politiques appartenait essentiellement aux bourgeois domiciliés dans leur commune d'origine ; la loi de 1839 a créé le principe de l'assemblée primaire, elle a aussi accordé aux non-

bourgeois l'exercice des droits politiques au lieu de domicile, à condition qu'ils y fussent établis depuis 5 ans au moins. Toutefois les bourgeois conservaient la priorité quoi qu'ils fussent en nombre inférieur. La Constitution de 1848 augmenta encore les droits des domiciliés ; celle de 1874 assurait à tous les Suisses la jouissance de leurs droits politiques, en matière communale, après trois mois d'établissement. Ainsi la municipalité prenait le pied sur la commune bourgeoise.

Dans quelques localités, on signalait déjà au XIV<sup>me</sup> siècle, l'existence de confréries religieuses ou civiles, dont le but principal consistait à venir en aide à l'humanité souffrante.

On retrouve encore de nos jours des traces de ces sociétés dans les livres de comptes des communes. L'actif qu'elles ont laissé au moment de leur dissolution a été placé dans un fonds communal dont les intérêts sont utilisés soit pour le culte, soit pour alimenter le fonds des pauvres.

La Confrérie dite du Saint-Esprit existait généralement dans toutes les paroisses, elle avait pour but d'hospitaliser les pèlerins, de secourir les confrères qui tombaient dans le besoin et de pourvoir à l'entretien des familles des membres décédés. A cet effet, la confrérie utilisait les donations souvent importantes qui étaient faites par des âmes généreuses. A l'occasion de quelques fêtes, les officiers de l'association distribuaient des vivres et des habits aux pauvres de la localité.

La Confrérie du Saint-Sacrement se rencontrait également dans quelques paroisses ; à l'occasion de certaines fêtes, particulièrement le jour de la Fête-Dieu, du Jeudi-Saint et la Toussaint, ses membres portaient une robe de toile blanche descendant jusqu'aux genoux et se coiffaient d'un capuchon de même étoffe. D'autres Confréries portant le nom du patron de la paroisse se livraient généralement au secours des pauvres, des orphelins et des malades.

A côté de ces sociétés pieuses, il existait dans le vieux Valais des Confréries profanes presque toujours placées sous le vocable d'un saint. La plupart remplissaient le rôle social et philanthropique de nos sociétés de secours mutuel, des caisses-maladie, des comités de bienfaisance de nos jours. Elles subvenaient aux besoins des orphelins, facilitaient leur entrée en apprentissage et secouraient les passants et les nécessiteux.

Ajoutons que dans plusieurs paroisses, il existait des Sociétés de jeunesse pour la parade militaire de la Fête-Dieu et de la patronale. Dès la veille de la solennité les membres s'exerçaient au maniement de l'arme, au pas cadencé et au tir du mortier.

Depuis des temps anciens, des décrets portés par la Diète interdisaient le vagabondage et la mendicité. Les communes devaient pourvoir à l'entretien des pauvres et des passants. Une loi cantonale édictée en 1827 établissait le principe de l'assistance en faveur de tous les habitants de la commune, elle ne pouvait faire intervenir en faveur de l'assistance des non bourgeois le lieu d'origine. Quelques années après les indigents assistés purent être renvoyés à la localité dont ils étaient originaires. Les communes durent créer des comités de bienfaisance qui prenaient des mesures de police contre ceux qui se livraient au vagabondage et à la débauche. Ces offices de charité secouraient les indigents bourgeois ou non. Les parents des assistés devaient en premier lieu contribuer aux frais d'entretien ; s'ils n'étaient pas en mesure de le faire, une contribution était prélevée sur tous les contribuables de la commune.

La loi de 1916 détermine dans quelles proportions les communes d'origine et de domicile ainsi que l'Etat contribuent à l'entretien des indigents, des malades, des vieillards.

La commune de domicile assume les frais d'entretien lorsque l'assistance dure moins d'une année, à moins qu'elle ne se soit déchargée des obligations en faisant des réserves.

La légende ne s'est pas contentée de faire des gens de la vallée des ignorants ; elle les a aussi présentés sous des dehors rustres, brutaux, sauvages, alors que, nous le répétons, la plupart des écrivains qui ont visité le Valais ont mis en évidence leur affabilité et leur hospitalité.

En des lignes charmantes, J.-J. Rousseau a peint les mœurs et les coutumes de chez nous : « Vous trouverez dans ma description, dit-il, un léger crayon de leurs mœurs (des Valaisans), de leur simplicité, de leur égalité d'âme, et de cette paisible tranquillité qui les rend heureux, par l'exemption des peines plutôt que par le goût des plaisirs. Mais ce que je n'ai pu vous peindre et qu'on ne peut guère imaginer, c'est leur humanité désintéressée et leur zèle hospitalier pour les étrangers que le hasard ou la curiosité conduisent chez eux. » Plus loin, parlant de l'habillement du sexe féminin, il écrit ce qui suit : « Je remarque un grand défaut dans l'habillement des Valaisannes, c'est d'avoir des corps de robe si élevées par derrière qu'elles en paraissent bossues, cela fait un effet singulier avec leur petites coiffures noires et le reste de leur ajustement qui ne manque au surplus ni de simplicité, ni d'élégance. »

Ce fin observateur s'est rendu compte des variétés de coutumes et de caractère entre les gens des différentes régions ; il a écrit à ce sujet : « J'étais fort surpris de l'opposition des usages du Centre avec ceux du Bas-Valais, où sur la route de l'Italie, on rançonne assez durement les passagers, et j'avais peine à concilier dans un même peuple des manières si différentes. Un Valaisan m'en expliqua la raison. Dans la vallée, me dit-il, (il s'agissait paraît-il de l'Entremont) les étrangers qui passent sont des marchands, et d'autres gens uniquement occupés de leur négoce et de leur gain. Il est juste qu'ils nous laissent une partie de leur profit et nous les traitons comme ils traitent les autres. Mais ici nulle affaire n'appelle les étrangers, nous sommes sûrs que leur voyage est désintéressé ; l'accueil qu'on leur fait l'est aussi. »

## Extraits de quelques lois.

Les dispositions légales en vigueur, il y a deux ou trois siècles, indiquant la manière dont la justice était rendue montrent clairement que les mœurs des Valaisans n'étaient pas plus dures que celles des autres peuples. Voici ce qui était prévu au sujet de la torture : l'accusé attaché à la corde devait tout d'abord être suspendu trois fois, en laissant un intervalle entre chaque opération. Après la troisième seulement, il était permis d'attacher aux pieds une pierre ne dépassant pas 25 livres. La durée de sa suspension devait être en rapport avec l'état physique de l'accusé.

On sait que le Valais n'était pas seul à utiliser la torture pour amener l'aveu de l'accusé, elle fonctionnait d'une façon beaucoup plus cruelle dans d'autres cantons et surtout en Allemagne et en Angleterre.

A Sion, au moyen âge, la loi municipale reconnue par l'évêque stipulait qu'un soufflet était puni d'une amende de 60 sous, un coup de bâton ou de couteau d'une amende de 60 livres. Un bourgeois de cette cité pouvait profiter de la présence de son débiteur dans les murs de Sion pour exiger de lui des garanties.

Au milieu du XIV<sup>me</sup> siècle, le comte de Savoie porta un décret interdisant, tant aux nobles qu'aux paysans, de porter en ville d'autres armes qu'un couteau dont la lame ne devait pas avoir plus d'un pied de long. Cette décision draconienne ne manqua pas d'indisposer la population.

Au XVI<sup>me</sup> siècle, les gouverneurs portèrent une série d'ordonnances pour lutter contre les incendies qui étaient très fréquents ; il était prévu : la visite des cheminées, l'obligation aux communes de posséder une réserve d'échelles, la nomination du guet qui avait pour mission d'inspecter les conduites d'eau ; il était fait défense d'entrer dans les granges avec une chandelle sans lanterne, et ordonné aux pompiers de faire des rondes les nuits où le vent soufflait avec violence.

La loi somptuaire de 1681 interdisait le port des dentelles de soie d'or et d'argent de provenance étrangère ; les vêtements devaient être confectionnés par les femmes du pays et avec les produits indigènes.

La Diète tenant à lutter contre les calomnieux et les faux témoins avait fixé des peines sévères contre ceux qui déposaient contrairement à la vérité ; ils étaient privés de l'honneur et refusés comme témoins, la langue des récidivistes était percée d'un clou.

Au temps de Schiner, la noyade, la décapitation par la hache, le supplice des fourches étaient en usage dans la plupart des dixains. Les individus suspects de sorcellerie étaient brûlés vifs ou pendus le long des routes afin de servir d'exemple. Les gens qui avaient commis des fautes contre la morale devaient, dans certaines localités, se placer devant l'église, une verge à la main et une couronne de paille sur la tête. Les lois punissaient sévèrement les personnes surprises à pousser des cris dans les rues après l'angelus du soir.

De tout temps, le souci du bien public a guidé les autorités ; citons en particulier la décision prise déjà en 1540 par les dixains supérieurs pour protéger les consommateurs. Vu l'abondance de la récolte, on avait défendu aux aubergistes de mélanger le vin nouveau avec le vin de l'année précédente ; le prix de vente du vin, du lait et du pain avait été fixé ; d'autres dispositions furent prises, au sujet du logement des personnes venant dans le canton pour affaires.

Dans les chapitres respectifs, ont été indiquées : les mesures prescrites pour lutter contre la vente du tabac ; les dispositions prises pour empêcher l'exportation du blé, le prix élevé de certains produits ; les prescriptions portées en faveur de l'hygiène. Nous n'y reviendrons pas ; il nous suffit de constater que Vieux Pays n'était pas aussi en retard qu'on est généralement porté à le supposer.





Les Valaisans ont conservé fidèlement la foi de leurs pères. Si au XV<sup>me</sup> et XVI<sup>me</sup> siècle, il y eut quelque relâchement, la foi redevint vive sous la restauration catholique.

Le service à l'étranger et la vie des camps avaient amené des mécréants au pays. Ceux qui étaient reconnus comme tels étaient bannis de la société. A un moment donné, la franc-maçonnerie fit des adeptes ; la Diète tenant à couper le mal à la racine, décréta, en 1745, que tout individu affilié à cette secte perdait ses biens et ses droits de citoyen.

Le bon vieux temps n'était pas en retard au point de vue social et humanitaire. Déjà au XII<sup>me</sup> siècle des maisons de charité, des asiles se rencontraient dans nombre de localités. A côté des hospices du Simplon, du Gd St-Bernard et du Grimsel, il convient de signaler l'hôpital de St-Jean à Sion, ceux de Salquenen, de Brigue, de Saillon, de Sembrancher et tant d'autres qui soignaient les malades et hébergeaient les voyageurs. Chaque châtellenie ou dixain avait sa léproserie, à chaque chapelle était rattachée une confrérie secourant les malades et les infortunés.

Cette esquisse sur les mœurs du vieux Valais démontre que ce pays ne fut pas précisément aussi ignorant, aussi rustre que des gens qui ne le connaissaient que très superficiellement l'ont dépeint. Il fut et reste encore ce mélange de rude et de civilisé, de touchant et de sauvage, de tumultueux et de paisible. Au-dessus de ses préoccupations matérielles, ce peuple a toujours placé Dieu, l'amour de la liberté et la fidélité à la parole donnée.



DEUXIEME PARTIE

---

**Le Valais d'aujourd'hui**



## De quelques causes qui ont contribué au développement du pays

Dans le premier chapitre de ce travail, nous avons examiné succinctement quelques-unes des causes qui ont entravé le développement du Valais.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y eut ni réveil, ni sur-saut le long des siècles... Malgré son isolement, la vallée du Rhône devait ressentir, tôt ou tard, les effets des commotions du dehors. Ce fut notamment le cas sous la domination romaine, après les invasions des Barbares et encore pendant le XVII<sup>e</sup> siècle.

Les répercussions funestes de la Révolution française et les luttes intestines du début du siècle dernier avaient semé à nouveau la désolation en Valais. Au lieu de travailler à son développement, le pays divisé par des rivalités de parti et de région, n'avait réalisé aucun progrès dans le domaine social et économique.

Il suffit de se reporter un siècle en arrière pour avoir une idée de l'existence pénible de la majorité de ses habitants ; le sol, cultivé avec des méthodes rudimentaires, suffisait à peine à la subsistance d'une population qui manquait de numéraire et d'occasions de gain pour se procurer le complément nécessaire à la vie matérielle. Sans vouloir médire du passé, reconnaissons que l'époque actuelle ne subit pas les privations auxquelles ont été réduits nos ancêtres. Personne ne voudrait revivre « le bon vieux temps ».

L'évolution du « Vieux Pays » date surtout du milieu du siècle passé ; les causes de sa transforma-

tion sont trop près de nous pour qu'il soit nécessaire d'en faire une analyse étendue. Contentons-nous d'en signaler l'une ou l'autre.

Tout d'abord l'endiguement du Rhône, et la construction des canaux ont rendu à la culture d'importantes étendues de terrain ; l'augmentation continue de la population, rendait nécessaire cette amélioration du fonds national, qui a aussi eu une heureuse influence sur la santé publique.

La création des chemins de fer comme l'amélioration de l'artère principale qui traverse notre plaine, les voies internationales et le réseau routier alpestre nous ont permis de mettre en culture les coteaux ensoleillés, de transformer en vignes les champs, comme aussi de remplacer par des arbres fruitiers les chênes séculaires et les ormeaux élancés qui ombrageaient les jardins et les prairies.

Un autre facteur non moins important allait aussi donner un essor au Valais : l'institution des postes. Depuis le moyen âge, la corporation des marchands avait organisé le transport de la correspondance. Plus tard, des familles et des associations obtinrent de l'Etat, le monopole des transports contre le paiement d'un droit. Le système était lent et irrégulier ; il ne répondait pas aux besoins toujours plus pressants ; aussi la Constitution fédérale de 1874 a-t-elle attribué la régle des postes à la Confédération. Par la suite, pour faciliter les transactions, elle a introduit le système monétaire actuel et conclu des traités postaux avec les autres pays.

A côté du revenu appréciable qu'elles procurent aux finances fédérales, les Postes rendent de grands services ; pour s'en convaincre, il suffit de dire qu'en moyenne elles distribuent annuellement plus de 200 objets par tête de population.

Dans le même ordre d'idées, le télégraphe et le téléphone ont encore amélioré les communications, que la vie trépidante des temps actuels veut toujours plus rapides. Les usines et les fabriques ont pu prendre

une certaine extension en Valais depuis que l'on a mis à profit la grande réserve de houille blanche ; l'ouvrier valaisan, tout en travaillant son lopin de terre, trouve à l'atelier ou à l'usine un complément de ressources.

Les moyens de communication variés et rapides ont non seulement contribué à nous tirer de l'isolement, ils ont amené chez nous la foule hétéroclite des étrangers qui vient retremper ses forces et admirer les beautés du pays. L'industrie hôtelière fournit de l'occupation à des milliers de personnes et assure aux paysans un débouché pour leurs produits. Elle a suscité en outre la création de quelques petites industries qui favorisent le commerce local ; de plus, au contact d'une clientèle choisie, nos populations ont adouci leurs mœurs.

Les avantages que procure l'industrie hôtelière n'ont pas échappé au sens réalisateur des Valaisans. Nombre d'enfants du pays l'ont transplantée sur la terre étrangère où ils sont devenus propriétaires d'hôtels florissants. Le séjour des Valaisans dans les contrées lointaines a contribué, lors de leur retour au pays natal, à amener de l'aisance au village, à y faire connaître de nouvelles méthodes de travail et à y donner le goût de l'ordre et de la propreté.

Mais les pouvoirs publics ne se sont pas contentés de « soigner l'estomac » du peuple : des préoccupations d'un ordre plus élevé ont retenu leur attention. Partant de l'idée qu'un peuple instruit est plus apte à se tirer d'affaire dans la vie, la loi de 1828, a rendu l'instruction primaire obligatoire et gratuite. Des écoles secondaires, ouvertes dans les différents centres, portent la jeunesse non seulement vers les carrières libérales, mais l'orientent vers le commerce, l'industrie et l'artisanat.

L'éducation est l'objet de la constante attention des autorités scolaires. Le vénérable clergé qui a été durant des siècles l'éducateur-né de la jeunesse, continue à s'employer à cette œuvre avec un dévouement

et un savoir-faire éprouvés. Il apporte aussi largement son concours à l'édifice social que l'on veut établi sur des bases chrétiennes. Au cours des chapitres suivants, nous aurons l'occasion de nous étendre plus longuement sur l'enseignement agricole et ménager ; disons simplement que c'est grâce à ces institutions bienfaisantes que les hameaux les plus reculés de nos vallées tirent judicieusement parti des produits laitiers, du jardin potager, du rucher, de la basse-cour ; qu'une alimentation plus riche, plus variée et plus abondante donne force et santé à nos populations. Une pratique mieux comprise de l'hygiène a pour effet de combattre la tuberculose et autres épidémies qui, dans le passé, couchaient dans la tombe la fleur de la jeunesse.

Dans la plaine, les terres gagnées sur les eaux ont vite été converties en champs fertiles et en opulents vergers ; des méthodes nouvelles obligèrent la terre à donner le maximum de rendement. La construction de chemins de « dévestiture », le remaniement parcellaire et tant d'autres œuvres ont largement contribué à améliorer les conditions de vie de la classe paysanne, qui forme la base solide de notre démocratie.

La crise économique, les difficultés d'exportation, ont provoqué l'organisation des producteurs. C'est chose faite en Valais. Les producteurs de vin, de lait, de fruits et de légumes sont groupés. Un de nos hommes d'Etat qui ont le plus contribué au développement du canton a pu dire dernièrement au Grand Conseil : « Le Valais est équipé, il peut aller de l'avant ; que l'on nous indique ce que nous n'avons pas fait et que nous aurions pu faire, et encore qu'on nous dise ce que nous avons fait et que nous n'aurions pas dû faire ». Ces fortes paroles dénotent une grande sérénité d'esprit et une conscience tranquille en face du devoir accompli.



## L'amélioration des voies de communication. — Nouvelles ressources

Depuis la suppression des entraves apportées à la circulation, le mouvement des voyageurs et le transport des messageries sont devenus de plus en plus intenses. Une ère nouvelle s'est levée ; elle a engagé le Gouvernement à prendre des mesures propres à assurer le développement du pays. En premier lieu, il a tenu à le doter de bonnes voies de communication pour faciliter les relations commerciales et assurer la vente des produits agricoles.

La première loi sur les routes date de 1815, année où le Valais fut admis dans la Confédération. Cette législation dit notamment :

« Les travaux pour l'amélioration et l'entretien de la grande route sont exécutés aux frais de l'Etat. Lorsque la Diète ordonne la construction d'une nouvelle route, les communes et les dixains intéressés sont tenus d'y contribuer par des prestations en nature ou autrement. »

En 1820, la Diète a déterminé la contribution de l'Etat à la construction de nouvelles routes. Suivant leur importance, les subsides allaient du 15 au 50 % de la dépense ; l'entretien restait à la charge des communes et des dixains. Les lois de 1830 et de 1851 ont diminué la participation des communes ; étant données les subventions allouées, les districts d'Entremont et de Martigny entreprirent la réfection de la route du Grand St-Bernard ; commencée en 1840, cette chaussée ne fut achevée qu'au début de ce siècle.

La construction de la route Sembrancher-Châble débuta en 1844 ; celle de Loèche-les-Bains, en 1856. Quelques années après, on entreprit la construction des routes des vallées d'Illiez et d'Anniviers, puis celles de Chamonix, de Vex et de la Furka ; cette dernière fut subventionnée par la Confédération.

La loi de 1881, par laquelle l'Etat prenait à sa charge des frais plus importants, donna un nouvel essor à notre réseau routier par la construction des routes du Grimsel, de Conthey, de Savièse, de Lens, d'Ayent, des Mayens de Sion, de Nendaz, etc. Les modifications successives apportées à cette législation eurent pour conséquence de grever l'Etat au bénéfice des communes.

La construction des routes reliant la montagne à la plaine est le travail des 10 dernières années. Cette œuvre de haute portée sociale et économique contribue à enrayer la dépopulation, procure le bien-être au point de vue matériel et hygiénique, développe le tourisme, facilite les échanges commerciaux, permet l'exploitation rationnelle des propriétés foncières, en particulier des forêts. Les routes de montagne construites depuis 1927 à fin 1935, ont coûté fr. 12,603,000. L'Etat y a contribué par fr. 5,232,000 et la Confédération par fr. 3,492,000. La valeur qui a été investie représente une notable plus-value de notre fortune nationale, qui ne saurait être évaluée en chiffres, attendu que l'aisance provoquée par le développement économique profitera surtout aux générations futures.

Il reste à parler de l'artère principale de St-Gingolph à Brigue, longue de 126 km. La double rangée de peupliers qui la démarque encore en différents points lui donne un cachet particulier.

L'ancienne route suivait tantôt le pied de la côte de la rive droite, tantôt celui de la rive gauche du Rhône. La chaussée actuelle qui traverse le canton date de 1840 ; en quelques endroits, elle emprunte l'ancien tracé. Lors de sa réfection, les ingénieurs ont

tâché d'éviter les courbes ; ce ne fut pas toujours chose facile, car il fallait autant que possible desservir des localités sur les deux rives du fleuve et fuir les marécages.

Pendant trois quarts de siècle, cette route a servi tant bien que mal à nos populations. Chaque année, l'Etat y apportait de notables améliorations, mais depuis que la circulation automobile a été intensifiée et que le Valais est devenu un centre d'excursions, il a fallu songer à transformer cette chaussée cahoteuse et trop étroite.

Le goudronnage des routes étant inventé et se répandant de plus en plus, le Valais devait suivre le mouvement, à peine d'être délaissé par ses fidèles visiteurs. Après différents essais de reconstruction exécutés sur quelques points, le peuple vota les crédits nécessaires à la réfection complète de la route. Ce travail commencé en 1928, et mené avec rapidité et méthode se termina en 1930 ; il occasionna plus de 2 millions de frais. Sur la plus grande partie du parcours, un empierrement de 25 à 30 cm. recouvert par une couche de gravier et de bitume assure la solidité de cette importante chaussée.

En même temps que ce travail de base s'opérait, la chaussée qui n'avait en moyenne que 5 mètres de largeur a été élargie. Progressivement on cherche à obtenir trois pistes de 3 mètres chacune. Le profil a aussi été sensiblement modifié ; sur de petites distances, la rampe dépasse maintenant 4 % ; les dos d'âne ont été supprimés ou fortement atténués. Malheureusement dans l'intérieur de quelques localités, la route n'a pu être élargie, on en sait la cause ; contentons-nous de dire que l'on obvie à cet inconvénient par le sens unique. Dans l'intérieur de St-Maurice, d'Evionnaz, de Sierre, de Sion, la chaussée est revêtue de pavés.

La loi prévoit qu'à l'intérieur des villages, l'entretien de la route incombe aux communes ; celles-ci ont aussi fait de louables efforts pour la moderniser, la recouvrir d'asphalte ou de bitume.

La réfection de la route cantonale a été assumée par les équipes du Département des Travaux publics ; le prix de revient moyen de ce travail s'est élevé à environ 3 francs le mètre carré, alors que ce coût a été sensiblement dépassé là où la réfection a dû être confiée à l'entreprise privée.

La modernisation du réseau routier a aussi été étendue à un certain nombre de chaussées qui relient les communes et les villages à la route cantonale. Ce travail commencé, il y a quelques années, se poursuit activement ; l'émulation gagne les administrations qui procèdent également à l'empierrement et au goudronnage à l'intérieur des localités.

\* \* \*

C'est surtout depuis la création des chemins de fer que le Valais est sorti de l'isolement, que ses produits appréciés ont pu trouver un écoulement assuré. En 1850, la première locomotive est arrivée à Sion, sur la ligne aménagée par la compagnie d'Italie ; les constructions bien modestes de cette époque ont en partie disparu. 18 ans plus tard, la ligne était prolongée jusqu'à Brigue ; elle appartenait en ce moment à la Compagnie du Simplon. Le cadre de notre modeste travail ne nous permet pas de faire mention des difficultés que ces entreprises ont rencontrées pour mener leur œuvre. Nos populations nourrissaient des préventions contre ces machines infernales ; aussi tentèrent-elles des démarches pour les éloigner de leurs demeures...

Comme la voie ferrée devait être le plus rectiligne possible, il fallut établir des terrasses ; à cet effet, les ingénieurs durent faire couper des monticules, ou combler des bas-fonds ; ils se procurèrent les matériaux le long du tracé par voie d'expropriation. Ces expropriations suscitèrent du mécontentement parmi les paysans qui voyaient leurs propriétés

fortement diminuées. Le Haut-Valais fit payer largement cette profanation du patrimoine familial ; les communes de cette partie du pays exigèrent que la ligne longeât le fleuve et que la terrasse de la voie servît de digue au Rhône. De cette manière, le fleuve suivait une ligne plus droite et acquérait un cours plus rapide ; ainsi les frais d'entretien des ouvrages incombaient également à la compagnie qui avait intérêt à empêcher des inondations. Les communes du Haut auraient posé cette condition à l'entreprise pour faire expier le prétendu mal qu'elle avait commis dans le Bas-Valais au moment de la construction.

Dès le début les promoteurs de la ligne du Valais avaient eu l'idée de la construction d'un tunnel à travers le Simplon. Un rapport présenté aux actionnaires de la ligne disait : « Il faut une ligne entière, la plus courte entre Paris et Milan, il faut percer le Simplon, il faut créer la ligne internationale d'Italie ». Mais ce vœu ne devait se réaliser qu'un demi-siècle plus tard.

En 1898, la Confédération avait racheté les chemins de fer aux sociétés privées ; depuis 1900, elle prenait en mains l'exploitation de la plus grande partie du réseau suisse, c'est-à-dire environ 2,500 km. Les déficits constants que cette acquisition a occasionnés à la Confédération, nous dispensent d'en dire plus long.

Le tunnel du Simplon, inauguré le 1er juin 1906, et celui du Lœtschberg en 1908<sup>7/63</sup> ont fait du Valais un point central du trafic européen. La seconde galerie du Simplon parallèle à la première fut ouverte à l'exploitation en 1922, elle occasionna une dépense de 37 millions de francs (la première 68 millions).

Dans le but d'intensifier encore le trafic routier international, on projette actuellement de transformer une des deux galeries en autostrade.

Les quelques voies ferrées de montagne ont également contribué au développement du tourisme et de l'agriculture des régions supérieures :

1. La ligne Viège-Zermatt ouverte en 1891, fut prolongée au Gornergrat en 1898.

2. La ligne Monthey-Champéry inaugurée en 1908.

3. La ligne Martigny-Orsières en 1910.

4. La même année, on inaugurerait le Martigny-Châtelard.

5. L'année suivante, un funiculaire faisait communiquer Sierre avec Montana.

6. En 1915, Loèche-les-Bains était relié par une voie ferrée au chef-lieu du district.

7. La ligne Brigue-Furka-Oberalp était mise en exploitation la même année ; plus tard la ligne fut prolongée jusqu'à Viège afin de relier directement Zermatt aux Grisons.

Différents projets sont à l'étude depuis quelque temps, notamment celui d'un chemin de fer Martigny-Aoste. Cette voie raccourcirait de 100 km. le trajet Paris-Nice.

\* \* \*

Grâce à la nouvelle organisation du trafic, l'agriculture, l'industrie et le commerce ont pris un essor réjouissant.

Les chiffres le disent mieux que les mots. Alors qu'en 1894, l'agriculture valaisanne n'avait fourni à l'exportation que 5,000 tonnes de marchandises (rapport de la Chambre de commerce), elle en exportait quatre fois plus en 1912. L'ensemble des produits agricoles et industriels exportés du canton a fourni les quantités suivantes : en 1894, environ 8,600 tonnes ; en 1914, environ 68,000 tonnes.

Ces résultats sont éloquents. Pour estimer sûrement les avantages que le canton a retirés, il faudrait aussi tenir compte des recettes des hôtels, des salaires des employés et des ouvriers qui travaillent les matières premières, etc., etc.

Etant donnée la situation topographique et les maigres ressources du Canton, le commerce valaisan

n'a jamais été très actif. Les quelques maisons de commerce en denrées alimentaires, combustibles, matériaux de construction, etc., ne travaillent pour ainsi dire que pour les besoins intérieurs.

Quelques maisons de commerce se sont spécialisées dans la vente des fruits et des vins ; elles se sont efforcées de faire connaître nos produits au dehors et d'en assurer ainsi l'écoulement. Pour mieux les faire apprécier, elles ont régulièrement ouvert des stands de dégustation, soit au Comptoir de Lausanne, soit à la Foire d'échantillons de Bâle ; de plus, grâce à l'initiative de Valaisans établis dans différentes villes du pays, des expositions de produits de notre sol ont été organisées à Zurich, à Genève, etc.

Depuis 1917, le Valais a sa Chambre de commerce qui comprend plus de 170 membres isolés et 29 associations groupant hôteliers, cafetiers, industriels, banquiers, imprimeurs, producteurs de vins, de lait, de fruits, etc. L'activité de cet organisme a déjà puissamment contribué au développement de notre vie économique.

Sans l'amélioration des voies de communication, l'industrie hôtelière n'aurait pas pris chez nous l'essor qu'on lui connaît. Et pourtant la renommée de nos sites et de notre climat ne date pas d'aujourd'hui. A une époque reculée, notre canton était visité par les étrangers ; les bains de Loèche agrandis en 1500 par Mathieu Schiner étaient florissants à cette époque ; des hôtes de marque qui ont séjourné en Valais. J.-J. Rousseau, Töpffer, Correvon et tant d'autres se sont plu à redire les beautés incomparables de nos Alpes. Montalembert, aussi illustre par la plume que par la parole, après avoir parcouru l'univers a eu ces paroles d'admiration pour le Valais : « Quel merveilleux pays, le plus beau pays du monde ! »

Les plus anciens hôtels sont ceux de Tête-Noire (1836), de la Forclaz (1840), sur la route de Chamonix. Vers 1838, de petits hôtels ont été construits à Zermatt et à Gletsch ; puis en 1857 à Champéry et à Zinal. M. Emonet, de Martigny-Bourg, a publié en

1907 des données sur l'industrie hôtelière : les 324 hôtels existants alors, dont 96 ouverts toute l'année, comptaient 9628 chambres avec 15,685 lits d'étrangers. Dans ces hôtels et pensions qui occupaient au fort de la saison plus de 4,600 employés n'étaient pas compris les auberges disposant ensemble d'environ 700 lits, ni les nombreux chalets locatifs construits dans le voisinage des hôtels. Les recettes de l'année atteignaient plus de 15 millions de francs.

Cette statistique mettait le Valais au quatrième rang des cantons hôteliers ; il était dépassé par Berne, Grisons et Vaud, et suivi immédiatement de Lucerne et du Tessin.

De 1907 à nos jours, le nombre d'établissements a fortement augmenté ; à fin 1934, on en comptait 580 avec plus de 18,000 lits concessionnés ; sans exagération on peut compter 20,000 lits disponibles. Dans ces chiffres figurent les petites pensions de 2 à 5 lits. Ces dernières années, la plupart des hôtels ont été transformés afin d'offrir à leurs hôtes, de plus en plus difficiles, le maximum de confort.

Une loi fédérale, en vigueur depuis une dizaine d'années, interdit la construction de nouveaux hôtels, elle prévoit des exceptions dans le cas de besoin réel. Par cette mesure, on a cherché à diminuer les effets de la crise qui frappe durement l'hôtellerie.

L'importance vitale de cette branche n'échappe à personne ; la prospérité de nos hôtels améliore l'existence des autres milieux : agriculteurs, employés, industriels, commerçants. Les beautés de nos sites représentent pour nous ce que les richesses du sol et les matières premières sont pour d'autres pays ; il convient donc d'en tirer le meilleur parti possible.

Malheureusement la crise n'a pas épargné l'hôtellerie ; le Valais recevait autrefois des grands pays de nombreux visiteurs parmi les plus fortunés dont les dépenses s'inscrivaient avec un chiffre considérable. La régularité avec laquelle cette clientèle venait chez nous a incité les hôteliers à construire et à aménager



pour elle des établissements de grand luxe, des palaces et des hôtels de tout premier ordre qui ont entraîné l'investissement de capitaux énormes.

Maintenant que cette clientèle ne vient plus qu'en petit nombre, il y a disproportion écrasante entre elle et les installations aménagées à son intention : l'hôtelier dépense presque autant et le client n'apporte presque plus rien. Est-il possible d'adapter ces hôtels de luxe aux possibilités de la clientèle modeste ? Si théoriquement la chose peut paraître faisable, pratiquement cette transformation nécessiterait des travaux qui achèveraient de ruiner les propriétaires.

Non seulement les nordiques fastueux et les richissimes américains délaissent nos hôtels, mais nos voisins, Allemands et Italiens eux-mêmes, ne viennent plus, empêchés qu'ils sont par des restrictions légales édictées dans ces pays contre la sortie des capitaux. Et l'on assiste à ce renversement paradoxal de situation : les Français, éloignés de la Suisse jadis par le prix trop onéreux des voyages et des séjours, deviennent maintenant les meilleurs clients touristiques de notre pays.

\* \* \*

Les communications avec l'extérieur ont donné naissance à de nombreuses industries. En 1806, Eschasseriaux, écrivain français, avait fait la constatation suivante sur l'activité des industries du canton : « On ne fabrique, on ne confectionne rien dans le Valais, le Valaisan exporte quelques productions de son sol, mais presque aucune de son industrie ; il est, pour ses besoins, le tributaire de l'industrie de ses voisins ». La plus ancienne fabrique est celle du carton et du papier à Vouvry ; elle doit remonter au XVII<sup>me</sup> siècle. En 1818 fut fondée à Sion une manufacture de tabac qui existe encore. La verrerie de Monthey ouverte quatre ans plus tard, cessa son travail en 1933. La fabrique de draps à Bagnes date de 1839.

La fonderie d'Ardon qui occupe plus de 60 ouvriers fut ouverte en 1850 ; quelques années plus tard, fut fondée à Bramois une fabrique de chapeaux, sa vie fut éphémère, puis à Ardon, la fabrique de caractères d'imprimerie ; à Saxon, la fabrique de conserves alimentaires ; à Monthey, la fabrique de savon.

En Valais, la grande industrie ne vit le jour qu'au début du XX<sup>me</sup> siècle ; en 1900, on comptait 36 fabriques ; en 1910 plus de 60. En 1905, en dehors de l'agriculture, il se trouvait 3766 entreprises du bâtiment, des denrées alimentaires (boulangerie, cafés, hôtels), du vêtement, etc. occupant 13,078 personnes.

La mise en valeur de la houille blanche a favorisé la création de nombreuses et importantes industries : les produits chimiques, la dynamite, le ciment, le carbure de calcium, le sodium, l'aluminium, les produits azotés, etc. En 1929, plus de 5,300 ouvriers étaient occupés dans les différentes fabriques et usines du canton, et touchaient environ 12 millions de francs de salaire par an. Mais la crise a durement fait sentir ses effets dans l'industrie, puisque six ans après, le nombre des ouvriers était tombé à 3,200.

Cette situation fâcheuse a eu sa répercussion dans le domaine fiscal. En effet, dans ce même laps de temps la contribution (impôt sur le revenu et le capital) des fabriques avait diminué de plus d'un million de francs, cette diminution du rendement des impôts a été la principale cause du déséquilibre budgétaire de notre canton.

Il est superflu de parler des mines puisqu'en général les nombreuses fouilles entreprises n'ont pas donné les résultats attendus. Par contre les forces hydrauliques jouent un rôle de premier plan dans l'économie du pays. Elles sont réglées par la loi du 27 mai 1898. La première concession du Triftbach a été accordée aux hôtels Seiler à Zermatt ; en 1906, l'Etat avait ratifié 80 concessions représentant 136,000 HP. 30 ans plus tard, les usines en exploitation en Valais, en produisaient 656,000. Le 5 % environ de

cette force était utilisée pour le chauffage et l'éclairage ; le 50 % par la grande industrie, le 26 % par la traction des chemins de fer, le solde était exporté en Suisse et à l'étranger.

\* \* \*

Il nous paraît opportun de toucher ici à une question qui a préoccupé les pouvoirs publics depuis de longues années, à savoir les industries domestiques.

Vers la fin du siècle passé, on encouragea les plantations d'osier, en vue d'obtenir la matière première pour la vannerie ; cette occupation ne dura pas longtemps, car la jeunesse manquait d'enthousiasme pour cette industrie. Vers la même époque, l'école de tressage de la paille n'obtint pas non plus les résultats escomptés ; la paille récoltée dans le canton manquait des qualités requises pour obtenir une bonne tresse.

L'Etat favorisa aussi l'introduction de la broderie ; des jeunes filles de l'Entremont, envoyées en apprentissage à St-Gall, travaillèrent ensuite pour le compte de maisons étrangères ; mais leur travail étant insuffisamment rétribué, elles abandonnèrent la partie ; du reste, comme elles s'occupaient aussi des travaux des champs, elles n'avaient pas la dextérité voulue.

La taille des pierres fines utilisées dans l'horlogerie fut introduite à Bagnes, à Saxon, à Vex et à Vionnaz ; dans cette dernière localité, un atelier occupe encore une quinzaine d'ouvrières. Des essais furent ensuite tentés en vue du tissage de la laine. Mais cette industrie ne donna pas non plus les résultats attendus, la toison des moutons du pays n'étant pas assez fine. Pour remédier à cet inconvénient, on introduisit une race qui ne s'acclimata pas à nos régions alpestres, de sorte que cette industrie, prometteuse au début, ne s'est maintenue qu'à Bagnes.

La sculpture sur bois, prospère dans l'Oberland bernois, ne trouva pas chez nous un terrain propice.

Cependant quelques jeunes gens d'Evolène et de la vallée de Saas, plus tenaces, réussirent. Un cours donné à Sion en 1930 obtint un plein succès. On croit que dans ce domaine il faudra se spécialiser dans la fabrication de meubles sculptés avec originalité, certaine clientèle préfère le style antique au moderne.

Ceux qui s'occupent de la question très complexe des industries domestiques estiment qu'il faut donner la préférence à celles qui sont l'expression d'un art populaire original. Dans cet ordre d'idées, on a lancé la broderie rustique sur toile de chanvre tissée en Valais. Jusqu'ici les ouvrages d'art national valaisan ont trouvé des amateurs. Pour obtenir une fabrication originale et de bon goût, il a été organisé des cours de perfectionnement suivis par des personnes de bonne volonté, il semble que dès que les conditions de vie seront redevenues normales, cette industrie bien dirigée assurera le pain à un nombre important de jeunes filles.

La fabrication d'ustensiles d'étain rencontra la sympathie non seulement du public valaisan, mais spécialement des compatriotes établis au dehors, toujours amateurs de ce qui vient du Vieux-Pays. L'encouragement à la boissellerie figure également au programme d'action de ceux qui se sont imposé la tâche méritoire d'occuper jeunes gens et jeunes filles pendant les longues soirées d'hiver. Les autorités ont repris sérieusement l'examen du problème de l'industrie à domicile ; plus que jamais, un effort dans cette voie est indispensable, quand on songe aux difficultés dans lesquelles se débattent nos populations. Cet effort s'impose non seulement du point de vue matériel mais surtout en raison de sa haute portée morale.

### III.

## Amélioration des conditions de vie

Ceux qui ont connu les temps difficiles du passé n'ont pu s'accoutumer au genre de vie des temps actuels. Cela se comprend aisément quand on considère les dures conditions d'existence causées par le manque de travail et la quasi-impossibilité de vendre les produits du sol.

Si l'on se reporte seulement vers 1800, les manœuvres recevaient 1 fr. à 1 fr. 20 par jour ; en 1860, à l'époque de la construction de la voie ferrée, les journaliers gagnaient tout au plus 1 fr. 50 pour un travail allant de l'aube au crépuscule. Le vignoble était peu étendu ; les industries n'existaient pour ainsi dire pas ; l'argent était très rare, aussi en faisait-on un usage très judicieux. Une pièce de bétail vendue de 100 à 120 francs constituait, à l'époque, l'unique ressource de la plupart des ménages.

Les fruits ne trouvaient pas d'acheteurs ; ceux qui n'étaient pas consommés étaient transformés en cidre ; le paysan qui avait quelques setiers de vin à vendre devait les céder pour 8 à 9 francs. La famille vivait de ses produits ; le café, le sucre et autres denrées coloniales coûtant plus cher que de nos jours, aussi tâchait-elle de s'en passer.

Heureusement que l'achat des vêtements, du linge ne grevaient pas trop le budget familial ; c'était la coutume d'engager chez soi pour quelques jours le cordonnier, le tailleur ; outre la nourriture, il leur était payé de 50 à 70 centimes par jour. Les fileuses de chanvre venant de la Savoie se contentaient de 15

à 20 centimes ; les ouvriers occupés à battre le blé ne recevaient guère plus de 30 centimes pour les longues et pénibles journées passées à manier le fléau.

Avec la création des chemins de fer, et l'assainissement de la plaine, le Valais est entré dans une nouvelle voie ; l'écoulement des produits agricoles étant plus assuré, les vignobles et les vergers augmentèrent d'étendue ; des occasions de gain étaient trouvées.

Vers 1870, le bon ouvrier agricole recevait en moyenne 2 fr. 20 pour 11 heures de travail ; outre la nourriture et le logement, les domestiques de campagne gagnaient de 20 à 30 francs par mois, les servantes de 15 à 20 francs. Les employés des alpages, pâtres et bergers, recevaient généralement en denrées un salaire allant de 30 à 125 francs pour la saison de 70 à 90 jours. Tout était à l'avenant ; à cette époque, le traitement mensuel de l'instituteur se montait à 50 francs, celui des employés de l'administration cantonale en moyenne à 80 francs, celui d'un conseiller d'Etat à 150 francs.

Les fruits valaient environ 1 fr. 50 la mesure de 15 kg., le fromage 1 fr. 20 le kg. ; le bois de 10 à 12 fr. la toise (2 stères  $\frac{1}{2}$  environ) ; le bétail se vendait un peu mieux ; une belle génisse de la race d'Hérens pouvait atteindre 180 francs.

Les statistiques établies en 1907 par l'Etat fournissent notamment les données suivantes : selon les régions, l'ouvrier agricole était payé de 3 fr. à 3 fr. 30 par jour ; les femmes occupées au vignoble gagnaient en moyenne 2 fr. ; les domestiques de 30 à 35 fr. par mois ; les servantes de 20 à 25 fr. A cette époque, les fruits, les vins, le bétail trouvaient un écoulement plus assuré, l'argent étant moins rare. C'est pendant et immédiatement après la guerre de 1914-1918, que la main-d'œuvre agricole a été payée jusqu'à un franc l'heure de travail ; ce tarif était, il faut le dire, proportionné au prix de vente des produits ; en 1917, la vendange était payée à raison de 40 fr. la brantée ;

l'année suivante ce chiffre se trouvait presque doublé ; de 1919 à 1927, les prix ont oscillé entre 40 et 60 fr., les autres produits agricoles avaient connu une hausse analogue.

Puis ce fut la dégringolade des prix de vente. Mais le tarif de la journée de l'ouvrier ayant subi une baisse moins sensible, il s'ensuit une rupture de l'équilibre qui place les propriétaires ne pouvant travailler eux-mêmes leurs terres dans une situation très difficile. Une nouvelle adaptation s'impose, si l'on veut sauver notre agriculture.

## Inondations et correction du Rhône

Avant le milieu du siècle passé, la plaine était pour ainsi dire chaque année inondée par le Rhône. Parmi les débordements survenus depuis 1850, signalons entre autres celui de 1855 ; à Monthey, les désastres furent tels que l'on pouvait voyager en barque dans la plaine de Vionnaz-Vouvry. Deux années après, la région de Martigny fut complètement submergée ; pour se rendre de Riddes à Martigny, les véhicules devaient utiliser l'ancienne route qui longe le coteau.

L'inondation de 1860 fut la plus terrible ; la plaine était sous l'eau de Riddes à Sierre, et de Loèche à Brigue ; le chemin de fer fut coupé en divers points.

L'Etat et les communes s'étaient appliqués de leur mieux à construire des ouvrages de protection, mais ceux-ci quoique solidement établis manquaient de continuité, la plaine était sans cesse menacée. Le coût annuel de ces travaux de consolidation des digues ascendait à plus de 250,000 francs. Une reprise complète de l'endiguement du Rhône s'imposait.

Le Gouvernement valaisan ne pouvant supporter à lui seul les dépenses qu'une œuvre de cette envergure allait occasionner obtint des subsides de la Confédération. Le coût des nouveaux travaux se montait à 8 millions de francs. En 1863, les Chambres fédérales accordèrent au Canton un subside de 2,640,000 francs. L'exécution des travaux répartie sur 12 ans, l'œuvre fut immédiatement mise en chantier. Une partie des dépenses, environ 4 millions de francs, dut être supportée par 56 communes qui recoururent à



des emprunts ; de ce fait, quelques-unes supportèrent longtemps des charges écrasantes. Ainsi, Niedergesteln, avec une population de 150 habitants, fut appelée à contribuer pour 167,000 francs. Aussi le taux d'impôt atteignait-il dans cette localité 48 pour mille, à Stegg 20, à Saillon 14, à Granges et à Part-Valais 12 pour mille, etc.

Ces travaux consistaient à retenir les eaux entre deux digues et à ramener le courant au centre du lit par le moyen de jetées en pierres (épis).

Dans le cours supérieur, on donna au lit du fleuve une largeur de 12 mètres entre les digues pour atteindre 70 m. à l'embouchure. A leur sommet, les digues ont une largeur de 5 m. environ ; du côté de l'eau, le talus est revêtu d'un solide empierrement. Les épis sont construits perpendiculairement aux digues ; la partie qui avance dans l'eau est retenue par des pieux, les épis sont distants de 20 à 30 m. ; entre ceux-ci, il se forme des couches de limon et de sable contribuant à consolider les douves.

On pensait qu'ainsi le centre du lit s'approfondirait de plus en plus ; ce serait le cas si les torrents et les rivières n'apportaient les matériaux arrachés à leurs berges, mais le cours du Rhône n'étant pas assez rapide pour les emporter, il résulte que le plan-fond du fleuve hausse graduellement.

\* \* \*

Le Rhône que l'on a emprisonné dans un lit autre que celui que la nature lui avait donné a réagi ; il s'est souvenu de sa vie vagabonde d'antan ; aussi, à maintes reprises, a-t-il franchi les digues, au moment des fortes crues et semé la désolation sur ses rives.

Pour ne pas remonter trop loin, rappelons seulement l'inondation de 1902 qui a ravagé la plaine de Sion et celle de Chamoson. A la suite de ces débordements, l'Etat et les communes intéressées ont dû

entreprendre des travaux de réfection et de consolidation des digues, œuvre qui a grevé les finances cantonales et communales.

En 1920, on enregistrait de nouveaux malheurs, à Viège, à Rarogne, à Sion et à Monthey. Le limnimètre de Sion, marquait 7 m. 75, la plus forte crue enregistrée jusque-là. Les dégâts causés par cette inondation se sont élevés à plus d'un million et demi de francs. Deux ans après, les eaux du Rhône recouvraient les terrains des environs de Sierre.

Enfin le dernier désastre du fleuve ne date que d'hier. La fonte rapide des abondantes chutes de neige de l'hiver 1934—35 avait fait enfler démesurément le Rhône à la fin juin. Malgré la surveillance étroite qui avait été exercée, les digues crevèrent sur plus de 200 mètres à l'endroit où la Morge de Conthey se jette dans le fleuve ; en quelques heures, la plaine de Vétroz-Conthey, était submergée. La voie ferrée entre Ardon et Châteauneuf ainsi qu'une importante partie du domaine de l'école cantonale d'agriculture étaient inondées. Au moment où les eaux allaient atteindre la partie inférieure du village de Vétroz, la digue de la Lizerne céda ; ainsi la plaine d'Ardon-Chamoson fut, à son tour, envahie en l'espace de quelques heures. Pendant ce temps, le Rhône débordait à Chamoson. On assista à des scènes de désolation indescriptibles : telles des embarcations des meules de foin que les paysans se disposaient à rentrer flottaient sur l'eau. Au bois d'Ardon, d'énormes pins étaient arrachés par le courant ; ailleurs des épis et des arbres fruitiers émergeaient des eaux plus calmes.

Le mal eût été encore bien plus grand si le fleuve avait rompu les digues dans la région de Riddes-Martigny aux cultures florissantes de fraises, d'asperges et d'arbres fruitiers. Un problème se serait posé : Comment et où faire rentrer les eaux dans un lit plus élevé que le niveau de la plaine ? Les canaux n'auraient pu contenir les eaux du fleuve, attendu que le cours du Rhône a une pente de près de 2 % alors que celle des canaux est presque inférieure à  $\frac{1}{2}$  %.

Il en serait résulté non seulement l'anéantissement des cultures, mais aussi la destruction de travaux qui ont été édifiés au prix d'énormes sacrifices.

Que faire pour conjurer de nouveaux désastres ? Puisqu'on ne peut hausser indéfiniment les digues du Rhône, il s'agit d'entreprendre sans plus tarder la correction rationnelle de tout le cours du fleuve.

Le système des épis ne donne pas les résultats attendus : les remous qui s'y forment ralentissent la vitesse des eaux. Il faut donc donner au Rhône un cours plus rapide, capable d'entraîner les matériaux.

Les travaux exécutés en 1928 entre Viège et Lalden, puis à Dorénaz permettent, sous ce rapport, les meilleurs espoirs. En quoi consistent ces travaux ? Au sommet des épis on a construit un mur brut avec de grosses pierres ; cette espèce de rempart augmente la force ou vitesse du courant qui entraîne les matériaux. Ainsi le plafond du fleuve au lieu de hausser sans cesse, s'abaisse progressivement, et cela non seulement aux endroits où les travaux sont exécutés, mais même sur quelques cents mètres en amont et en aval. Où sont allés les matériaux entraînés ? au bois de Finges et au Léman qui forment un dépotoir naturel. Comme il n'est pas nécessaire de construire ces murs sur toute la longueur du fleuve ; ils peuvent être interrompus de distance en distance, afin de diminuer les dépenses.

On a aussi tenté d'autres expériences ; de gros blocs en béton ou des tas de pierres de 4 à 5 mètres cubes ont été placés sur le bord du fleuve, afin de ramener le courant au milieu du lit. Si ces travaux sont moins coûteux, par contre les résultats en sont moins favorables que ceux qu'on a obtenus à Viège et à Dorénaz.

Ces essais ont décidé le Grand Conseil à aller de l'avant ; dans sa session de juillet 1936, il a adopté un projet de réfection totale de l'endiguement du Rhône, les dépenses s'élèveront à 4 millions 600,000 francs. La Confédération y participera pour le 40 %,

le canton 30 %, les C. F. F. 10 %, les communes feront le reste. Les travaux, déjà en voie d'exécution, s'étendront sur plusieurs années.

Les énormes dépenses que l'entretien du Rhône a occasionnées ont empêché le Valais d'entreprendre d'autres œuvres, qui seraient pourtant d'une réelle nécessité. C'est pourquoi il faut en tenir compte lorsqu'on compare les progrès matériels de notre Canton à ceux des autres Etats.

De 1863 à 1934, le Valais a dépensé plus de 18 millions et la Confédération 6 millions pour les différents travaux que le fleuve a nécessités. Dans ces chiffres ne figure pas la participation des Communes. A ces dépenses, il faut ajouter celles qu'a occasionnées la construction de près de 2000 km. de canaux, lesquelles ascendent, pour la même période, à plus de 20 millions.

Pour être complet, il faut mentionner les dépenses pour l'endiguement des torrents et des rivières. A l'endroit où les torrents débouchent dans la plaine, il se forme des cônes de déjection qui barrent le cours du fleuve, y déterminent des remous et souvent, en amont, des marécages. Il a donc fallu régulariser le débouché de ces torrents latéraux et entreprendre la correction de plusieurs affluents.

Les ouvrages exécutés à la Dranse ont coûté plus de 400,000 francs ; ceux de la Saltine 120,000 francs, de la Losenze de Chamoson 220,000 francs et pour d'autres affluents il a été dépensé plus de 700,000. Dans ces chiffres ne sont compris ni les travaux du St-Barthélemy, ni la reconstruction de plusieurs ponts jetés sur le Rhône et les rivières.

## V.

### Assainissement de la plaine

La correction du Rhône avait rendu cultivables de grandes étendues de terre : prairies, champs, jardins, vergers remplacèrent les juncs et les roseaux ; les exhalaisons méphitiques des marécages firent place à la bonne senteur des foins et des arbres en fleurs. Les chants joyeux des acortes jeunes filles et des solides gars vaquant aux travaux des champs succédèrent aux cris rauques de la gent marécageuse. La nature avait un air de fête, de partout un hymne de reconnaissance montait vers le Créateur.

Mais cette fête fut éphémère ; on eut tout juste le temps de s'adapter à ce nouveau régime de vie. Jour après jour, les matériaux que les torrents avaient arrachés au flanc des monts vinrent hausser le plafond du fleuve. Sur ses berges, entre les épis, des amoncellements de limon ralentirent le cours des eaux. Après quelques années, le plafond du Rhône était au niveau de la plaine. Pour le maintenir dans son lit, on suréleva les digues avec les matériaux extraits du fleuve. Ce fut un palliatif. Les eaux souterraines montaient, celles qui provenaient des irrigations stationnaient dans la plaine. Bientôt de grandes étendues de terre furent envahies par les plantes aquatiques ; petit à petit, les jardins firent de nouveau place aux marécages.

Les visiteurs de l'époque nous ont laissé des pages charmantes, des tableaux animés sur l'état de la plaine. Lentheric dans « Le Rhône alpestre et le Valais » a écrit : « Au milieu de ces cloaques que l'on colmate

depuis quelques années, des chevaux et des taureaux rous, presque noirs, paissent en liberté, tantôt groupés en troupeaux sur de petits îlots de sable recouverts de jones et d'oseraies, tantôt à demi noyés dans les marais, et sans les hautes montagnes qui limitent de tous côtés l'horizon, on se croirait au milieu d'une steppe de la Camargue». Les terres productives devenant de plus en plus petites, ne suffisaient plus pour subvenir aux besoins d'une population qui augmentait sans cesse.

Quelles mesures allaient prendre les pouvoirs publics pour assainir la plaine ? On décida d'abord de capter les eaux du fleuve qui s'infiltrèrent dans son voisinage ; à cet effet on construisit des canaux parallèles au fleuve, «canaux de filtrations». Comme cette mesure ne produisit pas tout l'effet attendu, on procéda aussi au curage du lit au moyen de dragues. Dans ce domaine, l'Etat et les Communes se sont imposé de lourds sacrifices. Ici encore, les résultats furent bien maigres : les graviers et les galets étaient à peine transportés sur la rive du fleuve que les alluvions amenées par les rivières latérales les remplaçaient.

Pour recueillir les eaux stagnantes de la plaine, on entreprit la construction des canaux d'assainissement. Mais de sérieuses difficultés semblaient s'opposer à la réalisation de ce projet. Comment faire entrer les eaux dans le fleuve qui se trouve par endroits au-dessus du niveau de la plaine ? Un projet d'ensemble fut établi. La plaine fut partagée en 8 bassins isolés, limités par les principaux affluents et la topographie du canton.

Voici un tableau extrait du rapport du Département des Travaux publics de 1874, qui donne une idée des travaux exécutés :

1. Lac Léman-Monthey, devis 309,000 fr., longueur des canaux 29 km.
2. St-Maurice-Martigny, devis 128,000 fr., longueur des canaux 11 km.

3. Martigny-Riddes, devis 322,000 fr., longueur des canaux 38 km.

4. Riddes-Sion, devis 132,000 fr., longueur des canaux 10 km.

5. Sion-Sierre, devis 120,000 fr., longueur des canaux 13 km. 500.

6. Loèche-Gampel, devis 70,000 fr., longueur des canaux 7 km. 500.

7. Gampel-Eyholz, devis 225,000 fr., longueur des canaux 20 km.

8. Glis-Brigue, devis 25,000 fr., longueur des canaux 5 km. 500.

Cette œuvre a été subventionnée par la Confédération à raison de 33 % du coût ; ces travaux commencés en général vers 1875, ont été échelonnés sur une dizaine d'années. Suivant l'importance de la surface à dessécher, la largeur du plafond des canaux principaux variait de 3 à 6 mètres, et leur profondeur moyenne était de 2 m. Pour gagner de la pente, on a évité les cônes de déjection, ailleurs on les a fait quelquefois passer sous des rivières (la Lizerne, la Morge, Wissigen, près Sion).

A côté des canaux principaux, les communes ont construit à leurs frais des canaux secondaires. Bien que ces ouvrages fussent régulièrement entretenus, avec le temps, ils s'avérèrent insuffisants. Dès la deuxième décade de ce siècle, ils durent être agrandis. Un programme général fut adopté. En 1932, les communes intéressées entreprirent, avec l'aide de l'Etat, d'approfondir le canal Stockalper construit en partie au XVII<sup>me</sup> siècle, les travaux s'y poursuivent. Une importante étendue de terrain pourra être ainsi mise en culture.

Les travaux de construction du canal Riddes-Martigny, qui côtoie la voie ferrée sur une partie de son cours, ont commencé vers 1875, ils durèrent plus de 10 ans. En 1920, les Communes intéressées entreprirent la réfection de ce canal. Il fallait l'agrandir et lui donner un cours plus rapide ; son embouchure a

été portée plus en aval. Les travaux furent exécutés en l'espace de 5 ans ; ils coûtèrent plus de 5 millions, sur lesquels l'Etat et la Confédération ont versé environ 3 millions de francs. Le solde a été réparti entre les Communes proportionnellement à leur situation économique, aux surfaces assainies, à la population et à la plus-value des terrains. A l'œuvre principale s'ajouta la construction de quelques canaux secondaires : Epeney et Morand à Riddes, Kiess à Saxon, et Tolleron à Martigny-Bourg. Mais si des centaines d'hectares devinrent productifs, une assez importante étendue de terre a été trop fortement asséchée, — ce fut le cas à Saxon — le syndicat dut faire construire un barrage pour exhausser le niveau de certains canaux. Des intéressés ont établi également des écluses pour amener les eaux du Rhône sur leurs terrains.

La plaine Sion-Riddes a été desséchée vers 1875 ; avec l'aide de l'Etat, le consortage des communes intéressées fit creuser un canal. L'assèchement des terrains ne se produisit pas partout de la même façon : alors que la partie supérieure devenait rapidement propre à la culture, il n'en fut pas de même pour la région inférieure. Et cela se comprend, quand on sait que le plafond du Rhône, à l'endroit où le canal aboutissait au fleuve, en face de la Farre à Riddes, est un peu plus élevé que celui du canal, il se produisait inévitablement un refoulement des eaux, surtout au moment des fortes crues. Dans la région de Chamon-Vétroz, les marécages envahissaient graduellement les jardins fertiles. Les terres cultivables diminuaient alors que la population allait en augmentant. Les Communes demandèrent l'agrandissement du canal. Les pouvoirs publics votèrent à cet effet un crédit. Pour donner un plus fort courant aux eaux, l'embouchure du canal fut portée à près de deux kilomètres plus en aval, près de celle de la Salenze, sur le territoire de Saillon. Cette correction augmenta la surface cultivable de quelques cents hectares.

C'est à la création d'un canal que la région de Leytron-Saillon-Fully, doit ses prairies, surtout ses somp-

*1. La Pointe près Martigny.*



tueux vergers et ses fraisières opulentes. Cette œuvre qui a coûté près de deux millions a été exécutée de 1900 à 1915. La dépense paraît élevée, mais les paysans de la région vous diront que c'est à elle qu'ils doivent en partie leur bien-être actuel.

Il est superflu de parler des canaux qui ont assaini les plaines de Viège-Rarogne, de Tourtemagne, de St-Léonard-Sion, de Vernayaz, etc. Ce serait reprendre la même note et fatiguer par des citations de dates, de francs, de noms de lieu. L'extension du réseau des canaux a permis d'utiliser près de 4000 ha. de terrain, ce travail a coûté depuis 1900, aux communes, à l'Etat et à la Confédération plus de 15 millions de francs.

Cette courte vue d'ensemble donnera une image un peu pâle de l'effort considérable que le peuple valaisan a fourni pour mener à bonne fin l'exécution de ces importants travaux, indispensables au développement du Pays.

## VI.

### Mise en valeur des terrains

D'autres facteurs ont également contribué à la rapide amélioration du sol. Citons notamment la législation du 13 novembre 1913 sur les améliorations foncières, instituées à l'effet de donner un essor à l'agriculture et de fournir des occasions de travail. Cette loi prévoit des subventions en faveur de la construction et de l'amélioration des chemins vicinaux, des canaux, des abris et des voies d'accès des alpages, des travaux de colmatage, de remaniement parcellaire et autres œuvres semblables.

L'application de la Loi de 1929 sur l'amélioration des moyens d'irrigation a eu pour effet de féconder de grandes étendues de terrain jusqu'ici presque dépourvues d'eau d'arrosage.

L'assainissement terminé, il s'agissait de mettre en valeur les terres appartenant, en grande partie, aux bourgeoisies. Celles-ci les divisèrent en parcelles de quelque mille mètres et les mirent en vente. Lorsque des propriétés appartenant à des particuliers s'y trouvaient enclavées, on recourut au remaniement parcellaire.

Il est superflu de s'étendre longuement sur la manière dont ces travaux de remaniement ont été conduits. D'intéressantes études sur cette question ont été faites par feu M. l'avocat Léon de Riedmatten, ancien professeur de droit rural à l'Ecole d'agriculture et M. l'ingénieur H. Muller.

D'où est venu le morcellement exagéré de notre sol ?

Autrefois chaque famille devait se suffire à elle-même ; comme tous les terrains ne fournissaient pas les produits nécessaires au ménage, des parcelles déjà réduites ont été divisées souvent en autant de parts qu'il y avait d'héritiers.

Après le Tessin, le Valais est le pays où les terrains sont le plus morcelés. Chaque exploitation comptait en 1930 environ 34 parcelles (moyenne pour la Suisse 14,3). A la même date, la surface cultivée du canton s'élevait à 152,000 ha. environ, comprenant plus de 580,000 parcelles. Cette subdivision de la propriété est si étendue qu'il se trouve des familles qui possèdent plus de 250 morceaux de terrain, dont certains ont une étendue qui ne permet pas même aux propriétaires d'attacher une pièce de bétail sans qu'elle broute sur le fonds du voisin.

Les inconvénients qui résultent de ce morcellement sont nombreux : perte de temps pour se rendre d'une propriété à une autre, accès difficile en raison du manque de chemins, perte de terrains, puisque les champs ne peuvent pas être cultivés jusqu'à l'extrême limite, difficulté de surveillance, impossibilité d'utiliser les machines agricoles, cultures intensives rendues impossibles et pourtant nécessaires à cause de la densité de la population. Cet état de choses a pour conséquence de renchérir le prix de revient des produits.

Par le remaniement parcellaire, encouragé et subside par l'Etat, on lutte contre cette perte de temps et d'argent qui est une des causes de l'endettement et partant de la perte de la liberté du paysan. Pour éviter de nouveaux morcellements, le Code civil suisse fixe le minimum d'étendue que les propriétés doivent avoir.

Il serait trop long d'énumérer les communes, tant de la plaine que de la montagne, qui ont su profiter des avantages offerts par ce mode d'amélioration foncière.

Le Grand Conseil vient de voter l'entrée en matière d'une loi modifiant celle qui règle les remaniements

parcellaires. Les opérations suivantes seront comprises dans cette œuvre d'amélioration foncière : construction de chemins de dévestiture ; travaux d'irrigation et d'adduction d'eau ; assainissement et lutte contre les érosions.

Ces travaux feront un tout et ne pourront être séparés de ceux du remaniement ; ils seront donc exécutés simultanément.

Le projet supprime certaines formalités qui précèdent les travaux, enquêtes, assemblées, et permet au Conseil d'Etat d'ordonner le remaniement parcellaire de tout ou partie du territoire d'une commune ; le projet comprend aussi le remaniement parcellaire des vignes.

Fermons cette parenthèse et revenons aux opérations qui ont suivi l'assainissement de la plaine.

Une fois le remaniement mené à chef, il a fallu défricher les terrains. Les travaux de défoncement n'ont pas été conduits partout de la même manière. Certaines localités en ont laissé le soin aux particuliers. Par ailleurs, ce sont les bourgeoisies qui ont fait le nécessaire avant de les mettre en vente ; l'expérience a prouvé que c'était la bonne solution.

A titre de renseignement, voici comment on a procédé à Saxon, en 1930, au moment de la mise en valeur des « Iles » occupant environ 65 ha. Cette ancienne propriété bourgeoise comprenait des bas-fonds, d'anciens bras du Rhône, des dunes, etc. Tout d'abord, les terrains furent nivelés, travail coûteux mais qui a permis d'obtenir un tout absolument uni. Cette opération terminée, les terrains furent défrichés au moyen d'un tracteur, puis vint le lotissement et enfin la vente par parcelles de 2500 m<sup>2</sup> environ.

Comme des particuliers possédaient des parcelles enclavées dans celles de la bourgeoisie, un consortium fut constitué en vue du remaniement parcellaire. Après cette opération, les propriétaires se sont trouvés en possession d'un terrain prêt à être cultivé ; aussi se mirent-ils immédiatement à l'œuvre : l'année suivante de belles plantations d'arbres fruitiers

avaient remplacé les buissons. C'était peut-être aller trop vite en besogne. La préparation des terrains à l'aide des fumures vertes eût été nécessaire, au moins très utile. Quelques propriétaires ne se sont pas contentés du défoncement à 25—30 cm., ils ont défriché à nouveau le sol à 70—80 cm. au moyen de la locomobile à vapeur ou à la main, travail qui permettra aux arbres de prendre un rapide développement.

Ailleurs, il a été adopté une autre méthode de travail : la bourgeoisie mit en vente les terres sans s'occuper de nivellement et encore moins de défrichement. Ce qui est arrivé se devine. Le propriétaire d'un bas-fonds ne trouvant pas de matériaux pour le combler le laissait inculte. Quelquefois des paysans ont entrepris de défoncer le terrain à la pioche, consacrant à cette occupation leurs moments de loisir, mais le travail traîne en longueur.

En général nos braves paysans se sont attelés énergiquement à la besogne. Au prix d'importants sacrifices, ils ont amélioré leurs terres. Pour combler les bas-fonds, ils durent se procurer soit des matériaux amoncelés entre les épis du Rhône, soit des terres extraites des fondations de bâtiments en construction ; <sup>1</sup> d'autres fois en s'attaquant aux dunes, dont « Alpinus » a fait une étude fort intéressante.

Comme on sait, les terrains de la plaine du Rhône sont formés par les alluvions, de composition très différente. Sur la même propriété, on rencontre des couches de gravier qui ne conservent pas l'humidité ; des terres lourdes, acides et compactes, qui se plaisent à étrangler la frêle plante après sa germination ; ailleurs, c'est du sable, que le vent emporte. Pour obtenir un sol productif, le paysan a mélangé ces terres de nature si différente.

Travail de titans !

Si l'on s'avise d'en demander raison au laboureur, la réponse est : « On n'a rien sans peine, faut bien faire le travail, on ne le fait qu'une fois. » Oui, enfant du pays, tu retrouveras le fruit de ton labeur opiniâtre par d'abondantes moissons qui feront plier

*1. M<sup>r</sup> Philippe Farquet de Mustigny.*

ta grange ; les plantes puiseront à cette source féconde la sève qui, sous l'action du soleil, donnera à tes produits ce parfum et cette saveur propres du terroir.

Encore une digression. Avant d'entreprendre les travaux de défoncement, d'aucuns se sont demandé s'ils devaient en confier l'exécution aux bras de l'ouvrier ou à la machine. Il semble que poser la question c'est la résoudre, surtout en ces temps où tant de pères de famille sont réduits à une inactivité forcée et qu'au foyer de pauvres marmots manquent de tout, excepté d'appétit. Mais il est aussi de sérieuses raisons qui militent en faveur du travail mécanique : c'est lorsque les étendues à améliorer sont grandes, qu'il faut aller rapidement afin de cultiver dans un avenir tout proche et fournir des occasions de travail. A ceux qui objectent que les travaux agricoles peuvent également être confiés par la suite aux machines, on peut répondre que c'est le contraire qui se produit assez souvent.

Cette question a été discutée dans la presse. Partisans et adversaires du travail mécanique y ont fait valoir leurs arguments. Il ne nous appartient pas de trancher la question. Il faut admettre que si des consortiums se sont constitués à l'effet de mettre en valeur avec la machine de grandes étendues, c'est dans la pensée de réduire les frais d'établissement.

Partant de l'idée qu'un domaine exploité en association est plus rentable, en raison de la diminution des frais généraux, des propriétaires groupés en consortiums ont acquis de grandes étendues de terrain qu'ils exploitent en commun. Il y a quelques décades se fonda l'association du domaine de Crête-Longue à Granges, aujourd'hui acquis par l'Etat et converti en colonie pénitentiaire ; la ferme de Bellini à Sion dont la beauté des produits fait l'admiration des visiteurs ; à Fougères (près de Châteauneuf), se trouvent d'importantes plantations d'arbres. La Sarvaz S. A. sur Saillon, avec le terrain acquis entre Charrat et Saxon, a une surface cultivée de plus de 60 ha ; cet immense jardin fruitier, comme celui de la Saxil, à Saxon, font

l'émerveillement des visiteurs. On nous excusera de passer sur d'autres domaines pourtant tout aussi intéressants.

Nous aurions dû parler plus tôt de cet autre moyen d'améliorer les terrains marécageux : le colmatage, guère utilisé parce que le résultat en est trop lent. L'ingénieur Venetz recommandait déjà le colmatage avec système d'écluses à cheminée. Grâce à ce procédé, l'eau de la partie inférieure du fleuve entraînant davantage de limon que celle de surface, est appelée à inonder les terrains à exhausser.

On recommande le colmatage là où la construction de canaux peut difficilement être réalisée. On ne l'utilise pas ailleurs, parce qu'il anéantit les cultures, les chemins et les canaux. Il faut noter que les colmatages naturels ont assaini différentes régions de notre plaine, notamment les bas-fonds à l'embouchure des rivières : comme la Morge, la Lizerne, la Dranse, etc.

Il reste un mot à dire des rideaux-abris destinés à atténuer les effets de la bise et du vent. Quand, au printemps, on parcourt la plaine, spécialement la région de St-Maurice à Riddes, on est incommodé par la bise, qui n'a rien du souffle caressant du zéphire ; ce vent désagréable et importun pénètre parfois jusqu'à la moelle des os ; il contrarie également les plantes dans leur croissance. Pour être juste, il faut aussi reconnaître ses avantages, lors des gels printaniers, son souffle empêche le froid de commettre trop de dégâts.

Pour protéger les arbres et les cultures contre les méfaits du vent, l'on a imaginé des rideaux-abris. Le Valais a consenti de grands sacrifices pour en créer en plusieurs endroits : le rideau-abri de Tourtemagne a été rajeuni et complété en 1915 ; en 1914, on a continué celui des Praz-Pourris de Vétroz, par la plantation de plus de 15,000 arbres ; la même année, celui de Sion a été complété par 7,000 sujets. Dans la région de Martigny, on a intensifié la plantation des peupliers ; les communes riveraines du Rhône ont été invitées à en planter sur ses digues.

## Habitation valaisanne

Dans la plupart des cantons suisses, la ferme, voire la maison bourgeoise, est construite suivant une architecture qui se marie avec le paysage. Qui ne connaît la caractéristique de l'imposante ferme d'Unterwald, l'hospitalière et cossue maison bernoise ? Rien de tel en Valais, les maisons de campagne, les habitations des bourgs, des villages, sont édifiées suivant les caprices ou les moyens des propriétaires. On a souvent déploré cette bigarrure, ces demeures disparates qui jurent avec le milieu dans lequel elles sont situées.

Le morcellement des terrains, qui est une des plaies du Valais est aussi une des principales causes qui empêchent la construction de petites fermes permettant une exploitation rationnelle du domaine. Pour certaines régions, il y a un autre obstacle : celui de posséder des fonds à différentes altitudes (Anniviers, Hérens et Entremont en particulier), ce qui oblige le paysan à construire là où il doit ou passer quelque temps avec son bétail ou se livrer à la culture de la vigne. Il ne peut donc pas posséder un immeuble de quelque importance.

Depuis que l'on pratique le remaniement parcellaire et que la plaine a été assainie, les parcelles sont plus vastes aussi, le Service des améliorations foncières de l'Etat a-t-il établi des types de « Ferme valaisanne », lesquels varient suivant l'importance du domaine ; des projets, plans et devis sont déposés au Service des améliorations foncières du Département de l'Intérieur, qui les met obligamment à la disposition des personnes qui s'y intéressent.



## VII.

### Une visite au jardin fruitier

Que l'on se rassure, ce n'est pas dans l'intention de vous donner un cours d'arboriculture que nous vous invitons à faire une visite dans le jardin fruitier valaisan. Nous reconnaissons notre incompétence dans ce domaine.

Au reste ce n'est pas le but que nous poursuivons ; en arboriculture on est fixé, la pléiade d'élèves sortis des Ecoles d'agriculture d'Ecône et de Châteauneuf, les cours pratiques et les conférences donnés par des hommes du métier, les renseignements contenus dans le manuel d'agriculture édité par le Département de l'Instruction publique, avec la collaboration de Châteauneuf, nous dispensent de revenir ou d'insister sur la science théorique et pratique de l'arboriculture.

Nous ne nous arrêterons qu'aux variétés de fruits, auxquelles le commerce, renseigné sur les exigences de la clientèle, a donné la préférence.

L'arbre qui produit la délicieuse Reinette du Canada étend ses bras nouveaux et nous offre ses présents ; mais pour les déguster, il faut attendre que ce fruit doré ait acquis toute sa saveur, vers la fin de l'automne. Il n'y a guère plus de 50 ans que cette variété est cultivée d'une façon intensive en Valais ; son lieu de prédilection est la plaine et surtout le flanc des coteaux où sa chair atteint une finesse insurpassable. C'est dans la région de Sion et de Bramois qu'ont été faites les premières plantations de Reinette du Canada ; l'école d'agriculture d'Ecône, s'est efforcée de répandre cet arbre robuste et fertile.

Les cinq millions de kilogrammes récoltés en Valais pendant les bonnes années trouvent un débouché assuré, en France surtout.

Que dire de la gamme des pommes qui, de juillet à fin octobre, embaument nos vergers ? Rose de Virginie, Astrakan, Reine des Reinettes, Grande Alexandre, Calville et tant d'autres qui font les délices des connaisseurs. Le Citron d'hiver, la Reinette ananas, l'Ontario, le Franc-roseau et la Reinette de Champagne se recommandent en raison de leur longue conservation au fruitier.

Faut-il, ébloui du succès que nos pommes ont obtenu, tant dans les expositions suisses qu'internationales, passer sans contempler les poires juteuses ? D'abord les variétés hâtives, les Colorées de juillet, Giffard, Beurrées William ; puis les retardataires : Passe-crassane, Diel et Doyenné, qui à cause de leur longue conservation et de leur finesse jouissent d'une juste renommée. Mais pour le moment, c'est bien la beurrée William qui a les faveurs des arboriculteurs valaisans ; lorsque la récolte est moyenne, le canton en produit plus d'un demi-million de kg. ; quand les nouvelles plantations seront en rapport, cette quantité sera doublée.

Et, voici le fruit d'or qui a trouvé une terre de prédilection dans la région de Martigny à Sion, sur la rive gauche du Rhône spécialement. Vous l'avez nommé. c'est l'abricot. C'est en 1880, que la culture de l'abricotier a commencé d'une façon méthodique. M. Sablier, d'origine française, établi à Saxon, a importé différentes variétés de sujets ; mais par la suite, il y a eu unanimité à donner la préférence au Luiset à cause de sa fertilité et surtout de la fermeté et du parfum de sa chair. Bien que le «Paviot» se distingue par sa grosseur et son éclatant coloris ; le «Rosé», par son parfum et sa résistance au gel printanier, c'est le «Luiset» qui demeurera le fruit favori du commerce. Sur les trois millions de kilos que le Valais peut fournir annuellement, cette variété entre pour

plus du 95 % de la production totale. Cet arbre donne encore de beaux fruits à plus de 1000 m. d'altitude.

Ces dernières années, d'importantes plantations d'abricotiers ont été faites en plaine. Il y en a qui s'en alarment et craignent déjà la surproduction. Pas de défaitisme, quand les besoins annuels de la Suisse en abricots dépassent 6 millions de kilos, et quand on sait que la récolte en plaine est sujette au gel, il n'y a pas lieu de pousser les hauts cris. Lorsque les récoltes seront abondantes et le prix de vente mieux à la portée de toutes les bourses, le producteur n'aura pas l'occasion de voir les abricots lui rester pour compte.

Ce serait une erreur de supposer que l'abricotier pousse sans soin dans ce pays de cocagne : la frêle fleur est menacée par le gel printanier et une armée de parasites, champignons, insectes.

Pendant les années 1908 à 1913, la récolte a été nulle, de sorte que les paysans se sont découragés et ont arraché des milliers d'abricotiers.

Nous ne nous attarderons pas à vanter les autres fruits : cerises vermeilles, reines-claude dorées, pêches veloutées, tout le monde les admire et les mange avec un plaisir non dissimulé.

Il s'en faut que nos produits aient conquis d'emblée les marchés suisses, la pénétration fut lente et difficile. Au début les variétés convenaient davantage à la consommation locale qu'au commerce, les sortes intéressantes étaient cultivées en trop petit nombre pour permettre les expéditions en gros.

Voici dans quelle marche se sont faites les exportations de fruits :

En 1880	350,000 kg.
1890	560,000 »
1900	760,000 »
1910	4,500,000 »
1935	6,800,000 »

Dans ces quantités ne sont compris ni les achats effectués par la Fabrique de Conserve de Saxon qui

peuvent se chiffrer en moyenne par près de 500,000 kg. par an, ni les expéditions de raisins de table.

Où vont nos fruits ?

Paris est presque l'unique acheteur de la Reinette du Canada. La Suisse allemande et les Pays du nord lui préfèrent la pomme rouge : Franc-Roseau, Borowinka, Tedeka, etc. L'Italie qui fut un de nos gros acheteurs de pommes a mis des entraves à l'importation. La beurrée William et la Reine-Claude sont écoulées en Grande-Bretagne.

La plus grande partie des abricots restent dans le pays ; la ville de Zurich à elle seule achète plus du quart de la production du canton ; Bâle, Berne et St-Gall absorbent ensemble un autre quart.

Les pouvoirs publics ont estimé nécessaire de faire produire sur place les jeunes plants, à cet effet ils ont encouragé les pépiniéristes. Maintenant celui qui désire planter des arbres est assuré de trouver de beaux sujets acclimatés et surtout des variétés dont l'écoulement est assuré.

L'approvisionnement en arbres n'a pas toujours été facile. En 1879, ensuite de l'apparition du phylloxéra en Suisse, les Autorités fédérales interdirent l'importation des arbres fruitiers. Afin de ne pas entraver l'essor réjouissant des cultures fruitières, le Gouvernement valaisan encouragea les Communes à créer des pépinières ; le recensement établi en 1894 donnait environ 14,000 jeunes plants élevés dans les différentes localités. Mais faute de connaissances adéquates, les résultats ne répondirent pas à l'attente ; l'Etat dut faire appel à des hommes du métier, à des pépiniéristes autorisés, qui bénéficièrent de subsides annuels allant de 60 à 150 francs.

Avant de nous étendre plus loin, voici quelques chiffres indiquant l'importance de nos vergers : entre 1900 et 1910, il se plantait annuellement environ 20,000 sujets ; depuis 1930, on peut affirmer que cette quantité a été quadruplée. Le recensement dressé en 1926 indiquait pour le Valais environ 900,000 arbres fruitiers dont 200,000 non en rapport.

Depuis, de grands domaines arborisés ont été créés, de sorte qu'on peut affirmer sans crainte de se tromper que notre canton compte actuellement près de 1 million et demi d'arbres fruitiers plantés à demeure.



Examinons maintenant quelques-uns des produits qui tapissent le parterre des jardins fruitiers. C'est d'abord la fraise qui constitue l'une des plus importantes ressources des habitants de la plaine de Riddes-Martigny. En 1896, le «père Fischer» de Saxon, voyant la grande quantité de fraises importée de France par la Fabrique de conserves de sa localité s'adonna à la culture du fraisier. Il eut rapidement des imitateurs dans les environs, l'écoulement de la fraise étant quasi-assuré ; en effet, la Suisse en importe chaque année environ quatre millions de kilos, alors que le Valais produit à peine la moitié de la quantité nécessaire aux besoins du Pays.

C'est encore grâce au débouché qu'offre la fabrique de conserves qu'est dû le réjouissant et rapide développement de la culture de l'asperge. Les terrains chauds et sablonneux de la plaine du Rhône s'y prêtent parfaitement. Son écoulement facile a engagé les paysans à en faire d'importantes plantations ; la production annuelle du canton dépasse cinq cent mille kilos ; la Suisse importe encore plus du double de cette quantité. L'asperge du pays trouve des acquéreurs lors même qu'elle se vend de 20 à 30 % plus cher : sa qualité a fait sa renommée.

Lorsque la fabrique de conserves de Saxon travaillait à plein rendement, les agriculteurs, de Salquenen au Bouveret, plantaient pour les besoins de sa fabrication plusieurs centaines de mille kilos de petits pois et de haricots. La tomate fut aussi cultivée pendant longtemps, les champs graveleux s'y prêtaient tout particulièrement. En face de la concurrence étran-

gère, la tomate du pays perdit du terrain. La culture du chou-fleur lui succéda : alors qu'en 1935, Saxon avait produit environ 300,000 choux-fleurs, vendus à un prix rémunérateur, l'année suivante, cette localité en produisit près du double, mais l'écoulement en fut très difficile.

La plantation de tabac et d'oignons de fleurs (de tulipes principalement), fournit des résultats encourageants, surtout dans la région de Collombey-Vouvry, où de vastes terrains peuvent être mis en valeur. Au risque de nous répéter, nous dirons que les craintes de mévente et de surproduction ne doivent pas arrêter l'élan des paysans.

\* \* \*

Pourquoi ne parlerions-nous pas aussi de quelques-uns des malheurs qui s'acharnent contre les arbres fruitiers ? On dirait que chaque année voit l'apparition d'une nouvelle maladie contre laquelle, au reste, la science s'ingénie à trouver des remèdes.

C'est bien le gel printanier qui cause le plus de mal aux vergers. Depuis quelques années, une lutte a été engagée contre ses ravages. Pour préserver les fraisiers, on a tenté de les recouvrir de paille ordinaire, de laine de bois, de toiles, même de papier fort. Pour obtenir une élévation de la température, la couche doit être suffisamment épaisse, les nattes livrées par le commerce ont produit de bons résultats.

Les nuages de fumée dus à la combustion du goudron n'ont pas donné les résultats escomptés, attendu qu'ils n'élèvent pas la température ; d'ailleurs le vent disperse souvent ces nuages artificiels ou les dirige sur les domaines voisins. Cette mesure ne deviendra efficace que si elle est généralisée. Des essais concluants ont été faits ces années dernières, au moyen de chauffeuses brûlant du mazout. Des appareils perfectionnés fabriqués dans le pays paraissent four-

nir toutes les garanties ; grâce à leur emploi, la question du gel serait résolue.

Quelques agriculteurs ont essayé de lutter contre le gel par le gel, ce qui paraît paradoxal. Au moment où la température s'abaisse, on asperge copieusement d'eau les arbres, dans la pensée que les glaçons se formant autour des bourgeons et des fleurs les protégeront ; ce procédé n'est guère recommandable car les fleurs des arbres ainsi traités ont tendance à couler.

Dans le domaine de la lutte contre les maladies cryptogamiques et les insectes, des essais se poursuivent sans relâche par la Station cantonale d'entomologie appliquée ; des résultats satisfaisants sont déjà acquis ; le contrôle des produits mis en vente par le commerce est de la compétence de l'Etat.

Le champignon de la monilia apparaît surtout après la floraison de l'abricotier ; il est combattu avec efficacité par des traitements à la bouillie bordelaise avant et après la floraison.

On traite la tavelure (tache du fruit) par le même procédé ; l'opération a lieu au moment où le fruit atteint la grosseur d'une noisette. Pour lutter contre le « criblé » du cerisier et de l'abricotier on utilise le même ingrédient.

Les produits arsénicaux détruisent les chenilles. Le traitement à la nicotine et au savon noir est radical contre les pucerons. On n'a pas encore trouvé de remède bien efficace contre le redoutable anthronome qui s'enfonce dans les fleurs du pommier, du fraisier.

Il faudrait aussi parler des traitements d'hiver, le carboniléum liquide anéantit les mousses et les insectes abrités derrière les écorces, entre autres la cochenille (kèrness) qui suce avec avidité la sève nourricière, le bostryche dont les atteintes ont causé la mort de plusieurs milliers d'arbres. Passons sur le mildiou et l'odiu qui ravagent nos vignes. En général les traitements employés sont efficaces ; si quelques arboriculteurs ont enregistré des mécomptes, ne

doivent-ils pas s'en prendre à leur négligence ou à leur manque de persévérance et d'esprit d'observation.

L'agriculteur doit savoir lire dans le grand livre de la nature, mettre en pratique l'adage : Aide-toi, et le Ciel t'aidera. Mais dans toute cette lutte sans répit contre les ennemis de nos plantes, il est des amis qui succombent : les oiseaux. C'est le revers de la médaille.

Pourquoi vergers et bocages ne sont-ils plus animés par les chantries de la nature ? Pourquoi tant de nids vides ? Ah ! c'est qu'en faisant la guerre aux destructeurs de nos récoltes, la science tue nos amis les oiseaux. C'est un fait connu, les jolis hôtes ailés de la campagne sont en voie de disparition, décimés qu'ils sont par les insecticides. C'est bien regrettable. Il semble au surplus que dans la course à la richesse quelques-uns de nos concitoyens se soucient trop peu de la « part de Dieu », comme on disait autrefois. C'est ainsi qu'on viole facilement la loi du saint repos en vaquant sans nécessité absolue aux travaux des champs le dimanche. Cet abus a d'ailleurs obligé les pouvoirs publics à légiférer en la matière.

\* \* \*

Les grands services rendus à l'agriculture par la Fabrique de Conserves de Saxon nous engagent à donner un petit aperçu de cette industrie.

En 1886, MM. Fama, Nicollier et Vellino, de Saxon, eurent l'idée de fonder une fabrique de conserves. Malgré l'incendie de 1891 qui détruisit totalement immeubles, machines et marchandises, ces hardis novateurs ne se découragèrent pas ; l'année suivante ils mirent sur pied une installation plus perfectionnée. Bien modeste au début, cette industrie a pris le développement qu'on sait. Chaque année, des milliers de kilos de fruits, de légumes et de viande sont mis en conserve par des procédés qui n'enlèvent rien aux produits de leur saveur naturelle.



La Fabrique de Saxon a été, on peut l'affirmer, la cheville ouvrière de l'arboriculture et de la culture maraîchère valaisannes ; sa direction experte ne s'est pas contentée de fabriquer ; des domaines annexés à l'établissement ont servi de champs d'essai et d'exemple vivant à nos populations. Depuis 1927, la fabrique de Lenzbourg est devenue propriétaire de l'usine ; toutefois les produits valaisans continuent à être livrés dans le commerce sous le nom de «Saxon».

Une autre fabrique de produits alimentaires «Fruita» contribua, de 1916 à 1923, à l'écoulement de nos fruits et de nos légumes. Le nom de cette industrie est lié à celui de son fondateur, M. Emile Felley, de Saxon, qui fut l'un des pionniers de l'arboriculture valaisanne .

## VIII.

# Mesures prises pour améliorer le sort des populations agricoles

Pour garantir l'intégrité de son territoire, comme pour permettre à ses enfants de vivre, la nation doit s'imposer de lourds sacrifices. Elle a le devoir sacré de mettre tout en œuvre pour assurer le pain quotidien à ses enfants.

Les pouvoirs publics n'ont pas failli à cette tâche, leur activité ne s'est pas confinée aux travaux d'assainissement de la plaine du Rhône ; soucieux du bien-être des populations rurales, ils ont d'abord recherché les cultures qui s'adaptent le mieux à notre climat et dont l'écoulement paraissait le mieux assuré, ensuite ils ont organisé la production.

Par l'octroi de subsides, ils ont apporté une aide efficace aux producteurs de lait, de blé, de fruits, de vins, etc. L'aide de la Confédération et du Canton permet aux caisses d'assurance du bétail d'indemniser leurs membres ; sans les primes de mouture, le soutien du prix du lait, la production indigène n'aurait pu concurrencer celle de l'étranger. Grâce aux contingentements imposés aux importateurs, l'écoulement rémunérateur des produits du verger a été assuré.

Mais ce serait une profonde erreur que de fonder tous ses espoirs sur l'intervention de l'État qui n'est riche que par l'argent des contribuables. Le Gouvernement ne doit pas être contraint de prendre d'une main ce qu'il donne de l'autre. La politique de l'État-

providence ne saurait durer. En ces temps difficiles, les citoyens doivent s'acclimater aux conditions du moment, et mettre leur train d'existence en rapport avec leurs revenus.

\* \* \*

Nous avons exposé dans les chapitres précédents qu'au milieu du siècle passé, la production ne dépassait guère les besoins du ménage. Depuis quelques années et spécialement depuis la guerre de 1914—18, les coutumes séculaires ont été abandonnées ; une transformation profonde s'est produite dans la manière de vivre ; l'argent facilement gagné a créé des besoins nouveaux.

Mais cette ère de prospérité est révolue. Les temps deviennent durs. Le machinisme a amené la surproduction et par contre-coup le chômage. Les régions agricoles n'ont pas encore ressenti aussi durement ses effets que la ville et les régions industrielles : la terre nourrira toujours ses enfants. Mais nos vallées latérales surpeuplées et nombre de localités de la plaine connaissent déjà de sérieuses difficultés ; autrefois la main-d'œuvre disponible était occupée au dehors ; depuis que les barrières internationales ont été abaissées, une foule de jeunes gens, de pères de famille sont voués à l'inaction.

Les autorités n'ont pas attendu la dernière minute pour remédier à cette pénible situation. Partant de l'idée que l'effort de l'individu isolé est souvent stérile, que c'est, au contraire, la conjugaison des efforts qui assure le succès, elles ont groupé les producteurs des différentes branches de l'économie nationale. Ce sont les anciennes confréries, les corporations qui reviennent sous une forme adaptée à notre époque. Ce retour au système qui a fait ses preuves démontre bien que l'histoire est un éternel recommencement.

Une étude même sommaire des anciennes sociétés que l'on rencontre encore en Valais dépasserait le

cadre de notre programme. Longtemps en arrière, les hommes du village s'étaient groupés en confréries ou sections pour traiter en commun les questions se rapportant aux travaux publics, à la police, à l'ins-truction, au culte, etc. Quelquefois l'association pos-sédait des immeubles, notamment des vignes travail-lées en commun et dont le produit faisait les frais des fêtes villageoises. De même les paysans de certaines localités fabriquaient le beurre et le fromage, utili-sant à cet effet des méthodes rudimentaires. Depuis quelques années, sous l'impulsion de l'Etat, des lai-teries locales ont fusionné pour travailler le lait d'une façon plus rationnelle. Dans quelques communes de la plaine, l'existence de sociétés d'agriculture est an-térieure à 1860. Des hommes d'initiative ne se sont pas contentés de garder pour eux le fruit de leur ex-périence, ils en ont fait bénéficier la collectivité. Les instruments agricoles achetés en commun étaient prêtés aux membres ; ceux-ci pouvaient aussi se pro-curer au prix de revient engrais, fourrages, etc.

Ces groupements locaux sentirent le besoin de s'u-nir pour coordonner leurs efforts et acheter en gros les produits nécessaires. L'Association agricole du Va-lais était née. Pendant plusieurs années, elle a orga-nisé des expositions de fruits, des concours de toutes sortes, des conférences qui ont puissamment contri-bué au développement économique du canton. Elle a édité en 1903, «Le Valais agricole». Depuis plus de 30 ans, cette feuille apporte dans la plupart des fa-milles paysannes les conseils les plus judicieux du point de vue agricole.

«Le Villageois», organe de la Société d'agriculture de Sion, parut en 1871, il fut le premier bulletin agri-cole du Canton. Pendant 15 ans, il contribua au dé-veloppement de l'agriculture valaisanne. Le «Messa-ger du Valais» et «l'Agriculteur Valaisan» lui succé-dèrent ; malheureusement ces deux feuilles n'eurent qu'une vie bien éphémère.

## Une période de transition

Avant d'examiner un peu en détail l'activité déployée par certaines associations paysannes, il est bon de jeter un rapide coup d'œil sur les mesures prises en faveur de l'agriculture, dans la seconde moitié du siècle passé. La génération actuelle ne doit pas s'attribuer à elle seule les mérites d'avoir fait le Valais prospère ; depuis un certain nombre d'années, le Gouvernement aidé par des hommes d'initiative s'est mis résolument à la tâche ; les mesures prises témoignent de son souci du bien commun.

Dans le but de développer l'agriculture, l'Etat du Valais a institué en 1850, un comité central agricole. Cet organe présidé par le Chef du Département de l'Intérieur, s'occupait notamment de questions d'assolement, de dessèchement, du vignoble, de l'amélioration des races, de l'utilité des plantes exotiques, du journal agricole. Des sous-comités établis dans chaque district organisaient des concours et octroyaient des primes aux éleveurs de bétail. Le budget de l'agriculture pour l'exercice 1850 prévoyait une dépense de 3.900 francs.

Un rapport du Département de l'Intérieur publié en 1880, signale les progrès réalisés dans l'arboriculture ; à cette époque, le canton expédiait annuellement environ 350,000 kg. de fruits (actuellement 20 fois plus).

Ce rapport fait mention du décret du 18 novembre 1880, tendant à encourager dans les communes l'établissement de pépinières d'arbres fruitiers.

Il faut reconnaître que l'Ecole normale des instituteurs a beaucoup contribué au développement de la culture fruitière, le Directeur de l'époque, M. Hopfner, a bien mérité du pays pour l'essor qu'il a donné à cette branche de notre économie nationale.

Plus loin, le rapport signale le décret du 29 mai 1879, qui a édicté des mesures contre le phylloxéra, établi une caisse d'assurance entre les vigneron et institué des commissions locales ayant notamment

pour tâche d'inspecter les vignes. L'Etat organisait déjà des concours de bétail et allouait des primes pour encourager l'amélioration des races.

Le décret du 23 novembre 1878, indiquait les mesures propres à améliorer les alpages et à augmenter le produit du bétail. Cette législation a été complétée par celle du 25 novembre 1880 concernant la jouissance des avoires bourgeoisiaux ; ce décret obligeait les propriétaires qui mettaient du bétail à l'alpage à verser une indemnité en espèces dont la moitié était appliquée à l'amélioration des chemins, des abris, etc. Cet intéressant rapport relève enfin qu'en 1874, l'Etat a organisé un cours pour la formation des fromagers.

L'Etat a eu souvent recours aux Communes pour sauvegarder les intérêts de l'agriculture, elles doivent spécialement intervenir dans la lutte contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques. A cet effet, elles nomment des visiteurs des arbres qui dressent un rapport à l'autorité communale, laquelle fait procéder à la cueillette des hannetons et à la destruction des arbres atteints du puceron lanigère.

Les Communes nomment aussi des visiteurs du vignoble qui ont pour mission de travailler avec les inspecteurs cantonaux à la découverte des taches phylloxériques ; ces visiteurs vérifient si les traitements contre le mildiou sont exécutés pour les dates prescrites ; dans le cas contraire, les sulfatages sont effectués aux frais des propriétaires en défaut. Pendant quelques années, l'Etat a subventionné l'achat du sulfate de cuivre contre les maladies de la vigne.

L'Etat, soit la Banque Cantonale, favorise le crédit des Communes par des avances qui pouvaient atteindre le cent pour cent des garanties fournies.

### Mesures prises pour l'amélioration du bétail et la production du lait

L'industrie laitière, intéressant la grande partie de nos populations, méritait bien l'attention des auto-

rités. Le troupeau valaisan comprenait en 1933 près de 38,000 vaches laitières fournissant annuellement 80 millions de kilos de lait et 32,000 chèvres avec une production de 10 millions. Le rendement brut en lait évalué à 16 millions de francs est supérieur à celui du vignoble.

Il y a quelques années, le Valais manquait de lait pendant l'été, ce qui paraît anormal pour un canton alpestre. Depuis que la Fédération des producteurs de lait a créé l'office central qui a entre autre la mission de répartir le précieux liquide entre les différentes régions, cette anomalie a disparu.

Près de 400 sociétés de laiterie et consortages d'alpage sont affiliés à la Fédération qui bénéficie des subsides de la Confédération destinés à soutenir le prix du lait. De plus, de 1915 à 1935, le Canton a versé plus de 400,000 francs pour constructions, améliorations de bâtiments et installations nouvelles. La Fédération cherche surtout à obtenir une qualité de fromage et de beurre qui donne satisfaction aux exigences du marché ; pour assurer l'écoulement de ces produits, elle sert d'intermédiaire entre les producteurs et les marchands de fromage. A côté de cette Fédération laitière existent des syndicats pour l'amélioration du bétail.

Grâce à une sélection sévère et à l'établissement de la généalogie, on est parvenu à des résultats surprenants sous le rapport de la production en lait et du rendement en viande. Pour la race d'Hérens, le poids moyen par sujet sélectionné a augmenté de 40 à 50 kg., et le rendement laitier annuel de près de 200 litres. (Extrait des rapports de l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf). Le contrôle laitier établi officiellement depuis 1919 indique pour la race d'Hérens un rendement moyen pour 300 jours de 2400 à 2500 kg. de lait, avec un maximum de 3700 kg. Il existe également des syndicats pour l'amélioration du petit bétail : chèvres, moutons. La race chevaline a ses organisations qui s'occupent spécialement de l'é-

levage du mulet. Le manque de pâturages appropriés ne permet malheureusement pas au Canton de faire beaucoup dans ce domaine.

La loi de 1884 a institué l'assurance obligatoire du bétail pour tous les éleveurs de chaque localité qui introduit l'assurance.

En 1935, il se trouvait en Valais 94 caisses qui avaient assuré environ 42,000 têtes (vaches, génisses et veaux). La même année, les propriétaires de 1097 pièces sinistrées ont encaissé environ 300,000 francs d'indemnité. La Confédération et le Canton subsidient ces institutions à parts égales à raison de 2 fr. 50 par tête.

## Société cantonale d'horticulture et de pomologie

Il n'y a pas si longtemps, l'activité de nos agriculteurs ne s'étendait guère qu'à la production du lait, du vin, des céréales et des plantes sarclées ; les surfaces assainies les ont engagés à s'orienter aussi vers l'horticulture. Les personnes qui ont tenté des essais en vue de l'introduction de la culture de la fraise, de l'asperge et des fleurs, sentirent bientôt le besoin de canaliser et de coordonner leurs efforts ; elles mirent sur pied la Société cantonale d'horticulture. C'était en 1910. Aux deux douzaines de fondateurs vinrent bientôt s'adjoindre non seulement des spécialistes et des hommes du métier, mais aussi de simples agriculteurs animés du désir d'augmenter le rendement de leurs terres. L'association prit un rapide développement ; elle groupe actuellement près de 200 membres venant de toutes les régions du canton et s'occupe notamment de l'organisation de cours pratiques, de conférences, d'expositions et de la recherche des plantes s'adaptant le mieux à notre climat, tout en répondant aux exigences du marché.

Parallèlement au travail persévérant et au savoir-faire des dirigeants de cette association, le Gouvernement valaisan s'est largement employé à favoriser la



culture maraîchère. A côté des subsides octroyés, il a créé un service permanent : le secrétariat agricole, dont le très méritant M. François Giroud, de Chamon, fut l'âme pendant un quart de siècle.

Les résultats obtenus en horticulture engagèrent les partisans de la culture fruitière à créer un organisme en faveur du développement de nos vergers. M. le Conseiller d'Etat Troillet, MM. Giroud, Benoit, professeur à Châteauneuf, MM. H. Wuilloud, Spahr et quelques autres hommes d'initiative fondèrent la Société de pomologie, qui prit bientôt un plein essor. Nous lui devons notamment les concours de vergers, l'édition du guide «Etat civil du verger», de nombreuses expériences en vue de la lutte contre le gel et les maladies qui ravagent nos arbres fruitiers et surtout la création de la Fédération valaisanne des producteurs de fruits et de légumes.

Comme les sociétés de pomologie et d'horticulture poursuivent un but quasi identique et qu'elles sont dirigées par les mêmes personnalités, elles ont décidé leur fusion.

## Le commerce de fruits

Si l'on se reporte à 40 ou 50 ans en arrière, le commerce des fruits du Valais était bien modeste. Quelques revendeurs de la région Conthey-St-Maurice se rendaient chaque semaine aux marchés de Montreux et de Vevey, avec un chargement de fruits casés tant bien que mal dans des caisses de fortune.

De rares expéditeurs de la région de Sion à Saxon utilisaient la poste et le chemin de fer. Depuis, la production ayant plus que décuplé, il fallut trouver des débouchés et des emballages appropriés et uniformes, organiser des transports rapides, favoriser les variétés recommandées, former les producteurs, les grouper en syndicats, obtenir la protection du fruit indigène, etc.

Les autorités cantonales ont également porté des arrêtés fixant les dates de cueillette de certaines variétés et interdisant le mélange de fruits de calibres différents. Ces mesures sont devenues nécessaires pour lutter contre les fruits importés dont la présentation frappe l'œil et tente le palais.

Au fur et à mesure que la production augmentait, le placement devenait de plus en plus difficile en raison des exigences des acheteurs. Et puis, pourquoi le cacher, nos produits arrivent sur le marché quelques jours après ceux de l'étranger, ils apparaissent au moment où les ménagères ont déjà fait leurs provisions.

L'éducation du commerce était aussi à faire. Des négociants peu avisés ont parfois rendu l'écoulement plus difficile. Que de fois n'a-t-on pas vu, au début de la récolte, alors que les demandes étaient nombreuses, une surenchère se produire, causant une hausse désordonnée des prix et l'abstention des acheteurs ; on a aussi vu au fort de la récolte, une baisse sensible se produire parce que les acheteurs, parfois surchargés de marchandise, devaient la céder à tout prix. L'association des commerçants de fruits ne pouvait sévir utilement contre les membres qui enfreignaient les décisions prises. De l'autre côté de la barrière, chez les producteurs, aucune organisation ; ceux-ci devaient accepter le prix qu'on voulait bien leur donner.

Une organisation mixte s'imposait. Elle fut mise sur pied en 1934, grâce à la clairvoyance des dirigeants de la Société de pomologie. Les producteurs qui font partie des syndicats locaux, ont l'obligation de remettre tous leurs produits aux commerçants faisant partie de l'Union des expéditeurs ; en retour ceux-ci doivent écouler toute la production des membres des syndicats, à des prix fixés d'un commun accord par les représentants des deux parties, marchands et producteurs. Un office central tient lieu de liaison entre les deux groupements.

Cette organisation que nous avons vu fonctionner pendant trois ans a déjà rendu de précieux services à la cause agricole. Elle a notamment pour mission d'obtenir des produits de première qualité, d'éliminer les qualités inférieures, de livrer des marchandises bien triées, dans des emballages types, de renseigner ses membres sur les variétés à répandre. La qualité des produits et la bonne présentation permettront non seulement de maintenir la position actuelle mais de la consolider, ce qui est de la plus haute importance pour l'avenir, quand on songe que la production va sans cesse en augmentant.

Livrés à eux-mêmes les producteurs ont peu d'influence, groupés, ils sont une force avec laquelle il faut compter au moment où ils présentent leurs revendications.

Ce nouveau rouage a sans doute des imperfections ; l'expérience et la pratique ne manqueront pas de le mettre au point, mû qu'il est par des hommes n'ayant en vue que le bien de la classe laborieuse.

### Pour notre vignoble et nos bons vins

Il est temps de faire une échappée dans les vignes et de mettre en évidence ses produits qui font l'admiration des connaisseurs.

Le vin est un vieux produit du pays, puisque ce serait un empereur romain qui y aurait implanté la vigne ; actuellement elle est la principale ressource du Valais central. C'est depuis l'ouverture de la ligne du Simplon que la viticulture a pris chez nous son développement actuel. Jusque-là le Valais ne produisait guère plus que la quantité nécessaire à ses besoins, quelques milliers de litres pourtant s'exportaient au-delà des Alpes bernoises.

Vers 1860, le vignoble de Sion augmentait de quelques mille toises ; un peu après, les champs d'Ardon, de Chamoson et de Leytron furent convertis en vi-

gues. A partir de 1875, de Martigny à Salquenen le vignoble n'a cessé de s'étendre.

En 1896, il comprenait 2500 ha ; en 1916, 3150 ha ; en 1936, 3500 ha.

Pour ne remonter que quelques années en arrière, voici, à titre de renseignement, les quantités récoltées :

1909, 7 millions de litres.	1922, 20 millions de litres.
1911, 14 » » »	1925, 9 » » »
1913, 5 » » »	1930, 14 » » »
1918, 18 » » »	1935, 22 » » »
1921, 8 » » »	

La récolte des 27 dernières années a donné en moyenne 12 millions de litres.

Voici quelques prix pratiqués au moment de la récolte, (par brantée de 45 litres de vendange) :

En 1883, 17 fr.	En 1918, 70—80 fr.
» 1890, 21 »	» 1925, 42—45 »
» 1900, 11 »	» 1930, 26—32 »
» 1901, 8—9 fr.	» 1935, 12—16 »
» 1910, 30 fr.	» 1936, 20—25 »
» 1915, 23 »	

Pour la période allant de 1883 à 1936, le prix moyen s'est élevé à 27 fr. la brantée.

Les prix ont varié en raison de l'offre et de la demande ; la qualité et les quantités récoltées soit dans le pays soit à l'étranger ont exercé une influence sur le marché des vins. Exceptionnellement la récolte de 1918, quoique de qualité inférieure, a connu un prix élevé ; cette récolte a laissé de trop cuisants souvenirs pour qu'on rappelle les causes qui ont amené la brusque chute des prix et les pertes importantes subies par presque tous les encaveurs.

Encore quelques mots sur la manière dont se pratiquait le commerce de vins, il y a quelque 50 ans ; les cafetiers étaient pour ainsi dire les seuls acheteurs, ils vendaient en mi-gros ce qu'ils ne pouvaient pas écouler en détail. Et pourtant vers la fin du siècle passé, d'importantes maisons existaient déjà dans les

principaux centres ; il faut dire qu'à ce moment-là le commerce était simplifié du fait que la récolte se vendait presque entièrement lors de la vendange.

Plus tard, des vigneronns de quelques localités se groupèrent pour fonder des « Vinicoles ». Puis ce fut le terrible coup de 1918, un certain nombre de marchands, quasi-ruinés, abandonnèrent le commerce qui devenait de plus en plus difficile. Les causes de ce marasme sont à peu près les mêmes que celles dont on a parlé à propos du commerce des fruits. En 1920 et 1922 la Confédération alloua des secours aux encaveurs pour les dédommager des fortes pertes subies.

La récolte 1935 qui s'annonçait particulièrement abondante dans toute la Suisse avait failli ne pas pouvoir être logée ; la date de la vendange approchait et une grande partie du vin de l'année précédente attendait les acheteurs. A tout prix, il fallait faire de la place. Le Conseil fédéral ne resta pas insensible à l'appel pressant des milieux viticoles : une action de secours fut instituée ; une organisation mixte créa le « Vin suisse », mélange de crus des différentes parties du pays qui devait être vendu au détail à un prix accessible à toutes les bourses. Dans les milieux intéressés, il s'est rencontré presque autant de critiques que d'approbations à l'endroit de cette opération commerciale ; un résultat a pourtant été acquis : le dégorgement du marché, partant la possibilité de l'encavage de la récolte de 1935.

Il est intéressant de faire quelques constatations concernant la vente des moûts primeurs. En 1911, le commerce vendit plus de 6 millions de litres et l'année suivante près de 5 millions, ce qui représentait environ la moitié de la récolte. En 1924, sur les 50,000 hl. récoltés, il s'en est à peine expédié la huitième partie, lors de la vendange ; en 1934, moins de la dixième partie. La mévente des moûts obligea les commerçants à augmenter la capacité d'encavage et à moderniser le matériel d'exploitation.

Vers 1930, un mouvement coopératif se dessinait, il aboutit à la création des caves de producteurs à

Sion, à Sierre, à Leytron et à Ardon. Les 2000 propriétaires qui en font partie fournissent plus du tiers de la production totale du vignoble. Il est superflu de s'arrêter sur le fonctionnement de cette institution comme aussi sur les principes qui sont à sa base. L'impôt fédéral sur les vins établi en 1934 a eu pour conséquence d'accroître les déficits d'exploitation du vignoble.

Nous ne nous attarderons pas aux malheurs qui sont venus fondre sur le vignoble : maladies cryptogamiques, gel printanier, grêle, phylloxéra. Cet insecte apparut en Valais en 1906 ; ses ravages obligèrent les vigneronns à reconstituer la vigne sur plants américains résistant à ses attaques. A fin 1936, plus du quart du vignoble valaisan était reconstitué ; les subsides alloués par la Confédération et le Canton pour la lutte contre cet insecte ascendent à plus de 4 millions de francs. En 1935, 4500 parcelles représentant 120 ha ont été reconstituées en plants américains.

\* \* \*

Une question : le Valaisan trouve-t-il son compte dans l'exploitation de son vignoble ? Nous répondons d'emblée par la négative. Rien d'aussi éloquent que les chiffres ; il est admis que les frais d'exploitation d'un hectare de vigne se montent annuellement à plus de 3,600 francs. Ainsi, les 3500 ha que comprend notre vignoble nécessitent une dépense annuelle supérieure à 12 millions de francs. Comme la récolte de 1935 a été estimée à 8 millions de francs, celle de 1934 à 10 millions environ, le déficit pour ces deux années seulement dépasse 6 millions. Continuer ainsi, c'est marcher vers la ruine.

On objectera que ce déficit ne doit pas être considéré totalement comme une perte, étant donné que plus de la moitié du vignoble est travaillée par la famille du propriétaire, qui ne pourrait que diffici-

lement se procurer ailleurs un gagne-pain ; en outre le sol sec et incliné du vignoble ne se prête guère à une autre culture. Mais le problème se présente différemment pour les propriétaires qui engagent des ouvriers, l'exploitation du vignoble les appauvrit d'année en année. Les causes de cette malheureuse situation résident moins dans le fait que le vin se paie trop bon marché au vigneron et se vend cher dans les hôtels, que dans les frais d'exploitation trop élevés dus aux procédés culturaux encore moyennageux : le paysan laboure avec le fossoir, transporte avec la hotte le fumier et la terre descendue au bas de la pente ; de plus ses vignes morcelées et disséminées à l'infini, lui occasionnent des pertes de temps à cause du chemin à parcourir.

Si le Valaisan veut continuer à produire du vin, il devra moderniser les méthodes de culture, et le Gouvernement devra poursuivre sa marche vers le progrès en favorisant davantage le remaniement parcellaire, la création de voies d'accès et la construction de nouveaux moyens d'irrigation.

## Le vignoble de l'Etat

Les ravages que le phylloxéra avait causés au vignoble de Fully, en 1916, engagèrent l'Etat à organiser plus activement la reconstitution du vignoble menacé ; comme la guerre mondiale battait son plein, il chercha à produire dans le pays même le plant américain résistant aux attaques du redoutable insecte.

En 1918, la bourgeoisie de Leytron remit gratuitement à l'Etat environ 24,000 m<sup>2</sup> de terrain inculte aux bords de la Lozence ; l'année suivante, elle céda encore 10,000 m<sup>2</sup> en jouissance pour 50 ans. Au printemps 1920, toute cette étendue était transformée en champ de bois ; en 1921, l'Etat acheta définitivement avec la bourgeoisie de Leytron 132,247 m<sup>2</sup> pour 70,000 francs.

Pendant l'hiver de 1921—22, l'Etat fit défoncer environ 100,000 m<sup>2</sup> et construire une digue pour empêcher les débordements de la rivière, du même coup ce rempart était appelé à protéger le vignoble avoisinant. Presque toute cette surface fut convertie en vignoble ; une certaine étendue fut réservée pour la production des grands vins fins : Hermitage, Malvoisie, Dôle. Avant d'étendre la culture de ces plants, il fallut choisir les cépages à propager, en sauvegardant surtout la qualité. Chaque année, la collection s'enrichit des apports fournis par les voyages d'études dans les pays viticoles.

Le noble jus de la vigne est, paraît-il, nécessaire à la vie et à son agrément ; il n'est pas une contrée qui offre sur un aussi petit espace, une gamme si riche et si variée. Le Fendant se trouve à la base des vins blancs de commerce : sa qualité et sa teneur en principes varient suivant les expositions et la nature du sol ; c'est le vin de table qui accompagne les menus même les plus délicats. La fin des repas soignés exige la présence du Johannisberg ; la Malvoisie et l'Hermitage sont dignes de la table des rois. L'Amigne, l'Humagne et la petite Arvine complètent la liste de nos vins blancs incomparables par leur finesse, leur velouté et leur bouquet.

A côté de la série des vins blancs, le Valais s'enorgueillit à juste titre de son Pinot noir (Dôle), vin rouge par excellence, fruité, complet.

Le vignoble du Grand-Brûlé vise non seulement à la production mais sert surtout aux essais de culture. La vinification de produits si divers rencontre de sérieuses difficultés, qui sont résolues grâce à l'expérience de ceux qui ont pour mission de diriger l'important domaine du Grand-Brûlé.

### En faveur de la production du blé

La culture du blé, un peu abandonnée depuis l'extension du vignoble, a repris son droit de cité ; mais il ne suffit pas d'ensemencer, il faut confier à la terre



des semences qui donneront toutes garanties au double point de vue du rendement et de la qualité.

Grâce à l'association des sélectionneurs, qui exercent un contrôle officiel sur les récoltes qui doivent servir de semence, l'acheteur est assuré de recevoir la qualité recherchée.

Par une sélection vigilante et continue, le rendement moyen des champs de blé a été fortement amélioré, il atteint plus de 3000 kg. à l'hectare. Notons que la culture des céréales redevient rémunératrice, en raison des primes à la mouture, payées par la Confédération et à l'aide spéciale dont bénéficient les régions montagneuses.

### Pour la basse-cour

S'il est une branche de notre économie susceptible de développement c'est bien l'aviculture.

L'élevage de la volaille convient tout spécialement à la petite propriété, parce que la main-d'œuvre est minime et le capital d'exploitation peu élevé ; d'autre part, le climat du Valais lui est propice. La station d'aviculture de Châteauneuf communique les renseignements désirés aux personnes qui s'intéressent à cette branche.

La Suisse consomme annuellement pour près de cent millions de francs d'œufs et de viande de volaille, le pays fournit à peine le 50 % de ses besoins. La production du Valais est aussi déficitaire, elle représente à peine 2 millions de francs, il pourrait d'autant plus tripler ce chiffre que l'écoulement des produits de la basse-cour est assuré, grâce à la Fédération cantonale pour la vente des produits avicoles.

Un recensement établi en 1931 indique que la Suisse possédait à cette époque près de 5 millions de ponduses, — le Valais seulement 116,000, — aussi notre canton doit-il importer plus de 10 millions d'œufs par an ; en 1935 le prix moyen des œufs étrangers n'était que de 7 centimes, le prix de revient d'un œuf du pays atteignait 13 ct. ½.

Afin de donner un nouvel essor à l'aviculture, le Canton a alloué des subsides pour la construction de poulaillers-modèles. Le développement de cette branche contribuera à améliorer d'une manière sensible les conditions alimentaires de nos populations et permettra à chaque ménage de se procurer une ressource bien venue surtout en ces temps difficiles.

### En faveur du rucher

Comme l'aviculture, l'élevage des abeilles serait de nature à procurer à nos populations une ressource appréciable. Il est incompréhensible qu'en Valais il soit mis en vente soit du miel étranger, soit des produits artificiels à base de miel, alors que le pays se prête, on ne peut mieux, à l'apiculture aussi bien dans la plaine, au moins dans les endroits abrités contre les vents, qu'à la montagne. A côté des vertus bienfaisantes du miel, les abeilles butinant de fleurs en fleurs, transportent le pollen et facilitent la fécondation.

Les ruchers ont pourtant augmenté dans une forte proportion, une statistique établie en 1876 indiquait pour le Valais 3700 ruches ; 60 ans plus tard on en comptait trois fois plus.

La Fédération d'apiculture du Valais organise des cours et des conférences destinés à fournir les conseils utiles sur la matière ; aidée par les subsides cantonaux, elle a institué l'inspection périodique des ruchers. L'essor réjouissant qu'a pris l'apiculture contribuera au bien-être des populations.

### Il faut tirer parti de tout ce qui peut améliorer les conditions de la vie

Si la pêche et la chasse fournissent l'occasion aux amateurs de passer d'agréables moments, soit à rêver au fil de l'eau, soit à courir par monts et par vaux à la poursuite du gibier, il est une catégorie de gens

qui vivent du produit de ce sport. Tout considéré, leur vie n'a rien d'agréable, surtout lorsqu'il faut passer des nuits à la belle étoile et que la déveine s'acharne contre le chasseur.

Nos rivières au cours rapide ne se prêtent guère à la vie des poissons. Par contre, les canaux, qui ont été multipliés depuis quelques années, offrent un vaste champ à leur développement. Bien avant que l'Etat se soit occupé du problème de la pêche, de la production des alevins ou du poisson à bon marché, des lanceurs d'affaires ont tenté des essais qui ne furent guère couronnés de succès, ils durent abandonner leur projet la mort dans l'âme. L'Etat devait s'y intéresser ; du reste un canton aux ressources modestes doit tirer parti de tout ce qui peut contribuer au bien-être de ses habitants. Un établissement cantonal a été créé au Bouveret, lequel, grâce à une exploitation méthodique, fournit assez d'alevins pour repeupler les canaux. En 1935, cette exploitation a produit plus de 400,000 alevins et celle de Montana 160,000. Dans le même ordre d'idées l'Ecole cantonale d'agriculture, sous l'impulsion de son distingué Recteur M. Mariétan, poursuit des expériences qui sont couronnées de succès.

Il ne suffit pas que les pouvoirs publics se contentent d'encaisser des patentes de pêche et fassent surveiller les canaux par des agents, il est nécessaire que les personnes se livrant à la chasse et à la pêche y trouvent aussi leur compte. Tous ceux qui connaissent les quantités de poissons importées, surtout dans les stations d'étrangers, souscrivent volontiers aux améliorations qui procurent une source de profit et permettent de faire figurer sur la table valaisanne un mets aussi appétissant que nutritif.

### Autres institutions

Poursuivant son programme économique et social, le Gouvernement valaisan a doté le pays de plusieurs institutions humanitaires ; à chacune d'elles, il a rat-

taché un domaine agricole qui doit non seulement fournir un complément à l'exploitation mais aussi servir d'exemple et de champ d'essais.

Le domaine de *Crête-Longue* près de Granges, comprenant 66 hectares, a été acheté par le Canton en 1930. Restaurés et agrandis, les immeubles abritent les détenus auxquels l'ancien pénitencier de Sion, ne procurait pas les exigences que réclament les temps actuels. C'est M. le Conseiller d'Etat C. Pitteloud qui fut le promoteur de cette œuvre, qu'il a développée et menée à bien.

Ce domaine, dirigé par un ingénieur-agronome, est en pleine transformation ; ses cultures fournissent un appoint important à l'exploitation qui sous peu se suffira à elle-même.

La *Maison de santé de Malévoz* date de 1901, elle n'a rien des grands hôpitaux modernes, à l'architecture sévère. On veut laisser aux malades l'impression qu'ils se trouvent un peu chez eux : maisons rustiques, parcs, jardins, fleurs évoquent la famille, le milieu agricole.

Un domaine de 40 hectares, distant de deux kilomètres, est rattaché à l'Institut ; il produit le lait, la viande et les légumes nécessaires à l'alimentation des 250 malades. On donne une certaine importance à la culture des fleurs, les pavillons sans cesse décorés avec goût ne laissent nullement l'impression aux visiteurs qu'ils se trouvent dans une maison d'aliénés.

Depuis 1912 l'ancien château des barons de Werra, à Loèche-Souste, a été transformé en *Asile de vieillards* pour le Haut-Valais. Le nom de son animateur et bienfaiteur, M. le Dr Léon Meyer, de Tourtemagne, restera attaché à cette institution philanthropique qui dispose de 170 places.

Une ferme modèle et une exploitation agricole, menées avec des méthodes rationnelles, permettent aux Communes intéressées de loger à bon compte leurs ressortissants dénués de moyens d'existence.

A Sion, l'Asile St-François, dû à l'initiative dévouée du Rd P. Paul-Marie, a été agrandi, modernisé et héberge en ce moment une centaine de vieillards.

Mentionnons aussi qu'à l'Institut du Bouveret et aux Orphelinats de Sion et de Vérolliez sont rattachées des exploitations où les petits pensionnaires sont initiés aux travaux agricoles.

### La Confédération et le Canton interviennent en faveur des agriculteurs dans la gêne

Pendant la grande guerre, et surtout immédiatement après, l'agriculture suisse a connu une ère de prospérité. La plupart de ses produits avaient trouvé des acheteurs à des prix rémunérateurs. Ainsi, en 1917, la vendange a été payée aux vignerons de 40 à 45 fr. la brantée ; l'année suivante, ce prix était presque doublé. Les fraises et les abricots étaient achetés aux producteurs à 1 fr. voire 1 fr. 50 le kg. ; la Reinette du Canada et la beurrée William se vendaient de 70 à 80 centimes ; le prix du lait, du beurre et du fromage était à l'avenant.

Mais il fallut déchanter. L'importation des produits étrangers vint concurrencer la production indigène à un tel point que l'agriculture allait à la ruine. En 1929, la vendange n'était plus payée que 27 fr. la brantée, et en 1935 de 12 à 15 fr., montant inférieur au prix moyen pratiqué avant la guerre, l'effondrement des prix provoqua un déséquilibre général. Alors qu'en 1913, les journaliers recevaient 35 centimes par heure de travail, en 1935, il leur était payé au moins le double ; il faut également tenir compte que les produits utilisés par les vignerons sont plus chers et que les impôts ont augmenté dans une forte proportion.

A cette situation déficitaire s'ajoutent d'autres facteurs qui sont de nature à achever de ruiner ceux qui ont acheté des terrains à des prix très élevés. Aujourd'hui, nombre d'agriculteurs ne peuvent non seulement verser des amortissements, mais n'arrivent même pas à payer l'intérêt de leurs dettes dont le

taux n'est pas en rapport avec le rendement du fonds. D'autre part, les paysans qui ont contracté des emprunts pour construire des bâtiments ou pour améliorer leurs terres se trouvent dans une situation tout aussi angoissante.

Si en Valais, un certain nombre d'exploitations agricoles se débattent dans une situation très difficile, toute proportion gardée, elles sont encore en meilleure position que dans quelques régions de la Suisse. Le rapport que M. le Dr Howald a établi en 1934, sur la situation des entreprises agricoles, indique que l'endettement moyen des exploitations valaisannes atteint à peine 5,000 francs, alors que dans certains cantons, la moyenne ascende à près de 9000 francs. M. le Dr Howald a aussi établi ses calculs en prenant pour base l'hectare de terrain ; il a trouvé que dans notre canton les exploitations sont endettées en moyenne à raison de 1100 francs l'hectare, tandis que par ailleurs, pour la même étendue, l'endettement serait quatre fois plus élevé. Le rapport signale que dans certains villages de montagne du Valais, l'endettement serait insignifiant.

En 1928, des voix se sont élevées aux Chambres fédérales pour exposer la situation critique de notre agriculture et réclamer l'aide des Autorités fédérales, en faveur des paysans endettés. De même qu'elle était venue au secours de l'horlogerie, de la broderie et de l'hôtellerie, la Confédération ne pouvait pas se montrer moins libérale envers ceux qui assurent le pain quotidien à la grande famille helvétique, et qui forment l'élément stable de la nation. Des crédits furent votés.

Le Valais reçut pour sa part 2 millions de francs. Une commission fut chargée de recevoir les demandes de secours et de faire des enquêtes sur la situation des solliciteurs. Cette somme fut prêtée sans intérêt à plus de 1000 familles paysannes dans la gêne. Mais le Canton et les Communes ont dû servir à Berne un intérêt de 2 % et demeuraient garants des valeurs remboursables au plus tard à la fin de 1936.

Il faut reconnaître que cette action a été favorable à des situations ébranlées, mais pour être efficace, il eût fallu des crédits plus importants. Malgré les secours accordés encore à la classe paysanne sous d'autres formes : aide pour le soutien du prix du lait, allocations de primes de mouture, dont nous avons déjà parlé, le mal allait s'aggravant. Les mauvaises récoltes, la chute successive des prix, la diminution des moyens d'achat de la classe ouvrière durement frappée par le chômage causèrent la faillite d'un grand nombre d'exploitations.

A la suite de nouvelles interventions, la Confédération accordait de nouveaux crédits aux Cantons : Le Valais reçut pour sa part, 900,000 francs, à condition qu'il allouât une somme égale. Sur plus de 3000 demandes de secours, 900 environ furent retenues ; les cas désespérés ne purent être pris en considération. Grâce à ce nouvel effort conjugué avec celui des banques et des cautions, bon nombre de situations ont été améliorées.

Ces deux interventions des pouvoirs publics en faveur des paysans dans la gêne n'ont pas coupé le mal à sa racine. L'abcès est trop profond. Une législation va reprendre toute la question de l'endettement agricole.

Le Conseil fédéral vient de présenter un projet de loi qui tend non seulement à désendetter, mais aussi et surtout à empêcher l'agriculteur obéré de contracter de nouvelles dettes. La loi fixera une limite d'emprunt qui ne devra pas dépasser la valeur du rendement supputé du domaine. Cette législation exigera encore des sacrifices des cantons, des établissements de crédit et des cautions.

En attendant l'application de cette nouvelle action de secours, la classe paysanne devra encore simplifier son train de vie, éviter les dépenses qui ne sont pas absolument indispensables, compter sur ses propres forces et de moins en moins sur l'intervention de la collectivité.

## L'argent de la classe paysanne doit rester à la campagne

Parmi les institutions dues à l'initiative privée qui ont contribué à améliorer le bien-être des populations rurales, il faut encore citer les Caisses de Crédit mutuel (système Raiffeisen). Ce mouvement, qui a pris naissance en Allemagne, en 1870, s'est étendu à la Suisse à la fin du siècle dernier et en Valais en 1908.

Sur les 650 Caisses locales que comptait l'Union suisse à fin 1936, dont le siège central est à St-Gall, le Valais venait en tête avec 106 institutions

Si l'on veut faciliter l'épargne parmi le peuple, il faut que celui-ci ait tout près de lui un établissement qui reçoive l'argent disponible et le fasse fructifier au profit des membres de l'organisation qui ont besoin de fonds.

Ces caisses locales basées sur le principe de la mutualité et la responsabilité solidaire de tous les membres visent surtout :

- a) à christianiser l'emploi de l'argent, en ne le prêtant qu'à des fins utiles ; cet emploi peut être contrôlé puisque les crédits ne sont octroyés qu'aux membres demeurant dans le rayon local;
- b) à conserver à la campagne l'argent disponible ;
- c) à prêter aux meilleures conditions, ces caisses ne devant pas réaliser de bénéfices et leurs dirigeants ne recevant aucune rétribution pour leur travail.

Ces œuvres sociales qui ont déjà rendu de grands services à la classe paysanne, contribuent à l'affranchir de certains établissements bancaires.



## IX.

# Le développement de l'instruction favorise l'essor économique du pays

Au cours de l'examen sommaire que nous avons fait sur l'instruction dans le «Vieux Pays», nous nous sommes arrêté à l'entrée en vigueur de la loi de 1828.

A cette époque, les différentes écoles du Valais, fréquentées par 7500 écoliers, étaient dirigées par 210 maîtres dont 73 prêtres et 13 régentes. Mais l'obligation de suivre l'école ne figurait que sur le papier, les parents retenaient leurs enfants à la maison pour les motifs les plus futiles ; bien souvent le nombre des élèves qui faisaient l'école buissonnière dépassait celui des écoliers assidus aux leçons. On s'imagine d'autre part à quoi pouvait se réduire le matériel d'enseignement ; comme manuels, les écoliers n'avaient à leur disposition que le catéchisme et un almanach.

Après 1850, il se produisit un nouveau sursaut ; les idées de progrès dont se prévalait le Gouvernement de l'époque l'engagèrent à édicter des mesures pour assurer une fréquentation plus régulière des écoles. Les résultats furent maigres. La loi de 1873 sur l'enseignement primaire vint apporter à son tour d'heureuses dispositions pour stimuler les progrès de l'instruction ; l'arrêté de 1875, encore en vigueur, fixa la durée des classes.

Au fur et à mesure que les conditions de vie allaient s'améliorant, le degré d'instruction de notre jeunesse suivait une marche ascendante. Si, il y a trois quarts de siècle, on rencontrait encore passa-

blement d'illettrés en Valais, on peut affirmer qu'il ne s'en trouve presque plus. Cela tient au fait que tous les enfants, même les moins doués par rapport à l'intelligence, ont la possibilité de s'instruire. Par arrêté du 23 août 1910, le Conseil d'Etat a édicté des dispositions pour fonder des établissements en faveur de l'enfance déshéritée, (sourds-muets et arriérés). Le recensement fédéral de 1870, donnait pour le Valais 477 sourds-muets ; dans ce nombre, près de 100 enfants ne recevaient aucune instruction. Ce fâcheux état de choses engagea M. le Chanoine Blatter, à prendre, en 1894, l'initiative de la création de l'Institut de Géronde. D'abord on y reçut 23 élèves ; puis 39 en 1900 ; 63 en 1906 ; 85 en 1929.

L'Etablissement, transféré au Bouveret en 1930, peut hospitaliser plus de 150 enfants ; l'Etat lui alloue chaque année des subsides ; le prix annuel de la pension est de 350 francs, alors que dans les établissements similaires des autres cantons, ce prix est doublé. Les bonnes sœurs d'Ingenbohl qui dirigent l'Institut depuis sa fondation ont mis leur savoir-faire et leur dévouement au service des enfants arriérés ou difficiles. L'instruction et l'éducation que ces enfants reçoivent dans cette maison hospitalière leur permet d'acquérir un certain développement intellectuel et ainsi de n'être pas plus tard à la charge de la société.

Quoi qu'on dise, les examens fédéraux lors du recrutement ont été un stimulant pour nos écoles primaires. Le désir d'avoir de bonnes notes dans le livret de service a fait travailler maîtres et élèves. Si les résultats de ces épreuves donnent l'image du degré d'instruction du peuple, nous fournissons quelques chiffres extraits des statistiques fédérales :

En 1876, la note moyenne des recrues valaisannes était de 15,10 (la meilleure note 1, la moindre 5, pour 4 branches le total allait de 4 à 20).

En 1889, avec 10,09, le canton se classait au 22<sup>me</sup> rang. Vingt ans après, grâce au dévouement et au savoir-faire de notre personnel enseignant auquel il faut rendre hommage, le Valais avec la note 7,02 se clas-

sait au 6<sup>me</sup> rang ; ce résultat était d'autant plus brillant que près des deux tiers de nos écoles n'ont qu'une durée de 6 mois, tandis que celle des autres cantons ne descend guère au-dessous de 8 mois. Il faut aussi tenir compte du fait que la proportion des jeunes Valaisans qui font des études secondaires et supérieures est plus faible.

Progressivement, la durée des classes va en augmentant. Presque chaque année, l'une ou l'autre commune prolonge leur durée d'un ou de deux mois. En 1928, l'Etat a institué des classes d'été ; un certain nombre de communes ont profité des avantages qu'elles offrent. Les parents qui n'ont pas le temps de surveiller leurs enfants, ni d'occupation à leur fournir peuvent, par ce moyen, les soustraire des dangers de la rue.

Depuis bon nombre d'années, l'Etat a organisé les visites médicales des écoles ; à cet effet il a nommé des médecins scolaires qui ont non seulement pour mission d'examiner les élèves des classes primaires, mais aussi ceux des cours professionnels, des écoles secondaires et des cours complémentaires. Ces examens permettent d'éliminer les élèves atteints de maladies contagieuses. Chaque année, l'Etat subsidie par plus de dix mille francs les caisses-maladie infantile, dont font partie plus de la moitié des écoliers.

La plupart de nos maisons d'école ont été restaurées ou transformées pendant ces deux dernières décades ; de 1929 à 1936, plus de deux millions et demi ont été dépensés pour les nouvelles constructions subsidees par l'Etat à raison de 500,000 francs environ.

Les dépenses de l'Etat pour l'instruction primaire ont augmenté dans une forte proportion ; en 1863, la part du canton aux traitements du personnel enseignant se montait à 65,000 francs. Cinquante ans plus tard, les 641 maîtres et maitresses lui occasionnaient une dépense annuelle de 460,000 francs. En 1935, la part de l'Etat au salaire des membres du Personnel enseignant atteignait 1,100,000 francs ; la part des communes au traitement s'élevait à 615,000 francs.

La même année, les 756 classes primaires étaient fréquentées par 23170 enfants ; les frais occasionnés pour l'instruction se montaient à environ 75 fr. par cours scolaire et par élève.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'analyser les principales dispositions de la loi sur l'enseignement, ni d'exposer les particularités du programme et des méthodes en usage. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la Direction de l'Instruction publique voue une attention toute particulière à l'éducation des enfants. Tenant à les former pour la vie, elle a invité, à maintes reprises, le corps enseignant à orienter l'enseignement vers la pratique.

\* \* \*

L'enseignement secondaire est également très développé en Valais : l'Ecole normale des instituteurs a été ouverte en 1846, celles des institutrices, à Sion, deux ans après ; celle de Brigue en 1853. En 1878, la durée des études était portée à deux ans, elle a été fixée à trois ans dès 1903 ; en 1936, un cours préparatoire a été rendu obligatoire.

L'article 56 de la Constitution de 1815, mentionne que l'enseignement est donné dans les collèges de Brigue, de Sion et de St-Maurice. Le collège de Brigue existait déjà au milieu du XVII<sup>me</sup> siècle, celui de Sion, dans sa forme actuelle, date de 1734, celui de St-Maurice a été réorganisé en 1806. C'est dire que l'enseignement secondaire a été l'objet de la sollicitude des autorités et du clergé depuis fort longtemps.

La loi du 4 juin 1873, contient des dispositions relatives à l'enseignement secondaire, elle a été remplacée par celle du 25 novembre 1910.

Les jeunes gens peuvent fréquenter des écoles de commerce à Sion, Sierre, Brigue, Martigny ; des classes industrielles inférieures à Brigue, à Sion, à Bagnes,

à Monthey et à St-Maurice, des classes moyennes à Viège, à Salvan et à Sion ; l'école commerciale et industrielle supérieure a son siège à Sion.

La loi valaisanne sur l'apprentissage est une des plus anciennes de la Suisse ; en 1920, 92 apprentis artisans fréquentaient des cours donnés suivant un programme approprié. En 1935, le chiffre de fréquentation des cours dépassait 400.

La loi sur la formation professionnelle a été modifiée en 1935, elle a apporté d'heureux changements dont bénéficiera la jeunesse qui se voue à l'artisanat.

Déjà la loi de 1873 sur l'enseignement primaire faisait une place à l'agriculture dans les cours complémentaires. La législation du 1er juin 1907 sur la matière formule à son article 13, que cette branche est obligatoire. Dans un canton où la plus grande partie des habitants vit de la culture de la terre, il était nécessaire de vouer une attention toute particulière à l'enseignement agricole. La loi du 17 mai 1919 contient des dispositions plus précises, plus complètes : elle prévoit que des notions élémentaires d'agriculture doivent être données d'abord à l'école primaire. Nombre de communes de la plaine n'ont pas attendu que la loi leur imposât l'obligation d'enseigner cette branche. Il serait fastidieux d'énumérer les localités où, depuis un demi-siècle bientôt, les élèves primaires du cours supérieur suivent des cours pratiques de taille de vigne et des arbres fruitiers ; dans plusieurs d'entre elles, il existe une pépinière entretenue par les écoliers.

Cette législation prévoit que tous les instituteurs doivent être porteurs d'un brevet pour l'enseignement agricole. A cet effet, la durée de l'Ecole normale a été prolongée d'un trimestre consacré à la formation agricole ; ce trimestre se passe dans les Ecoles d'agriculture de Châteauneuf et de Viège. Les aspirantes institutrices doivent aussi suivre un cours de même durée, en vue de l'obtention du brevet ménager agricole. Le Valais a été le premier à légiférer dans ce domaine ; depuis, des Etats voisins l'ont imité.

Cette législation a en outre institué les écoles cantonales d'agriculture auxquelles sont annexés des domaines permettant de joindre la pratique à la théorie. En 1891, le Valais avait ouvert une école d'agriculture à Ecône, près de Riddes ; elle avait à sa disposition un domaine appartenant à la Maison du St-Bernard ; cette école a formé une pléiade d'agriculteurs de mérite, elle ne pouvait recevoir que 35 à 40 élèves.

Non ! L'Ecole cantonale de Châteauneuf fut ouverte le 15 novembre 1928<sup>3</sup> avec 77 élèves, et celle de Viège quelques années plus tard. Elles peuvent disposer respectivement de 100 et de 40 places. Le 3 janvier 1929, s'ouvrait à Châteauneuf, une école ménagère rurale qui peut loger plus de 50 élèves. En outre plusieurs communes de la plaine et de la montagne ont ouvert des écoles ménagères ; on en comptait 18 en 1926 et 27 dix ans plus tard. Ces écoles qui ont l'avantage d'être bien dirigées rendent de précieux services ; sans elles, nombre de jeunes filles seraient privées d'une excellente formation domestique.

Ce louable effort en vue de l'éducation de nos futures ménagères doit être intensifié. Les localités qui n'ont pas la possibilité d'ouvrir des écoles ménagères ont la faculté d'organiser des cours itinérants subsidiés ; ces cours qui durent une centaine d'heures forment nos jeunes filles aux travaux de cuisine, de couture, de coupe et de confection, de repassage, etc.

Les autorités cantonales ne se sont pas arrêtées en si bon chemin ; voyant le développement réjouissant que prenaient les cultures maraîchères, elles ont senti le besoin de former des horticulteurs ; dans ce but, en 1933, il a été ouvert à Châteauneuf une école d'horticulture comprenant 5 semestres d'études. Cette institution, fréquentée en 1936 par 27 élèves, a obtenu le succès escompté.

Les élèves qui n'ont pas l'avantage de suivre une école d'agriculture ont la possibilité de parfaire leur

formation agricole à Châteauneuf où il se donne des cours itinérants d'arboriculture, de viticulture, d'apiculture, etc.

Les cours centraux d'arboriculture, réorganisés en 1924, s'échelonnent sur trois ans, ils comprennent en tout environ 25 jours consacrés à l'enseignement théorique et pratique. La nécessité de ces cours a été comprise par notre population puisque leur effectif a passé de 30 à 220 participants, dont une trentaine à Viège. Pour mieux atteindre toutes les parties de la population, ces six dernières années, il a été organisé dans différentes localités plus de 50 cours itinérants qui ont réuni plus de 1800 participants. Nous n'insisterons pas sur les nombreuses conférences données un peu partout par des praticiens.

Comme on le voit, la science agricole est accessible à toute notre jeunesse qui apprécie hautement les avantages qui lui sont offerts ; chaque année, en effet, des centaines de jeunes gens reçoivent des leçons pratiques dans notre collège paysan.

Châteauneuf englobe aussi dans son activité la direction de quelques services administratifs agricoles ; le contact entre la population rurale et l'école d'agriculture se trouve ainsi réalisé d'une façon étroite et permanente. Les chefs des stations créées ont notamment pour tâche, outre l'enseignement aux écoles d'agriculture, l'organisation de cours spéciaux, de concours, de conférences, l'établissement de champs d'essais, la publication d'articles relatifs à l'agriculture, etc.

Il nous paraît indiqué de donner quelques renseignements sur les cultures fruitières de Châteauneuf :

Le jardin fruitier-école créé en 1929 dans un but d'enseignement occupe une superficie de 12,000 m<sup>2</sup>, il comprend des structures diverses dans les variétés les plus connues.

Le jardin fruitier-commercial se compose de plus de 1000 basses-tiges et mi-tiges.

Le jardin d'essais qui vient d'être complété groupe plus de 4000 sujets ; il est spécialement destiné à éta-

blir des comparaisons entre les différentes formes, les variétés, les traitements. Le domaine possède en outre un important verger comprenant plus de 1000 pommiers hautes-tiges.

### Quelques institutions charitables

Citons ici quelques-unes des institutions charitables du canton. D'aucuns nous feroient le reproche d'effleurer une quantité de questions et de n'en traiter aucune à fond. Nous le reconnaissons. Mais on admettra que pour s'étendre un peu sur chacun des nombreux points soulevés, il faudrait des volumes ; comme nous avons tenu à donner une idée de l'ensemble du développement matériel et social du pays, nous avons dû forcément être bref.

Si l'on excepte les léproseries et les hospices qui, au moyen âge déjà, ont fait tant de bien aux malades et aux miséreux, nous croyons que ce sont les orphelinats de Sion et de Vérollez qui sont nos plus anciennes institutions philanthropiques. Plus de 150 orphelins trouvent un asile dans ces maisons de charité qui ont, avant tout, en vue la formation morale des enfants qu'elles recueillent.

Ajoutons que l'asile des vieillards de Loèche-Souste reçoit aussi des enfants infirmes qui n'ont pas l'âge d'aller à l'école ; il les prépare pour les cours de l'Institut du Bouveret.

Les pouponnières installées dans quelques centres contribuent largement au bien social. L'une ou l'autre de ces institutions ont annexé une école pour la formation de nurses, d'autres ont créé une action pour le relèvement des filles-mères.

Plusieurs colonies de vacances sont ouvertes aux enfants malades ou affaiblis, des centaines d'écoliers y réparent leurs forces, grâce aux soins qui leur sont prodigués.



Le service médico-pédagogique valaisan est souvent donné en modèle à cause de son organisation simple, peu coûteuse et des fruits qu'il produit. Les parents sont conseillés sur les méthodes à suivre à l'endroit des déficiences mentales et sur la ligne de conduite à tenir envers les enfants vicieux.

Reste à réaliser le programme que s'est tracé M. le Dr Lorétan, Directeur de l'Instruction publique : la création d'un sanatorium en faveur des enfants atteints de tuberculose. Nous savons que plus de 50 enfants sont exclus de l'école en raison du danger qu'ils constituent pour leurs camarades.

Nous ne reviendrons pas sur les asiles de vieillards, les infirmeries et les hôpitaux de districts ; le savoir-faire des bonnes Sœurs qui les dirigent égale leur inlassable dévouement.

## X.

### Sacrifices financiers

Celui qui reviendrait en Valais après une absence de trente ou de quarante ans ne s'y reconnaîtrait plus, tellement la face du pays a changé : la plaine du Rhône a été transformée en vergers, les voies de communication ont été modernisées, une population éveillée et active habite des villages aux coquettes demeures, tout parle d'effort et de progrès.

Le Conseil d'Etat, en parfait accord avec les représentants du peuple, a donné à cette transformation une allure rapide que quelques rétrogrades ont qualifiée de trop accélérée. Chaque fois qu'il a été appelé à se prononcer sur les crédits demandés, le corps électoral a approuvé la politique progressiste des Autorités.

Mais pour réaliser tant d'œuvres de progrès, il a fallu de l'argent, beaucoup d'argent ; la dette publique a dû forcément s'accroître ; en un quart de siècle, elle a augmenté d'environ 20 millions de francs. A moins d'être en contradiction avec soi-même, il faut reconnaître en toute franchise que cet argent a constitué un bon placement puisqu'il a équipé le pays pour la lutte contre la dureté des temps. Ces dépenses ont doté le Valais des Ecoles d'agriculture de Château-neuf et de Viège, du domaine du Grand-Brûlé, de la Maison de santé de Malévoz, de la Colonie pénitentiaire de Crête-Longue, de l'Institut des sourds-muets du Bouveret. D'autre part, le canton a subventionné les travaux d'améliorations foncières, l'assainissement de la plaine du Rhône, les routes reliant la plaine à

la montagne, la réfection de la route cantonale, les travaux de chômage et la réparation des dégâts causés par les inondations du Rhône, en 1920—22 et en 1935, la construction de plus de 30 maisons d'école, etc. Par ailleurs, le capital de dotation de la Banque cantonale a été augmenté. Le Valais peut être fier de ces valeurs économiques et sociales qui font l'admiration des Confédérés, elles compensent largement l'augmentation de la dette cantonale. Il serait trop long d'analyser les résultats tangibles obtenus et facile à démontrer combien les sommes investies dans les grandes œuvres créées par le canton constituent un placement rémunérateur.

Examinons simplement le poste relatif aux dépenses de l'Etat pour l'assainissement de la plaine. Ces travaux de haute importance, repris en 1915, ont été encouragés par l'Etat qui y a contribué par environ 2 millions et demi de francs. De son côté, la Confédération a participé à cette œuvre par près de 5 millions. Les 3750 hectares assainis représentent une valeur dépassant 15 millions de francs si l'on évalue ces terrains seulement à 40 centimes le m<sup>2</sup>. Pour être complet, il faudrait établir la valeur de ces terrains défrichés et arborisés ; en tenant compte de leur rendement actuel, ce montant serait plus que triplé.

Les 1,700,000 francs investis pour les améliorations foncières et alpestres ont valu au canton l'octroi de subventions fédérales qui se montent à 2 millions et demi de francs. Ces sommes ont permis d'exécuter des travaux dont le coût a dépassé 11 millions. Il est superflu de revenir sur les avantages que nos populations et le tourisme ont retiré de la réfection du réseau routier et de la construction des voies reliant la montagne à la plaine. Ces améliorations ne peuvent s'exprimer en chiffres, pas plus que les valeurs morales dues à la création de nos maisons de charité qui viennent au secours de tant d'infortunes.

Pendant ce quart de siècle, la Confédération a versé au Valais plus de 60 millions de subsides, somme

qui a fourni du travail à notre population. Ces œuvres demeurent, elles font le Valais prospère d'aujourd'hui. Il reste, sans doute, encore beaucoup à faire, mais les temps sont devenus difficiles, le Valais doit, pour un temps, ralentir sa marche vers le progrès, et par de sages économies, équilibrer son budget annuel.

## XI.

### Le Valais, pays de tradition

Si les transformations apportées au pays nous comblent de joie et d'espoir, nous constatons avec non moins de satisfaction que le Valais d'aujourd'hui reste fidèle à la tradition : il entend transmettre aux générations qui montent une part de ce qui a fait son laborieux passé.

Malgré des soucis d'ordre économique, le Gouvernement s'est activement occupé de questions concernant la conservation du Valais pittoresque. La loi du 28 Novembre 1906 sur la conservation des objets d'art et des monuments historiques protège tout ce qui peut intéresser sous le rapport de l'art, de l'histoire et des antiquités. L'application des mesures édictées a permis de sauver de la morsure du temps, de l'ignorance ou du vandalisme plusieurs témoins d'un glorieux passé.

Tenant à conserver le cachet du Vieux-Pays, les pouvoirs publics ont édicté la loi sur les affiches-réclames qui interdit d'apposer des inscriptions contraires aux mœurs et des écriteaux qui enlaidissent les sites.

L'application de la loi sur les constructions donne aux Communes la compétence d'interdire celles qui ne s'harmoniseraient pas avec le paysage.

Notre faune et notre flore riches et variées sont aussi protégées par le décret du 6 avril 1936, qui interdit l'arrachage des plantes rares. D'accord avec l'Etat, la Société suisse pour la protection de la nature a créé la Réserve d'Aletsch, un coin de notre territoire perdu au sein des hautes cimes près des glaciers,

et réunissant tout ce que les Alpes renferment d'agreste et de sauvage.

Les plantes et les fleurs les plus rares sont venues chercher un refuge sous notre ciel méridional. C'est tantôt dans la solitude austère des grands bois, au sein des douces clairières, tantôt encore sur le bord des précipices et les coteaux dénudés qu'elles se donnent rendez-vous. Les chantres de la nature, épris de ces filles des Alpes, ont redit leurs charmes secrets.

Töpfer était resté sous le coup de « cette sensation de calme agreste, de vie cachée, de beaux jours écoulés obscurément sur la lisière des forêts, dans la compagnie toujours aimable des ruisseaux, des rochers et des prairies. »

Écoutons Correvon, ce savant dont l'opinion fait autorité en la matière, qui est attiré aux Mayens de Sion par les récits de Töpfer, « Et c'est ainsi que, dans une journée passée aux Mayens, le touriste pourra se familiariser avec les plantes des bois, celles de la montagne, la flore la plus gracieuse encore des régions alpines, enfin la plus riche en coloris, celle des régions neigeuses, qui s'étale sur les bords des torrents et sur les rochers de la crête de Thyon. »

Les citations pourraient se multiplier : Les Follatères de Fully, les coteaux de Saxon, les vallons de Moiry et de Salanfe et combien d'autres lieux enchanteurs recèlent des myriades de plantes que les botanistes recherchent avec passion. Cette végétation comme celle de nos luxuriants vergers nous montre que la main du Créateur s'est plu à rendre belle et féconde cette terre humectée du sang des preux et des martyrs.

Aimons ce pays, transmettons cette terre libre aux Valaisans de demain !

\* \* \*

Nous avons dit que le Valais était, par excellence, le pays des traditions. Qui en douterait n'aurait qu'à parcourir nos bourgs et surtout nos villages, princi-

palement aux jours de fêtes religieuses ou profanes. Tout d'abord nos braves montagnardes ont, pour la plupart, conservé le seyant costume de leurs aïeules. Quelques-unes le portent même journallement en vaquant à leurs travaux ; d'autres s'en font une parure dominicale.

Chapeaux plats d'Anniviers, de Vex, d'Ayent, de Conthey et de Nendaz ; gracieuse coiffure en pyramide de Savièse, mignons canotiers aux rubans de couleurs vives d'Evolène, majestueux falbalas du Haut-Valais, jamais vous ne céderez le pas à la mode inconstante et souvent excentrique. Pas plus que vous, robes de lourde laine plissée, fichus et tabliers chatoyants qu'on se transmet pieusement d'une génération à l'autre. Braves femmes de chez nous, n'ayez point de honte à les porter, jamais vous n'en serez déparées !

Plusieurs localités valaisannes sont restées fidèles à la pompe extérieure des manifestations religieuses d'antan. C'est le cas de Savièse, par exemple, avec sa Fête-Dieu rutilante d'ors et flamboyante de couleurs, ses grenadiers, ses sapeurs d'autrefois. La procession du T. St-Sacrement de Kippel est aussi de grande renommée. Au reste la plupart des paroisses lèvent de la troupe ce jour-là, qui participe au pieux cortège, où les vieux costumes jettent leur note archaïque.

Il faudrait aussi parler des hallebardières de Bagnes, impeccables dans leur tenue ; des « Vieux costumes » de Champéry, de Val d'Illicz, des cavalcades de la St-Georges à Chermignon, mais nous sortirions du cadre de ce livre consacré avant tout au développement économique de la vallée rhodanienne.

Relevons cependant encore cette curieuse coutume de la distribution à chaque ménage du « pain de Pâques » à Savièse, et qui doit être une réminiscence des pratiques des premiers chrétiens ; citons aussi la remise à chaque foyer de Grimisuat d'une miche de pain bénit, à l'issue de la procession du lundi de Pâques, tradition qui doit avoir les mêmes origines que celle de Savièse.

Enfin saluons encore cette fleur unique du folklore valaisan qui consiste à cultiver un vignoble en commun aux sons de la musique...

Une douce journée de printemps. De bonne heure, on quitte le village bruni, adossé au flanc du haut Val d'Anniviers, dont les sommets ne sont pas encore dépouillés de leur blanche hermine. Sur la route hardie qui surplombe les gorges de la Navizance roulent des chars attelés de mulets. Bientôt la caravane atteint la plaine encore embrumée et se dirige vers le vignoble qui s'étage au-dessus de la coquette ville de Sierre-la-Noble.

Où vont-ils ces hommes hâlés et robustes, emportant des instruments de labour et de musique ? Curieux accouplement... Mais les voici qui arrivent près d'une grande vigne en gradins, qu'ils saluent du geste en s'arrêtant. C'est le clos bourgeoisial qu'on travaillera ensemble à l'ombre du drapeau de la Commune, planté là, à côté d'une barrique de «glacier», vin fameux qui mûrit au brûlant soleil de Sierre, mais qui se dépouille et acquiert un fumet, un velouté indescriptibles après un séjour de quelques années dans la haute vallée.

Dans le vent matinal qui fait claquer la soie aux vives couleurs, les gobelets se rapprochent, avant la danse des outils. Les sécateurs tranchent les sarments roux et les «piochards» fouillent la surface du sol écrasé par l'hiver, les échelas gris s'alignent étayant les vieux ceps qui chancelaient. «En avant les gars !»

Et pour mieux scander l'œuvre des outils, voici qu'éclatent les voix claires et sonores des fifres et des tambours. Moïse, lui, priait les bras tendus dans un geste de supplication pendant que les Hébreux combattaient. Nos Anniviards, eux, travaillent au son entraînant de cette musique primitive mais si poétique. Braves gens, va !

Quel merveilleux symbole que ces hommes unis dans un même labeur pour la fructification des treilles et la glorification des pampres ! Il semble que la vigne toute entière doit frissonner sous la rude caresse



des outils manœuvrés en cadence, au rythme des instruments. Et que plus juteuses et plus dorées seront les grappes que recèlent les ceps tordus, si la joie a présidé à leur épanouissement. Quant au vin qu'elles produiront et qu'on transportera tout là-haut près des mazots de mélèze, ne renfermera-t-il pas une parcelle de l'énergie des bras vigoureux qui ont préparé son avènement et des flots d'harmonie répandus autour de son berceau ?

La musique à la vigne, c'est de la poésie qu'on ne trouve qu'en Valais.



## TROISIÈME PARTIE

---

### Le Valais de demain



## Considérations d'ordre général basées sur la situation actuelle

L'exposé qui précède montre que le Valais est encore en pleine période d'évolution. Quand on considère les difficultés des temps actuels et celles que réserve encore l'avenir, on se demande ce que deviendront les diverses branches de son économie nationale. Qu'advient-il de son agriculture, de ses industries ? Il n'est pas facile de le dire, car chaque jour voit surgir de nouvelles difficultés économiques, sociales et politiques. Prédire, c'est risquer de se contredire tôt ou tard. Et puis, si aujourd'hui nous appartient, demain est entre les mains du Créateur. Au risque de nous tromper, essayons cependant d'exposer nos impressions et celles que nous avons recueillies auprès de personnes compétentes.

D'emblée il faut admettre que les lourds sacrifices consentis par l'Etat, les Communes et les particuliers pour faire le Valais d'aujourd'hui, auront une heureuse répercussion dans un avenir pas trop éloigné.

Ceux qui n'ont pas revu la vallée du Rhône depuis quelque 20 ou 30 ans et qui subitement y seraient transportés n'en pourraient croire leurs yeux tellement les conditions de vie de ses habitants ont changé.

En quelques années, la plus grande partie des milliers d'hectares de terrains assainis a été convertie en vergers fertiles, en jardins prometteurs ou en champs couverts de blondes moissons. Mais un gros danger subsiste : le Rhône. Le fleuve restera l'objet des préoccupations du Gouvernement ; au prix de nouveaux et importants sacrifices, on veut mater par de solides barrières cet enfant terrible ; les essais tentés ces années passées sont des plus engageants.

Les bras ne manqueront pas pour mettre en valeur les terrains assainis ainsi que ceux qui sont encore susceptibles d'être mis en culture. Les mesures prises par nos autorités pour favoriser la main-d'œuvre indigène, retiendront nos concitoyens sur la terre des aïeux ; ils y trouveront de quoi vivre et même de vivre heureux. Les contrées lointaines qui, pendant près d'un siècle, ont fasciné nos populations avides de gagner gros, leur sont fermées ; les enfants du Valais trouveront chez eux l'Amérique rêvée d'où beaucoup sont revenus avec plus de déception que de bonheur.

Ceux qui ont quitté la terre natale pour la vie facile et alléchante des villes, peuvent revenir vers elle assurés de n'être pas trompés, s'ils savent la pétrir de leurs bras et l'arroser de leur sueur. En face de l'encombrement de toutes les professions, la jeunesse, que les métiers faciles attirent, restera fidèle à la glèbe et se montrera reconnaissante envers ceux qui ont assuré la prospérité de la petite patrie, qui ont été bien inspirés en vouant toute leur sollicitude à la terre nourricière. Ils ne se sont pas contentés de conquérir des milliers d'hectares sur les eaux, de faciliter leur mise en culture, de trouver les remèdes contre les ennemis des plantes, ils ont fait plus, ils ont équipé le pays en trouvant des débouchés à ses produits et en organisant la vente et la production. Le Valais est prêt pour la lutte, il est outillé pour entreprendre le combat contre la dureté des temps.

Et maintenant que les pouvoirs publics ont mis en valeur les ressources de notre sol, il ne faut pas fonder sur eux seuls tous les espoirs, ni compter entièrement sur l'aide de l'Etat-Providence ; nos populations devront se souvenir de la maxime : « Aide-toi et le Ciel t'aidera », et surtout la mettre en pratique.

A tout prix, il faudra que chacun adapte son train de vie aux exigences du moment. Les années d'abondance qui ont suivi immédiatement le conflit mondial de 1914—18, avaient créé des besoins nouveaux et

changé presque complètement les conditions d'existence. Il faudra retourner à la vie simple, produire soi-même, être le moins possible tributaire d'autrui.

Ces années grasses ont incité nombre de paysans à acheter des terrains ou à construire à des conditions onéreuses, c'est-à-dire peu en rapport avec leur rendement. Ce qui s'est produit était à prévoir, les secours alloués ont simplement retardé la ruine de quantité de paysans. Pour éviter le retour de tels désastres, il faudra légiférer pour empêcher l'endettement, et fixer des taux d'intérêt en rapport avec le rendement des terres.

\* \* \*

Quels remèdes va-t-on apporter au chômage qui frappe les ouvriers de l'industrie et dans une plus faible mesure les ouvriers de la campagne ? Les allocations journalières consistant à « payer pour ne rien faire » rencontrent pas mal d'adversaires, même chez les dirigeants ouvriers qui se rendent compte des funestes conséquences des « bras pendants », usant leurs fonds de culottes dans les cafés, sur les bancs publics et complotant contre les « sacrés bourgeois ». Habités au désœuvrement beaucoup de chômeurs préfèrent recevoir une maigre allocation journalière et fuient le travail.

Du point de vue moral, l'effet est désastreux pour ceux qui veulent travailler, et ils sont nombreux, de se voir en pleine jeunesse rivés à l'inaction. Pourquoi n'organiserait-on pas, pour les jeunes surtout, à qui il faut donner coûte que coûte l'habitude du travail, des chantiers dirigés par des hommes de cœur connaissant leurs aspirations ? Pourquoi ne pas employer ces forces à des travaux d'amélioration d'alpage, de reboisement, de construction de chemins, etc. ; à côté

de l'entretien, ils se contenteraient volontiers d'une petite allocation. Et aux pères de famille, que ne leur donne-t-on pas à travailler ces terres bourgeoisiales incultes où ils trouveront un appoint précieux pour les leurs. Dans nos régions agricoles, il nous semble que pendant la bonne saison au moins, il ne devrait pas se rencontrer de gens désœuvrés. Les pouvoirs publics, comme les classes aisées devraient pouvoir donner à chacun la possibilité d'observer le précepte divin : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ».

On recherchera une meilleure formation des ouvriers et des artisans ; il ne faut plus que les entreprises aient l'excuse de refuser des ouvriers du pays sous prétexte qu'ils sont inférieurs aux étrangers. Nos autorités faciliteront encore la formation de certaines catégories d'artisans : maçons, plâtriers, « cimenteurs », etc., qui nous font défaut. Sous ce rapport, la loi sur la formation professionnelle qui vient d'entrer en vigueur nous offre les garanties désirables.

En ce faisant, nous résoudrions peut-être, au moins en partie, le problème économique actuel.

\* \* \*

La terre a été donnée à l'homme, qui doit pouvoir y vivre. Pendant de longs siècles, même des milliers d'années, elle suffisait à l'entretien de ses habitants. S'il y a eu en certaines régions la disette, la famine, cela tenait à des causes locales et passagères, telles que les guerres, les cataclysmes naturels, etc. Mais d'une manière générale, la terre se montre toujours généreuse à l'égard de ceux qui l'aiment et la cultivent avec soin. A-t-on jamais entendu parler de chômage, de manque de travail dans l'antiquité, dans les temps modernes jusqu'à aujourd'hui ?

C'est l'industrie surabondante qui est la cause de l'affreuse crise actuelle ; c'est elle qui a inventé le machinisme pour produire vite et beaucoup ; qui a



amené la désertion des campagnes et la ruée vers les centres industriels ; c'est elle qui remplace les produits naturels par toutes sortes de succédanés et d'articles plus ou moins nocifs, qui a favorisé le luxe et créé des besoins nouveaux, très souvent factices et dispendieux.

Dans certaines régions du midi de la France, pourtant très fertiles, on voit des étendues immenses laissées en friche, on n'y rencontre point ou tout au plus quelques rares habitants.

Ici, en Suisse, la population paysanne ne représente pas même le tiers de la population totale. Le reste se compose d'industriels, d'artisans, de fonctionnaires de tout ordre. Et pour nourrir ce monde on recourt à l'importation, qui diminue la richesse nationale.

Si on retournait au travail de la terre, la situation changerait au bout d'un certain temps. Seulement, comme la partie productive du sol suisse est très restreinte, il faudrait encourager l'émigration vers les pays où il y a encore des terres à mettre en valeur.

Et il nous semble que les secours octroyés à l'encouragement de l'émigration seraient mieux employés qu'à payer des chômeurs.

Vie simple : voilà ce qu'il faudrait. Autrefois, même il y a cinquante, soixante ans, il y avait des régions en Valais, des villages où les gens dépensaient très peu. Tous avaient quelque bétail qui leur fournissait lait, beurre, fromage, viande, cuir, laine, etc. ; tous avaient l'un ou l'autre champ de seigle, de pommes de terre, un carré de légumes, le bois leur était distribué gratuitement par la bourgeoisie ; ils construisaient eux-mêmes leurs habitations, réparaient ordinairement eux-mêmes leurs outils ; fabriquaient eux-mêmes les étoffes et façonnaient leurs habits.

Pourquoi leur fallait-il quelque argent ? Pour acheter du café, des épices, certaines denrées comme le riz, le maïs, etc., payer les impôts. Pour se le procurer, ils vendaient l'une ou l'autre pièce de bétail, des produits laitiers, dont les citadins ont toujours besoin. Puis, pas de dépenses inutiles ; peu ou point de cafés, ni ci-

némas, ni excursions ou réunions coûteuses : bref, la vie simple et pastorale. Qu'on est loin aujourd'hui de cette simplicité qui avait déjà fait la grandeur et la puissance des Romains, le courage et l'endurance des Spartiates !

Les pouvoirs publics devront modifier leurs tarifs et leurs règlements, devenir commerçants. Les services fédéraux de transport semblent avoir déjà compris les besoins actuels ; une meilleure compréhension de la situation de notre agriculture leur a fait alléger les tarifs.

Les producteurs organisés ont élevé leur voix, et cette voix a trouvé un écho. Ce que l'individu isolé n'a pu obtenir, les organisations professionnelles l'ont réalisé. Au moment où les produits étrangers, en raison de la cherté du franc suisse, avaient conquis le marché, ces associations ont réclamé et obtenu la politique du contingentement : le commerce indigène obtient des permis d'importation pour autant qu'il achète des produits du pays dans une proportion déterminée.

L'avenir de notre économie tient aussi au retour aux organisations qui ont fait la prospérité du XVIII<sup>me</sup> siècle : les corporations.

La mesure qui s'impose pour assurer l'écoulement de la production fruitière, c'est bien l'éducation des producteurs ; soit par négligence, soit par esprit d'économie mal comprise, on cueille et on vend tout venant. En présence de la concurrence étrangère qui offre des produits de qualité inférieure mais sous une présentation tentante, les bons fruits du Valais risquent d'être délaissés. Un contrôle officiel encore plus serré sera de nature à donner à nos cultures fruitières la rémunération qu'elles méritent.

Qui n'a pas entendu des défaitistes pousser les hauts cris et dire : « Mais on a tellement planté d'arbres que l'on ne saura que faire de nos fruits ». Cette fièvre aura-t-elle une issue fatale ? la surproduction ? la mévente ? Devons-nous être pessimistes ? Les personnes compétentes répondent par la négative.

En Suisse, le Valais est seul ou à peu près à produire fraises, asperges, abricots, reinettes du Canada et une foule d'autres variétés de luxe ; pour ces produits et d'autres encore, la concurrence des autres parties de la Suisse n'est guère à redouter. Le Valais qui ne fournit pour le moment que 500 wagons de «Canada» est loin d'atteindre la production du Tyrol qui est 15 fois plus forte. Mais que va-t-il se produire si un jour les Reinettes du Canada, les beurrées William par exemple ne trouvent plus d'acheteurs à l'étranger ? Ce sera sans doute un coup fatal porté aux cultures fruitières. Alors que faire ? trouver un écoulement dans le pays ; même si une baisse sensible doit se produire, un verger rapportera toujours davantage qu'un terrain resté en friche. Pour les écouler, il faudra augmenter dans une importante proportion la consommation indigène des fruits et des légumes ; sous ce rapport un premier résultat est acquis, grâce à l'action de nos écoles ménagères. Alors que, il y a quelques années, certains légumes et quelques variétés de fruits n'étaient presque pas utilisés dans les communes de montagne, la consommation en a augmenté dans une notable proportion depuis la création de ces écoles.

Les acheteurs devront non seulement donner la préférence aux produits agricoles du pays, mais également aux objets sortant des fabriques suisses. Dans le domaine de la solidarité, il est indispensable de répondre aux appels pressants lancés par l'Association «La Semaine Suisse», qui met tout en œuvre pour sauvegarder l'économie nationale.

Que dire de la vente des vins ? Il semblerait que la Suisse qui utilise trois fois plus de vin qu'elle n'en produit devrait pouvoir écouler son vin à un prix rémunérateur. Il n'en est rien. La principale cause de la vente déficitaire réside en ceci que dans les régions non viticoles du pays, le prix de vente au détail du vin valaisan est prohibitif.

Les puissantes corporations des brasseurs, propriétaires de cafés, imposent à leurs locataires

le prix de vente des vins ; celui-ci étant élevé, la clientèle consomme de la bière, et le vin reste ? Les pouvoirs publics, ainsi qu'ils l'ont fait pour d'autres produits, ne pourraient-ils pas fixer les prix de vente au détail, lors même qu'il ne s'agit pas d'un produit de première nécessité ? car il n'est plus question de juste prix lorsque les intermédiaires prélèvent une marge disproportionnée. Par des prescriptions légales on pourrait arriver à mettre l'agriculteur dans la possibilité d'obtenir un prix de vente répondant aux dépenses qu'il a faites.

\* \* \*

Nous n'osons guère parler de la grande industrie qui, il y a quelques années, avait contribué à l'aisance du pays, en fournissant d'importantes ressources à l'Etat. Quel sort sera réservé à nos usines, à nos manufactures, à nos fabriques grandes et petites ? Devant la concurrence étrangère, le Valais, pauvre en minéraux, ne pourra jamais avoir de grandes prétentions dans ce domaine.

Et l'hôtellerie, qui fut pendant plus d'un demi-siècle une des causes de la prospérité du canton, arrivera-t-elle à surmonter la crise dans laquelle elle se débat ?

Le Valais procure non seulement des ascensions variées aux grimpeurs de nos cimes altièrès et des vallons solitaires à ceux qui recherchent le repos, mais un ciel presque toujours serein, un séjour idéal à ceux qui veulent refaire une santé ébranlée. Pour conserver et accroître la clientèle suisse, nos hôteliers devront encore faire des sacrifices afin d'offrir des tarifs accessibles à toutes les bourses ; pour cela ils devront simplifier l'exploitation et développer davantage les sports d'hiver.

En ce qui concerne la clientèle étrangère qui semble désertier de plus en plus nos stations, il y a tout lieu de croire que les beaux jours sont révolus. Même

si les temps redevenaient normaux, en dépit de notre climat merveilleux, de nos sites incomparables et de nos sommets altiers, elle resterait fidèle à ses nouvelles habitudes, aux régions qu'elle s'est choisies.

Les temps très incertains, les complications qui se produisent sans cesse dans le domaine politique permettent de croire que nous allons au-devant d'une série d'années bien dures. Il est possible, et même vivement souhaitable, que la réadaptation dont on parle tant depuis quelques années se réalise ; à cette condition, l'équilibre pourra se produire. Mais tout cela ne se fera pas sans heurt : la diminution des chances de travail, et partant des possibilités d'achat, le protectionnisme exagéré des produits de certains pays constituent une entrave à notre économie nationale. Dans l'agriculture comme dans l'industrie il faudra produire à bon marché, pour cela l'application de nouvelles méthodes est indispensable ; il sera nécessaire notamment de recourir au remaniement parcellaire, nous allons ajouter au remplacement du travail de l'ouvrier par les moyens mécaniques ; mais nous entendons les chômeurs protester avec énergie contre cette diminution de la main-d'œuvre. Admettons qu'ils aient raison ; mais ici comme ailleurs, il ne faut pas être absolu. Est-ce que la mise en valeur de la plaine aurait été effectuée aussi rapidement, si l'on n'avait pas utilisé les tracteurs et les locomobiles ? Est-ce que des associations auraient mis ces terrains en culture si elles n'avaient pas eu la possibilité d'employer les moyens mécaniques ? Ce procédé, qui permet de faire vite, donne la possibilité à un nombre important d'ouvriers et d'ouvrières de gagner maintenant leur vie sur ces terrains améliorés.

Le Valais jouissant d'un climat exceptionnel doit favoriser les cultures qui s'adaptent à son sol et à son soleil. C'est ce que les associations et spécialement les pouvoirs publics ont compris ; les champs d'essai ont eu l'heureuse influence que l'on sait, mais, à notre humble avis, il ne faut pas étendre à outrance cette spécialisation de cultures, surtout en ce moment où le

pays doit suffire autant que possible à ses besoins, il importe aussi de revenir aux cultures du blé, du maïs, etc., qui ont été trop délaissées.

De même que les prix élevés des carburants réduisent la circulation, ils sont aussi un obstacle au développement de l'agriculture, qui utilise de plus en plus les tracteurs, les motoculteurs et les camions. Nous avons foi en l'avenir du Valais réservoir puissant d'énergie électrique ; mais en attendant il y a dans ce domaine une richesse considérable dont notre économie ne profite pas encore. L'avenir inventera certainement des appareils marchant à traction électrique ; il y a 5 ou 6 ans, un moine espagnol aurait, paraît-il, résolu le problème, mais pour le moment. l'application pratique de cette invention n'a pas encore donné de résultats.

\* \* \*

Pour la lutte qui se prépare, il ne suffit pas de songer uniquement aux valeurs matérielles, à l'estomac. Plus que jamais l'Etat devra s'occuper de la nourriture spirituelle, de la formation religieuse et civique de la population. Ici encore le Valais est outillé. Son corps enseignant est foncièrement chrétien et patriote. Nos éducateurs ne se contentent pas de meubler l'esprit des enfants que la famille et la société leur confient ; ils travaillent avec un soin jaloux à former le cœur et le caractère de ceux qui seront les hommes de demain. Ils ne veulent pas que leur canton ait la réputation de beau pays mal habité. Leur ambition vise à le rendre toujours plus grand, plus beau et plus aimé.

*Nota.* — Les quelques considérations qui précèdent étaient écrites lorsque le 26 septembre 1936, le Conseil fédéral décida de dévaluer de 30 % le franc suisse qui, depuis 1850, était resté à la parité malgré toutes les tourmentes.

Cette opération financière a été acceptée sans trop d'énervement, le peuple suisse espère que le Gouvernement fédéral saura tirer le meilleur parti de cette expérience et qu'il en résultera une reprise de la vie économique de la nation.

A l'intérieur du pays le franc restera le franc ; la perte que le déposant éprouvera ne se manifestera que petit à petit, en raison de la diminution du pouvoir d'achat que subira notre monnaie et du renchérissement que bon gré mal gré on ne pourra empêcher bien que des mesures aient été prises pour lutter contre toute hausse non justifiée. Un allègement interviendrait chez les débiteurs si les produits agricoles allaient hausser d'une manière plus sensible et plus rapide que les marchandises importées. Une augmentation des produits agricoles interviendra-t-elle ? il est difficile de le dire. Ce que l'on peut supposer, c'est que les consommateurs vont s'efforcer d'empêcher une majoration du coût des produits de première nécessité, de sorte qu'en Suisse pas plus qu'à l'étranger, la classe paysanne ne profitera de la dévaluation monétaire.

Un résultat semble toutefois acquis : le renforcement de la valeur des immeubles. D'importantes sommes revenues de l'étranger, d'autres sorties des cachettes ont été mises sur le marché, cette augmentation de la liquidité contribuera à faire baisser le taux de l'argent, des dettes hypothécaires en particulier, que le paysan obéré attend depuis longtemps. Il est donc possible que les agriculteurs et les commerçants dans la gêne vont se trouver soulagés.

Cette situation nouvelle n'empêche pas que, comme par le passé, il faudra éviter le surendettement des exploitations agricoles. Comme par le passé, il faudra compter sur soi et non sur les autres ou sur les événements qui pourront se produire. Chacun est l'artisan de son avenir. Quoi qu'on entreprenne, il faut de l'argent ; pour en avoir à sa disposition, il faut le gagner et surtout savoir l'économiser.





## QUATRIÈME PARTIE

---

**A toi, mon pays**



## Moissonne, ô Paysan !

Sur la robe verte du coteau, regardez ces grossiers raccommodages de tissus délavés et décolorés par l'alternance du soleil et des averses ! Ce sont les moissons qui ondulent sous le grand soleil d'été, les moissons qui mûrissent et préparent la richesse des vieux greniers juchés sur leurs quatre pieds de mélèze.

Houles saintes, vagues sacrées, vous êtes divinement belles. Parce que votre mouvement berce la plante la plus précieuse et la plus indispensable au genre humain. Incomparable présent du ciel à la terre, grain merveilleux glissé par la Providence entre les mains des malheureux bannis du jardin des délices.

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » ... Arrêt terrible, mais généreusement adouci par la promesse conditionnelle du pain ; sévérité tempérée par la miséricorde.

Et la terre débarrassée des ronces et des épines de la malédiction originelle, s'est mise à produire et à multiplier le présent de pitié et d'amour. De partout est montée vers le ciel la multitude innombrable des épis d'or portant en soi le pain de l'humanité affamée et insatiable.

... Champs de blé, d'orge ou de seigle qui jaunissez au soleil des mois de feu, j'admire votre splendeur. N'êtes-vous pas le pain de la dominicale prière ? Nourriture corporelle d'abord, qui permet à l'exilé de la « vallée des pleurs » de sustenter ses forces et de porter jusqu'au terme le poids des tribulations. Aliment

spirituel aussi, caché sous la blanche hostie qui nourrit et fortifie les âmes toujours dévorées de faim.

Demain, épis de clarté, vous serez le froment roux que le fléau ou la mécanique moderne détachera du chaume. Vous serez aussi le seigle blond qu'on amoncelle dans les « raccards » de mélèze bruni, à côté des fromages descendus de l'alpe et des salaisons à l'âpre parfum.

Sous la pierre grinçante du vieux moulin vous deviendrez farine de neige, moëlleuse au toucher, que la ménagère ou le boulanger transformera en pâte souple dans le vieux pétrin d'arole.

Puis l'épreuve du feu vous attendra... Qu'importe! N'êtes-vous pas habitués aux rayons brûlants du soleil de midi? Et vous sortirez du four en miches croustillantes que grands et petits mangeront avec avidité.

.....

Ah! le pain, le bon pain de chez nous! Le pain qui vient de *notre* champ, du blé qu'on a semé, vu grandir, moissonné et lié en blondes javelles! Le pain qui a entendu la douce chanson du moulin rustique, qui a glissé, blanche farine, entre les mains de nos mères, de nos femmes, ou de nos sœurs! Le pain que le vieux four à bois résineux a doré comme un autre soleil, et que les enfants dévorent avec des larmes de joie... Pain béni, trois fois sacré, je te rends hommage déjà au sein des épis d'or qui te portent comme un ostensor l'hostie.

Champs de blé, je me suis penché vers vous, j'ai écouté la mélodie de votre berceement peuplé de nids et de chansons. J'ai vu le bluet, lambeau d'azur sur l'or de votre vêtement, épouser, docile, le flux et reflux de vos ondes légères; j'ai perçu parmi vous l'éclatante cocarde du coquelicot, symbolique goutte de sang, le sang que vous donnez, généreux et puissant, à l'homme qui vous cultive, à tous ceux qui vivent de son pain...

Et j'ai vu choir vos épis sous le tranchant de la faucille ou de la faux. Vous êtes tombés sous le grand ciel clair, en plein midi, ou vers le déclin du jour. — Morts au champ d'honneur ? — Non pas morts, mais vivants ! Vivantes vos lourdes gerbes qu'on amoncelle en faisceaux, comme ces pyramides d'armes, au soir de manœuvres ou de combats. Vivant le trésor de vos grains roux destinés à entretenir la vie et à perpétuer la moisson.

. . . . .

Moissonne, ô paysan, nourrisseur de l'humanité ! Après le prêtre qui sustente les âmes et l'éducateur qui façonne les cœurs et les intelligences, tu occupes le premier rang dans la hiérarchie humaine. Tu es le grand intendant de Dieu sur les biens de la terre qui serait un désert sans ton travail et ton industrie.

Moissonne, ô paysan ! Si tu savais combien tu es grand et beau parmi les hauts épis d'or et les blondes javelles ! Semblable au ministre offrant, à l'autel, le Pain de Vie, tu présentes à l'humanité affamée ces gerbes bénies sans lesquelles elle mourrait d'inanition.

Moissonne et sois fier de ta moisson ! Toi seul en connais le prix, parce que tu as suivi le lent développement du grain roux que tu as confié à la terre. Tu l'as vu germer, grandir, se multiplier. Ces innombrables épis t'appartiennent, c'est ton travail qui les a produits. Ton travail béni et fécondé par Celui qui créa et fertilisa ton champ.

## Au guillon

«Quand on possède quelques vignes au soleil, on est obligé d'avoir aussi une bonne cave bien à l'ombre et bien fraîche... Et quand on a une cave accueillante et bien garnie, mon Dieu, c'est un devoir que d'y convier de temps en temps ses amis.»

Voilà l'acte de naissance du «guillon»... et toute sa raison d'être aussi ! Avouez que ce sont des titres de noblesse qui en valent bien d'autres. Ils proviennent du meilleur terroir et tout directement de cette belle générosité qui est le propre des possesseurs de treilles.

Le bon vin ne fait pas que donner de la jovialité au cœur de l'homme, il le rend encore généreux et bon. Et c'est cette générosité qui a créé le guillon où l'on fraternise et s'épanche. Car le guillon joue presque un rôle social au pays des vignes qui s'étagent le long du Rhône et montent en gradins irréguliers sous un ciel de feu.

N'est-ce point autour de lui, loin des regards indiscrets et des mauvaises langues, qu'on discute des affaires du pays ?

— Viens boire un verre, l'ami Jean, tu parais tout morose aujourd'hui !

— C'est ce que j'allais te proposer, Louis, car tu n'as pas de gaîté à revendre...

Et voilà les deux compères sur l'escalier de la cave. On allume une bougie et on arrive dans un coin plus obscur où des rangées de tonneaux font la haie.

— Goûte-moi de celui-ci, du jeune, mais déjà nerveux, comme un poulain, qu'en dis-tu ?

— Excellent, ce doit être du fendant de Clavoz.

— Tu as deviné, pas moyen de te dire des blagues à toi... Dégustons maintenant ce Johannis.

— Un maître vin qui dilate agréablement les papilles et descend comme un parfait nectar.

— Cette humagne que voilà on n'en trouvera plus dans quelques années : on l'arrache et on oublie d'en replanter.

— C'est dommage, une si fine goutte ! C'est ce qu'il faudrait à notre président pour lui donner des idées...

— Et à tout le Conseil pour lui passer du cran, qu'en dites-vous, Monsieur le Conseiller ?

— Messieurs, nous vous prenons en flagrant délit de cabale, dit un homme qui paraît tomber de la voûte et qui n'est autre que le président de la commune en chair et en os, bientôt suivi d'une demi-douzaine de conseillers. On trinque, on boit, on discute, on parle haut, on ricane, on chante... Heureux pays où tout finit par des chansons !

« Tout finit » ? Que non pas ! La compagnie est invitée à la cave d'un des convives, puis d'un autre. Si le vin « creuse » par trop, on découvrira dans un coin du cellier un savoureux morceau de fromage, de viande séchée et de pain de seigle. Ainsi on pourra continuer la tournée.

Effectivement, la nuit est déjà tombée et une à une les étoiles se sont allumées là-haut que nos amants du guillon n'ont reparu à la surface de la terre que pour s'engloutir un peu plus loin.

Pourquoi faut-il que toute médaille ait son revers ? Celle des parties de cave n'échappe point à la règle. Il y a des retours de foire assez épiques, surtout si le retardataire est doté d'une femme irascible et rancunière : « Dommage, avouait un des fervents des sous-sol, tout le charme est gâté par l'accueil au retour ! » Et ce disant, il passait la main le long de son échine, sans doute encore endolorie par les caresses par trop brutales d'un manche à balai...

Soyez assuré, d'ailleurs, qu'il recommencera à la première occasion, tant le guillon a d'attrait pour l'homme de la vigne. C'est là, en compagnie d'amis, qu'il jouit de la récompense intime de ses efforts ; c'est au milieu des vases pansus portant en leurs flancs de chêne ou de cœur de mélèze le trésor de ses treilles, qu'il a conscience de son rôle social et qu'il triomphe !



## Le paysan de chez nous

Il porte les traits de la glèbe. Débonnaire en plaine, li est plus rude à la montagne. Toujours un peu méfiant et fermé, il ne s'ouvre qu'à celui qui le comprend et lui inspire confiance. Alors son amitié est chaude et généreuse. S'étant donné, il ne se reprend pas facilement, encore qu'il cherche à vous pénétrer toujours davantage.

Qu'il cultive les terres faciles et fertiles de la plaine et du coteau, ou qu'il laboure le lopin avare et escarpé de la montagne, le paysan du Valais aime sincèrement son champ. Il lui porte un vrai culte et il luttera parfois avec une énergie extraordinaire pour le conserver et l'agrandir.

C'est que chaque coin de terre a son histoire, qu'il évoque un souvenir familial ou local et qu'il synthétise surtout la peine de celui qui le cultive. Ne s'est-il pas donné entièrement à la glèbe, s'incorporant pour ainsi dire à elle par le don de ses soins, de ses sueurs et de son amour ?

Paysan de chez nous, je t'estime et je loue ton œuvre nourricière, soit que tu ouvres les sillons de la plaine rendue à la culture fruitière ou maraîchère, soit que tu travailles le beau vignoble des coteaux ensoleillés ou que tu disputes tout là-haut près des alpages, le carré de seigle ou de pommes de terre à la fureur des éléments, tu es noble et grand, de toute la noblesse et de toute la grandeur d'un pays que Dieu fit à la fois doux et sévère.

## Au pâtre de mon pays

Je t'ai rencontré en ce matin étincelant d'août, tout là-haut sur l'alpage. Tu conduisais tes troupeaux au pied des cimes déjà embrasées et j'ai longtemps cheminé à tes côtés, parlant familièrement de tes occupations, de tes joies, de tes peines aussi.

Puis, quand nous fûmes sur la frête où tu devais arrêter et contenir tes bêtes sonnaillantes, nous avons dégusté ensemble un verre de ce bon vin de chez nous, que le Bon Dieu n'a pas fait pour boire sans compagnon et encore moins pour laisser au fond d'un rucksac.

Et j'ai poursuivi mon excursion solitaire vers mon sommet d'élection. Plusieurs fois je me suis retourné pour te revoir et te jeter encore un salut. Appuyé sur ton bâton de cornouiller, tu regardais au loin s'enflammer une à une les pyramides du formidable cirque alpin. Pourchassées par les rayons vainqueurs de l'astre radieux, les ombres fuyaient vers la plaine, s'agrippant aux flancs des combes et des vallons pour laisser finalement le champ libre à la royauté solaire.

Que tu étais beau, ô pâtre de mon pays, ainsi penché sur l'immensité de l'Alpe qu'il t'est donné de contempler presque chaque jour avec une émotion renouvelée ! Tu m'apparus comme le génie du lieu, explorant du regard et savourant de l'âme un spectacle qui ne peut s'exprimer en langage humain. Ton troupeau, il broutait paisiblement le gazon humide tout

constellé de ces fleurettes riches de formes et de couleur, apanage exclusif des climats alpestres. Par instants, son carillon se perdait, poussé à l'aventure par quelque mystérieux courant aérien, puis réapparaissait plus mélodieux, plus sonore, comme la voix de de lointains chanteurs en marche.

Puis, tout à coup, vous vous êtes pour moi effacés toi et les bêtes . . . J'étais monté, monté. Quand je vous aperçus de nouveau du haut de ma roche escarpée, vous n'étiez qu'une minime tache sur un versant de l'arête, une tache roussâtre, quasi immobile, sur l'émeraude de l'alpage. En aval fumait le toit du chalet bruni, à la lisière de la forêt étirée en rideau sombre le long d'un pierrier. Nul bruit ne troublait la paix matinale de ces hauteurs. Tout là-bas, au fond d'un vallon étroit un lac intensément bleu, s'allongeait entre des pâturages et des rochers surplombants. Et, aussi loin que le regard pouvait porter, l'aristocratie des pics neigeux, dômes gigantesques formant le diadème de la majestueuse splendeur alpestre.

Quand je repris le chemin du retour, le soleil à son couchant prodiguait ses flots de lumière avec la générosité et la clarté qui annoncent l'automne, et j'arrivais avec la nuit au chalet cotoyé le matin. Mon pâtre ne jouait pas de la traditionnelle cornemuse qui fait si bien au déclin du jour et dans les bucoliques récits, mais il attisait simplement la flamme qui enveloppait de ses caresses brûlantes une chaudière de cuivre, pansue comme une bossette à vendange. Il venait d'en tirer le fromage des raclettes à venir, les blondes raclettes, onctueuses et appétissantes, qu'on ne peut avaler sans songer à l'alpage et à l'homme qui en est le roi.

Car tu es le roi de la montagne, ô pâtre de mon pays. C'est toi qui l'animes de ta voix puissante, du carillon et de la vie du troupeau. L'Alpe n'est-elle pas ce royaume que le divin Créateur a placé entre les plaines moroses et son céleste empire, afin que l'homme ne se déshabituât point à regarder en Haut ?

Vaillant berger, continue à monter sur nos puissants bastions ta garde vigilante. Ta vie est faite de grandeur dans la simplicité, de beauté dans l'humilité et, parce que tu es plus près de la nature, tu te trouves plus que nul autre humain plus rapproché de Dieu.

## V.

### Terre de contrastes

Ils sont nombreux les écrivains et géographes qui se sont plu à redire les particularités du Valais ; selon eux aucune contrée n'a un cachet aussi caractéristique : l'agreste, le sauvage, le doux, le prenant se succèdent, s'entremêlent.

Pays de contrastes par le climat et la végétation, qui forment la transition entre les pays du nord et les contrées méditerranéennes. Nulle part, on ne trouve réunis dans un pays de si petite étendue les produits de toutes les latitudes ; nulle part on ne voit de plus étonnante opposition entre la nature riante et la nature la plus sauvage ; entre les scènes les plus effrayantes qui annoncent la destruction et les tableaux les plus gracieux étalant une brillante végétation.

L'étendue qui borde le fleuve valaisan n'a rien de la monotonie des autres plaines ; deux chaînes de montagnes tantôt l'enserrent, le pressent comme pour mieux le protéger, tantôt le délaissent pour lui donner du large, pour lui laisser l'illusion de la liberté qu'il avait tout là-haut dans sa prime jeunesse, alors qu'il jaillissait écumant de la mer de glace.

Dans cette plaine plantureuse, les sombres forêts de Finges et du Bois-Noir, les collines rocheuses de Sion et de Granges, comme le coquet bosquet dont les noirs sapins font une garde d'honneur à la Lizerne, sont des bijoux sertis dans l'émeraude, ils rompent la monotonie des terrains plats. Leur attirante fraîcheur, comme l'enivrante senteur des vertes frondaisons, abritent les rêveurs en quête de solitude et la gente

jeunesse éprise de doux tête-à-tête. Pays où la coquette petite cité surgit entre la forêt d'arbres fruitiers et le bourg mi-agricole, mi-industriel où s'égrènent les basses chaumines et les raccards brunis entre la flèche élancée du clocher centenaire et la cheminée de brique. Pays où gens de toutes conditions rivalisent de zèle pour agrandir l'héritage imprégné de la sueur des aïeux. Les torrents tumultueux tombent en cascades sur la tête des passants puis brusquement disparaissent canalisés pour être convertis en fluide qui contribuera à procurer à nos populations un complément de bien-être matériel.

Pays où la vigne mûrit à côté des ajones et des sapins, où les terrains calcinés succèdent aux rians et fertiles vergers, où les blondes moissons plongent dans les vertes prairies, où les ormes élancés disputent le droit de vie aux arbres fruitiers. Sur les étages des monts comme sur les flancs des coteaux, il n'est pas un pouce de terrain qui ne soit marqué par le sceau du travail opiniâtre, de la lutte contre les éléments destructeurs. L'éboulement, l'avalanche, la ravine ont à peine passé que le Valaisan a relevé les murs qui soutiennent la terre de son champ et débarassé la prairie des débris arrachés aux pentes abruptes.

Pays charmant et radieux, à chaque détour de la route apparaît un site nouveau. Dans son «Essai de statistique sur le Valais», le Doyen Bridel, en termes sentis, retrace les impressions de ses voyages dans le Vieux Pays ; un paysage l'a spécialement enthousiasmé, au point de lui avoir laissé la nostalgie. «Entre Ardon et St-Pierre-des-Clages, écrit-il, se trouve un point culminant. C'est le moment pour le voyageur de s'arrêter : il a devant lui le paysage le plus magnifique, il n'en est peut-être pas de plus beaux en Valais. Le premier plan tout couvert de moissons ondoie comme une mer dorée sous les feux d'un soleil étincelant. Au delà de cette plaine s'étend, depuis le mont jusqu'au Rhône, comme un long rempart verdoyant la région ombragée que percent de leur clochers : Ardon, Vétroz et St-Séverin. Le fond du tableau est rem-

pli par le plateau de Savièse, les collines de la Soie, de Montorge, de Châteauneuf, les châteaux de Tourbillon et de Valère. Les montagnes des Mayens, de Nax et de St-Martin derrière lesquelles se découpent sur l'azur du ciel les mille cimes de l'arrière-plan.»

Aujourd'hui ce tableau n'a pas perdu de sa magnificence, les moissons du premier plan ont été remplacées par l'un des plus beaux vignobles du canton. Que de fois, travaillant dans ces vignes baignées par l'ardent soleil de juin, n'avons-nous pas vu des voyageurs arrêter leurs voitures, grimper sur les murs qui bordent la chaussée pour mieux admirer ce paysage, s'extasier devant le tableau qu'à brossé Bridel !

Cet historien doublé d'un observateur avisé n'aurait pas eu de peine à multiplier ses citations, à décrire d'autres cites plus romantiques, des tableaux aussi saisissants, car il n'est pas une région qui n'ait son originalité. Du bleu Léman à l'immense glacier du Rhône, partout la beauté des paysages se confond avec leur infinie variété.

Les phénomènes géographiques qui se succèdent avec autant de grâce que de magnificence ne sont pas les plus frappants dans ce pays de contrastes. Quoi de plus savoureux que le langage rustique de ce peuple, de plus imagé que ces patois sonores variant non seulement de vallée à vallée, mais de village à village ; chaque hameau a son idiome s'harmonisant au terroir : ici, rude comme les pics sauvages qui surplombent les maisons, là, doux comme les reposantes prairies des alentours. C'est toute une musique, une symphonie dans laquelle se reflète le caractère et les mœurs des populations.

Pays fertile en rites et traditions, terre sacrée où tout le passé revit dans le présent : les coutumes du bon vieux temps passent à la postérité par les savoureuses romances que les bonnes grand'mères fredonnent avec l'accompagnement du rouet. Et dans l'aire martelée du raccard, le fléau redit aux échos d'alentour le charme de ce petit univers...

C'est dans la sobriété des costumes que portent avec tant de grâce les vaillantes et accortes jeunes filles que revivent les vertus et la vie austère de passé. La «Chanson Valaisanne» et les Sociétés des vieux costumes et des traditions populaires s'efforcent de porter sur les ailes du temps cet esprit d'attachement au sol des aïeux.

Pays de clochers élancés comme les ormes qui étendent les bras sur le champ de repos, veillez, vous aussi, sur ceux qui mènent le dur combat et conservez au Valais sa foi, sa fidélité au Maître de toutes choses.



## VI.

### Au pays des fruits d'or

Des poètes ont chanté les pampres dorés qui mûrissent sur nos coteaux, les fruits succulents de nos vignes baignées dans un soleil de plomb. Mais leur lyre s'est tue sur les présents de nos vergers. Pommes acidulées, poires fondantes, mirabelles mielleuses, que n'avez-vous été magnifiées vous aussi ?

Dans cette gamme multicolore, il est un fruit qui a trouvé sa terre de prédilection sur les contreforts de la Pierre-à-Voir. Qu'il croisse dans la plaine, sur le coteau, ou à la montagne, partout le parfum pénétrant de l'abricot embaume et sa robe pourprée éblouit.

Chaque saison le présente sous un charme particulier : en mars, alors que la nature paraît encore somnoler, de blancs bouquets piqués dans les vignes comblent le paysan de cette douce espérance qui laisse entrevoir une belle récolte ; le blanc verdira, puis se dorera sous l'ardent soleil. Et quand les brises automnales caresseront le feuillage, les abricotiers se pareront de teintes chaudes contrastant avec les conifères des étages supérieurs.

Vous qui passez, avez-vous songé au rôle que jouent ces bons serviteurs dans l'économie de la région ? Les besoins annuels du pays en abricots se chiffrent par quelque six à sept millions de kilos ; les bonnes années, Saxon à lui seul produit le bon quart de cette quantité ; dans une ou deux décades, sa capacité de production sera doublée, car il n'est pas un pouce de terre qui n'ait son abricotier.

Pays de cocagne, direz-vous ! n'allez pas croire que cet arbre croît sans soin et sans culture. Alors que la neige inonde encore les vignes, le sécateur émonde déjà les tiges gourmandes. Il faut de l'air et de la lumière à cet arbre, si l'on veut que ses fruits puissent se dorer et surtout il doit être aspergé abondamment et souvent par des insecticides, qui le délivreront de la multitude d'ennemis acharnés.

Le fruit n'en sera que plus beau ; au reste, c'est nécessaire si l'on veut qu'il surpasse en beauté les abricots importés des Riviera ensoleillées du Midi. Et il soutient cette concurrence, il n'a pas son égal en saveur et en coloris ; c'est qu'il n'a pas besoin d'être cueilli avant sa maturité, un tour de cadran suffit pour qu'il passe de l'arbre à l'étalage. Tout frais, comme il séduit et attire ! N'est-il pas vrai ce fruit vous devient sympathique ? Vous vous intéressez à son sort, vous me demandez comment pendant les trois semaines que dure la cueillette, on peut écouler une si formidable avalanche de fruits ; une bonne récolte représente pour Saxon plus de 800 wagons de 2 tonnes. Bien avant le début de la cueillette, les négociants de la place s'assurent de la production ; chacun revoit la parenté, les amis, les voisins ; ils préparent la vente, vérifient le matériel d'expédition. Quelle montagne d'emballages !

Au fort de la récolte la production journalière atteint environ cent mille kilos. Quelle ruche bourdonnante que cette cité blottie sous la ramure ! à la gare, à la poste, chez les négociants, dans la campagne, partout c'est l'activité débordante ; tout ce qui est valide, de l'aurore au crépuscule, monte à l'assaut des arbres touffus. Et là, avec quel soin on choisit, on trie, puis on glisse le doux fruit dans la hotte capitonnée, et, en route non pas jusqu'au village, mais là tout près, sous les arbres, au bord du chemin, des bascules alignées, des représentants, des négociants attendent.

Ils sont là 8 ou 10 faisant, il faut le dire, un peu de zèle pour leurs patrons. Les plus dévoués se hasar- dent parfois jusque dans les vignes pour chercher les

hottées, tandis qu'au poste d'achat sous l'ombrage «on ne s'en fait pas», chacun a eu bien soin de se munir de flacons pour rafraîchir ceux qui guettent les fruits; mais que les abricots viennent ou ne viennent pas, les flacons se vident... Heureux courtiers!..

A midi et le soir, c'est la longue théorie des chars, des voitures, des lourds camions en branle vers les dépôts. Là, des doigts de fée trient encore et emballent avec soin. Pendant ce temps, le négociant est au téléphone. La vente n'est pas toujours facile, tant s'en faut... il faut offrir, discuter, convaincre, bien souvent exhorter. Faut-il s'étonner si parfois il y a ralentissement dans la vente? Voilà bientôt deux mois que le marché suisse est envahi par l'abricot d'Algérie, d'Espagne, de France, d'Italie et du Tyrol; l'abricot valaisan a le défaut de mûrir un peu tard, en même temps que les raisins et les pêches du Midi.

Il faut vendre tout de même; ce fruit ne peut attendre des jours meilleurs; il faut vendre, vendre quand le marché est engorgé, vendre quand rien ne va plus. Que faire? Il faudra se résoudre à le céder à meilleur marché. Oh! alors quelle déception! que de murmures chez ceux qui s'obstinent à ne rien comprendre. Adieu chansons, adieu doux rêves. Mais peut-on être triste dans ce pays que la Providence a comblé de faveurs?

## VII.

# Terre de foi

Et maintenant, comme conclusion à notre travail, nous résumerons par un mot tout ce qui vient d'être dit de notre pays, de son passé, de son présent et de son avenir. Ce mot, le voici : *Le Valais est vraiment un pays de foi.*

*De foi religieuse d'abord.* Dès le milieu du premier siècle de notre ère, la foi catholique a fait son apparition dans notre pays, le sang des martyrs thébéens en a fécondé le sol pour une germination plus vigoureuse de la foi chrétienne. Depuis cette date lointaine, le catholicisme s'est fixé sur notre terre comme certaines images ou inscriptions se gravent en traits indélébiles sur la pierre ou le métal. La fidélité valaisanne à la vraie Eglise ne s'est jamais démentie ; elle a résisté victorieusement à la tourmente religieuse du XVI<sup>me</sup> siècle et à l'invasion non moins dangereuse des principes révolutionnaires de la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle.

Et aujourd'hui, alors que la foi et les pratiques religieuses déclinent dans nombre de pays, les Valaisans, dans leur immense majorité, restent attachés aux croyances ancestrales. Les dimanches et les jours de fête les églises se remplissent de fidèles, et assez fréquentes sont les manifestations religieuses où toute la population communie avec ses magistrats de tout ordre dans un même sentiment de fidélité et de reconnaissance envers l'Auteur de toutes choses.

*De foi patriotique ensuite.* Le Valaisan aime son histoire parce qu'elle est belle, il relit ou écoute volontiers les faits glorieux de ses ancêtres, les combats héroïques soutenus pour la conquête et le maintien de ses libertés.

Aujourd'hui encore, le soldat valaisan fait excellente figure parmi ses frères d'armes des autres cantons. Maintes fois, il s'est attiré des éloges par son allure martiale, sa dignité de vie, sa fidélité à s'acquitter avec conscience de ses devoirs. Ce n'est pas de lui qu'on fera un révolté, un réfractaire ou un antimilitariste.

Qu'on se rappelle la confiance qu'on a pu mettre en son courage et en son patriotisme lors de la grève générale de 1918 et des troubles de Genève en 1932.

Le Valaisan est farouchement épris de liberté et d'indépendance, donc de fédéralisme ; c'est ce qui explique certains de ses votes, mais quand l'intérêt général de la Suisse est en jeu, il sait faire abstraction de son intérêt particulier.

*Foi aussi en sa terre et en son labeur.* Sans doute, la terre valaisanne semble, à première vue, aride et rebelle ; aussi le travail pour la rendre féconde est-il rude et incessant, surtout quand certains éléments naturels, avalanches, inondations, éboulements, sécheresse, etc., semblent se liguier pour annihiler les efforts de l'homme. Mais le paysan, le montagnard valaisan a foi en sa terre qu'il aime, qu'il cultive avec amour et qui finit tout de même par faire preuve de générosité.

Certaines régions sont plus libérales, c'est le cas de la plaine et des coteaux ensoleillés où prospère la vigne. Seulement tout cela n'a été obtenu qu'à force de confiance, de courage, la sueur au front. Que d'efforts, en effet, pour assécher d'immenses étendues marécageuses, fertiliser de vastes terrains formés de gravier ou de sable aride, rafraîchir et féconder des coteaux entiers à l'aide des bisses ! « Aide-toi et le Ciel

t'aidera» dit le proverbe. Oui, le Valais a eu foi en son travail, il s'est aidé de toute la vigueur de son cerveau et de ses bras.

*Foi également en son courage et en sa persévérance.* Nulle part il a fallu autant de courage et de persévérance qu'en Valais dans la lutte pour l'existence. Que d'épreuves sans cesse renaissantes ont visité ce pays ! Toutes sortes de fléaux se sont acharnés contre lui, détruisant en quelques heures, en un instant le fruit de 20, 50, 100 ans d'efforts. Mais ces cataclysmes, loin de décourager, ont provoqué un nouvel effort, une nouvelle reprise d'activité. Les demeures incendiées plusieurs fois ont toujours été reconstruites ; des campagnes, dévastées d'une manière ou d'une autre et à maintes reprises, sont redevenues fertiles. Quel exemple plus frappant de ténacité que cette lutte qui se poursuit depuis tant d'années déjà contre les maladies de la vigne et des arbres fruitiers ! Dans certaines régions on a, par découragement, abandonné la viticulture ; ici en Valais, elle progresse, au contraire. Ce travail opiniâtre ne rappelle-t-il pas d'une certaine façon le rocher de Sisyphe ?

*Enfin foi en un avenir meilleur.* Que de progrès réalisés dans notre pays depuis l'époque lointaine où la vallée du Rhône était désolée, où les coteaux couverts de buissons et de forêts ne nourrissaient que quelques maigres troupeaux et n'étaient habités que par des gens pauvres, se contentant de vêtements et d'aliments rudimentaires, jusqu'à nos jours où, malgré la dureté des temps, nous constatons, même dans nos vallées les plus reculées, un certain bien-être.

Ces progrès se continueront ; le Valaisan en a la conviction. Chaque génération accomplit son cycle. Les hommes d'aujourd'hui remplissent de leur mieux leur tâche de perfectionnement ; leurs fils, leurs descendants en feront de même. Un progrès en appelle un autre. L'homme ne peut rester stationnaire,

encore moins rétrograder. Si un recul semble se produire parfois, il n'est que momentané et la marche en avant reprend bientôt plus vive, plus alerte. C'est dans cet espoir que nous terminons notre travail et que nous le livrons à l'indulgence du lecteur.

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
Préface . . . . .	7
Avertissement . . . . .	9
Introduction . . . . .	11

### Ire partie. — *Le Vieux Pays.*

Chapitre	1. Considérations générales . . . .	19
»	2. La vallée du Rhône . . . .	23
»	3. Ressources du Pays . . . .	32
»	4. Le Valais, pays de passage . .	46
»	5. Malheurs et revers, entraves au développement du Pays . . . .	52
»	6. Civilisation . . . . .	61

### 2me partie. — *Le Valais d'aujourd'hui*

Chapitre	1. De quelques causes qui ont contribué au développement du pays .	83
»	2. Amélioration des voies de communication, nouvelles ressources .	87
»	3. Amélioration des conditions de vie .	99
»	4. Inondations et correction du Rhône .	102
»	5. Assainissement de la plaine . .	107
»	6. Mise en valeur des terrains . .	112
»	7. Une visite au jardin fruitier . .	119
»	8. Mesures prises pour améliorer le sort des populations agricoles . .	128
»	9. Le développement de l'instruction favorise l'essor économique du pays . . . . .	151
»	10. Sacrifices financiers . . . .	160
»	11. Le Valais pays de traditions . .	163



3me partie. — *Le Valais de demain.*

Chapitre 1. Considération d'ordre général basées sur la situation actuelle . .	171
--	-----

4me partie. — *A toi mon Pays.*

Chapitre 1. Moissonne ô Paysan . . . .	185
» 2. Au Guillon . . . . .	188
» 3. Le Paysan de chez nous . . . .	191
» 4. Le Pâtre de mon Pays . . . .	192
» 5. Terre de contraste . . . . .	195
» 6. Au Pays des fruits d'or . . . .	199
» 7. Terre de foi . . . . .	202





## OUVRAGES SUR LE VALAIS ET LA MONTAGNE

- BOUCHARDY, François. L'ABBAYE DE ST MAURICE (Coll. Institutions et Traditions) 1 vol. in-8 couronne br. fr. 3.50, ex. sur papier Lafuma fr. 7.50.
- BOUVIER, J.-B. LÉGENDES VALAISANNES, d'après les Wallisersagen, traduction enrichie et illustrée, publiée sous les auspices de la Société d'Histoire du Haut-Valais. Préface de Jules Gross, chanoine. 1 vol. in-8 carré, br. fr. 7.50, ex. sur papier Lafuma br. fr. 20.—.
- CLOSUIT, André. CONTES DES VIGNES ET DES MONTAGNES avec 12 illustrations de l'auteur. 1 vol. in-16 jésus, br. fr. 4.50 Ex. sur papier Lafuma, fr. 10.—.
- DAUZAT, Albert. LE RHONE DES ALPES A LA MER. Un superbe ouvrage grand format (33/25 cm) tiré en héliogravure et richement illustré de 200 reproductions de photographies, dont une trentaine en pleine page, br. fr. 25.—, rel. fr. 35.—.
- ENGEL, Claire-Eliane. ALPINISTES D'AUTREFOIS. Le Major Roger et son baromètre 1 vol. in-8 couronne avec 8 illustrations hors-texte, br. fr. 3.75.
- GIGON, Fernand. TEMPÊTE SUR L'ALPE. Roman 1 vol. in-8 couronne, br. fr. 3.50.
- GOS, Charles. VERONICA. Pièces en cinq actes avec facsimilé d'une page du manuscrit de la musique de scène de Vincent d'Indy. 1 vol. in-8 couronne, br. fr. 3.50.
- HISTOIRE DU CERVIN PAR L'IMAGE. 1. vol. in-16 jésus, avec 27 reproductions de vieilles estampes et de tableaux modernes, en hors-texte br. fr. 2.50.
- ON TOURNE AU CERVIN (« Pour Miss Cynthia », nouvelle édition) 1 vol. in-8 couronne br. fr. 3.—.
- GROSS, Jules. NOTRE BEAU VALAIS. Oeuvres choisies avec treize bois de Franz Immerseel, 4me édition. 1 vol. in-8 écu, br. fr. 3.50. Ex. sur Alfa bouffant fr. 5.—.
- L'HOSPICE DU GRAND SAINT-BERNARD. avec une illustration hors-texte. (Institutions et Traditions). 1 vol. in-8 couronne, br. fr. 3.50. Ex. sur papier Lafuma fr. 7.50 sur papier de Hollande fr. 18.—.
- MAMAN MARGUERITE. 1 vol. in-8 couronne br. fr. 3.50.
- MAZZOTTI Giuseppe. DERNIÈRES VICTOIRES AU CERVIN. Traduit de l'italien par le Commandant Gaillard. (Collection Montagne). 1 vol. in-8 couronne avec 32 reproductions photographiques hors-texte, br. fr. 3.50. Ex. sur papier Alfa br. fr. 5.—.
- MELON, Pierre. CHASSEURS DE CHAMOIS. Collection Montagne. 1 vol. in-8 couronne, br. fr. 3.50. Ex. sur Alfa br. fr. 6.50. Ex. sur Hollande br. fr. 18.—.

EDITIONS VICTOR ATTINGER

Imprimé en Suisse







